

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2007 — 1560

[C — 2007/27041]

15 FEVRIER 2007. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant diverses dispositions relatives à la fonction publique wallonne et instaurant un cycle spécial d'évaluation

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 87, § 3, remplacé par la loi spéciale du 8 août 1988;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la fonction publique wallonne, modifié par les arrêtés du Gouvernement wallon des 8 janvier 2004, 1^{er} avril 2004, 27 mai 2004, 15 avril 2005, 19 mai 2005 et 7 juillet 2005;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 relatif aux conditions d'engagement et à la situation administrative et pécuniaire des membres du personnel contractuel, notamment l'article 8;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 10 juillet 2006;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 13 juillet 2006;

Vu l'accord du Ministre de la Fonction publique, donné le 9 février 2007;

Vu le protocole n° 471 du Comité de secteur n° XVI, établi le 24 novembre 2006;

Vu le protocole n° 477 du Comité de secteur n° XVI, établi le 5 février 2007;

Vu l'avis n° 42.005/2 du Conseil d'Etat donné le 19 janvier 2007 en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Considérant le décret du 22 janvier 1998 relatif au statut du personnel de certains organismes d'intérêt public relevant de la Région wallonne, notamment l'article 2;

Sur proposition du Ministre de la Fonction publique;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. A l'article 19 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la fonction publique wallonne sont apportées les modifications suivantes :

1° au 4°, le mot « médicale » est remplacé par le mot « physique »;

2° au 6°, les mots « lors de » sont remplacés par le mot « par »;

3° au 7°, les mots « l'administrateur délégué du Selor » sont remplacés par les mots « le Selor ».

Art. 2. L'article 23, alinéa 1^{er}, du même arrêté est remplacé par l'alinéa suivant :

« Le Secrétaire général nomme en qualité de stagiaire le lauréat désigné conformément aux articles 116 à 119 ».

Art. 3. A l'article 29 du même arrêté sont apportées les modifications suivantes :

1° au § 1^{er} les alinéas 1^{er} et 2 sont remplacés par les alinéas suivants :

« La commission des stages est composée des secrétaires généraux des ministères et du directeur général dont dépend le stagiaire, ou de leur délégué du rang A3 au moins.

La commission est présidée par le secrétaire général du ministère de la Région wallonne ou son délégué »;

2° au § 2 l'alinéa 1^{er} est remplacé par l'alinéa suivant :

« La commission peut être saisie par le directeur de la formation ou le stagiaire dès qu'un des deux rapports fait apparaître que le stagiaire ne satisfait pas au stage. La commission est saisie par le directeur de la formation si les deux rapports ou le rapport relatif à la prolongation du stage font apparaître que le stagiaire ne satisfait pas au stage. ».

Art. 4. Au livre I^{er}, titre III, chapitre III, du même arrêté sont apportées les modifications suivantes :

1° l'intitulé du chapitre est remplacé par l'intitulé suivant :

« Chapitre III. – De l'aptitude physique »;

2° la division du chapitre en sections est supprimée;

3° les articles 32 et 33 sont remplacés par les dispositions suivantes :

« Art. 32. Le lauréat désigné par la direction du recrutement du Ministère de la Région wallonne est soumis à une évaluation de santé préalable au stage effectuée en application des articles 26 à 29 de l'arrêté royal du 28 mai 2003 relatif à la surveillance de la santé des travailleurs.

Lorsque, à l'issue de l'évaluation de santé préalable, le lauréat est déclaré inapte pour une période déterminée par le conseiller en prévention-médecin du travail, il n'est pas admis au stage et la direction du recrutement l'ajourne pour cette période.

Lorsque, à l'issue de l'évaluation de santé préalable, le lauréat est déclaré inapte définitivement par le conseiller en prévention-médecin du travail, il n'est pas admis au stage et la direction du recrutement l'exclut de la réserve.

Art. 33. Lorsque le lauréat a négligé de donner suite à deux convocations successives du conseiller en prévention-médecin du travail, la deuxième ayant été faite par lettre recommandée à la poste, ce dernier en informe sans délai la direction du recrutement, laquelle exclut le lauréat de la réserve, sauf motif jugé admissible. »;

4° les articles 34 à 44 sont abrogés.

Art. 5. L'article 48, § 1^{er}, du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 48. § 1^{er}. La promotion par avancement de grade est la nomination au grade immédiatement supérieur du même niveau que celui auquel appartient l'agent.

Toutefois, par dérogation à l'alinéa 1^{er} :

1° un agent de niveau 1 peut être promu par avancement de grade à un grade du rang A4 ou du rang A3 non soumis à mandat;

2° pour un emploi d'encadrement au rang B1, un gradué peut être promu par avancement de grade au grade de premier gradué;

3° pour un emploi d'encadrement au rang C1, un assistant peut être promu par avancement de grade au grade de premier assistant. ».

Art. 6. A l'article 51*bis* du même arrêté, sont apportées les modifications suivantes :

1° à la première phrase, le chiffre « 7 » est remplacé par le chiffre « 8 »;

2° à l'alinéa 2 le mot « du » est remplacé par le mot « le » et le mot « au » est remplacé par les mots « et le »;

3° l'alinéa 3 est complété par la phrase suivante : « La procédure d'appel à candidatures ne peut être lancée entre le 15 juillet et le 31 août ».

4° l'alinéa suivant est inséré entre les alinéas 3 et 4 : « L'appel aux candidats comprend le profil de la fonction, les critères de sélection et de classement. »

Art. 7. L'article 54 du même arrêté, modifié par l'arrêté du 15 avril 2005, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 54. Le comité de direction élargi au fonctionnaire général de rang A3 dont relève l'emploi à pourvoir établi, sur base notamment du profil de compétence et de la vision de l'exercice de la mission liée à l'emploi à pourvoir des candidats, une proposition provisoire de classement des candidats qu'il juge aptes à :

1° la mutation au sein du même cadre organique;

2° la promotion par avancement de grade au sein du même cadre organique;

3° la mutation au départ d'un autre cadre organique;

4° la promotion par avancement de grade au départ d'un autre cadre organique.

Le Comité de direction n'établit de proposition selon l'un des modes visés à l'alinéa 1^{er}, 2°, 3° et 4°, qu'en l'absence de toute candidature à l'attribution de l'emploi selon le mode précédent ou si le Gouvernement a décidé de n'attribuer l'emploi à aucun des candidats.

La proposition provisoire de classement ou de non-classement est motivée et notifiée aux candidats.

Tout candidat peut, dans les quinze jours de la notification, faire valoir ses observations ou introduire une réclamation auprès du président du comité de direction. Le comité de direction statue sur la réclamation, dans le mois de sa réception, après avoir entendu le réclamant si celui-ci en a exprimé le souhait. Le réclamant peut se faire assister de la personne de son choix.

La décision motivée du comité de direction sur les observations ou la réclamation est notifiée à celui qui a fait valoir ses observations ou qui a introduit une réclamation.

En cas de modification de la proposition provisoire la proposition motivée définitive est notifiée à tous les candidats. »

Art. 8. A l'article 55 du même arrêté, un alinéa 2, rédigé comme suit, est ajouté :

« Pour les emplois d'encadrement aux rangs B1 et C1, et par dérogation à l'alinéa 1^{er}, 2° et 4°, peuvent également être promus par avancement de grade :

1° au grade de premier gradué, le gradué;

2° au grade de premier assistant, l'assistant. »

Art. 9. A l'article 56 du même arrêté sont apportées les modifications suivantes :

1° au § 1^{er}, les mots « Hormis pour les fonctions d'encadrement situées au rang A5 » sont remplacés par les mots « Pour les emplois autres que les emplois d'encadrement »;

2° au § 2 sont apportées les modifications suivantes :

a) les mots « Pour les fonctions d'encadrement situées au rang A5 » sont remplacés par les mots « Pour les emplois d'encadrement »;

b) le 3° est remplacé par la phrase suivante : « être lauréat d'au moins une épreuve de validation de compétences pour le métier concerné dans le niveau concerné. »

c) le 4° est remplacé par la phrase suivante : « compter une ancienneté de niveau de six ans ».

d) il est ajouté un 5° libellé comme suit : « être lauréat d'un examen d'aptitude à l'encadrement réalisé pour le niveau concerné et obtenu dans les quatre ans qui précèdent la déclaration de vacance de l'emploi. »

e) il est ajouté un 6° libellé comme suit : « se soumettre à un test de sélection professionnelle destiné à vérifier l'adéquation du profil du lauréat avec le poste à pourvoir. »

Art. 10. L'article 58 du même arrêté, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 58. Les emplois d'encadrement sont attribués conformément aux règles fixées à l'article 54 sous réserve des alinéas suivants.

Le Comité de direction élargi, le cas échéant, à l'agent de rang A4 dont relève le poste à pourvoir attribue les emplois d'encadrement au rang A5 et le comité stratégique élargi à l'agent de rang A4 ainsi qu'à l'agent ou aux agents de niveau 1 dont relève le poste à pourvoir attribue les emplois d'encadrement aux rangs B1 et C1.

L'emploi est attribué sur base du test visé à l'article 56, § 2, 6°, et, en outre, en cas de promotion, sur base du classement établi par l'examen visé à l'article 56, § 2, 5°. Le cas échéant, la réserve la plus ancienne est consultée en priorité.

En cas d'ex aequo, est promu par avancement de grade à l'emploi d'encadrement, l'agent qui possède l'ancienneté la plus grande du rang le plus élevé parmi les lauréats jugés aptes. ».

Art. 11. A l'article 59, alinéa 1^{er}, 1^o, le mot « positive » est remplacé par le mot « favorable ».

Art. 12. A l'article 63 du même arrêté, les mots « depuis au moins deux mois ou » sont insérés entre les mots « est absent » et les mots « pour une durée prévisible d'au moins deux mois ».

Art. 13. A l'article 64 du même arrêté, les mots « A3 et » sont insérés entre les mots « rang » et « A4 ».

Art. 14. A l'article 65, § 1^{er}, 4^o du même arrêté, le mot « A3, » est inséré entre les mots « rang » et « A4 ».

Art. 15. A l'article 70 du même arrêté sont apportées les modifications suivantes :

1^o les mots « ou A3 » sont supprimés;

2^o les mots « article 345, § 3 » sont remplacés par les mots « article 350, § 1^{er} »;

Art. 16. A l'article 78bis du même arrêté sont apportées les modifications suivantes :

1^o l'alinéa 1^{er} est remplacé par l'alinéa suivant : « La mutation d'office dans l'intérêt du service est le passage d'un emploi d'un pool à un emploi de même niveau et de même métier d'un autre pool »;

2^o les alinéas suivants sont insérés entre les alinéas 1^{er} et 2 :

« Pour les emplois d'encadrement, de directeurs et d'inspecteurs généraux, la mutation d'office dans l'intérêt du service est le passage d'un emploi d'encadrement, de directeur ou d'inspecteur général vers un autre emploi d'encadrement, de directeur ou d'inspecteur général.

La mutation d'office dans l'intérêt du service s'opère au sein d'un même cadre organique ou d'un cadre organique différent ».

Art. 17. L'article 83 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 83. Les concours de recrutement et les concours d'accession sont adaptés aux contraintes liées aux handicaps des candidats inscrits.

Les emplois réservés aux personnes handicapées sont prioritairement attribués aux personnes répondant à au moins une des conditions fixées à l'article 82, 1^o à 6^o, dans l'ordre de leur classement ».

Art. 18. A l'article 85 du même arrêté, les mots « médecin de travail » sont remplacés par les mots « conseiller en prévention-médecin du travail ».

Art. 19. A l'article 88, § 2, du même arrêté sont apportées les modifications suivantes :

1^o la première phrase est abrogée;

2^o dans la deuxième phrase, les mots « Leurs compétences s'étendent aux ministères et organismes au travers de l'exercice des missions exclusives suivantes » sont remplacés par les mots « Il existe au sein du Ministère de la Région wallonne une direction de la formation, exclusivement compétente à l'égard de tous les ministères et organismes pour l'exercice des missions suivantes ».

Art. 20. Au livre I^{er}, titre V du même arrêté sont apportées les modifications suivantes :

1^o les mots « Chapitre II. – Du directeur de la formation » sont supprimés;

2^o à l'article 90, les mots « le directeur de la formation » sont remplacés par les mots « la Direction de la Formation du Ministère de la Région wallonne » et les mots « Il est assisté » sont remplacés par les mots « Elle est assistée »;

3^o les mots « Chapitre III. – Des formations » sont remplacés par les mots « Chapitre II – Des formations ».

Art. 21. A l'article 91 du même arrêté, les mots « du Ministère de la Région wallonne » sont insérés après les mots « la Direction de la Formation ».

Art. 22. Un article 91bis, rédigé comme suit, est inséré dans le même arrêté :

« Art. 91bis. Par formation de carrière, on entend toute formation visant à satisfaire aux critères d'évaluation ainsi que les formations préparatoires aux épreuves de validation du brevet de direction et/ou du brevet de management, les formations préparatoires aux épreuves de validation des compétences acquises et aux concours d'accession au niveau supérieur. »

Art. 23. Un article 91ter, rédigé comme suit, est inséré dans le même arrêté :

« Art. 91ter. § 1^{er}. Le Ministère prend en charge les frais d'inscription aux formations visées au présent chapitre.

§ 2. Les agents qui utilisent les transports en commun pour se rendre à des formations de carrière bénéficient d'une indemnité calculée conformément aux articles 523 à 527.

Les agents qui utilisent leur véhicule personnel pour se rendre à des formations de carrière bénéficient de l'indemnité visée à l'article 535, alinéa 2.

Les agents qui se rendent à d'autres formations à leur initiative ne bénéficient d'aucune indemnité pour frais de parcours. ».

Art. 24. A l'article 92 du même arrêté, les mots « du Ministère de la Région wallonne » sont insérés après les mots « la Direction de la Formation ».

Art. 25. L'article 93 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 93. Le secrétaire général agréé la formation à l'initiative du service qui n'est pas organisée par la Direction de la Formation du Ministère de la Région wallonne, sur avis de cette dernière. »

Art. 26. L'article 95 du même arrêté est abrogé.

Art. 27. Au livre I^{er}, titre V, chapitre III, sont apportées les modifications suivantes :

1^o dans l'intitulé de la section III, les mots « de carrière » sont supprimés;

2^o à l'article 96, § 1^{er}, les mots « à son initiative » sont insérés entre les mots « formation » et « organisée »;

3^o l'article 96, § 2, est abrogé;

4° à l'article 97, les mots « agréée par un ministère ou un organisme » sont insérés entre les mots « à son initiative » et « peut obtenir ».

Art. 28. L'article 98 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 98. Les formations visées à l'annexe XI sont agréées. Le secrétaire général agréé les autres formations à l'initiative de l'agent qui ne sont pas organisées par la Direction de la Formation du Ministère de la Région wallonne, sur avis de cette dernière. »

Art. 29. A l'article 100 du même arrêté sont apportées les modifications suivantes :

1° à l'alinéa 3, les mots « Le directeur de la formation » sont remplacés par les mots « La Direction de la Formation du Ministère de la Région wallonne ».

2° l'alinéa 4 est abrogé.

Art. 30. L'article 103 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 103. La somme des dispenses de service et congés accordés à l'agent pour suivre des formations ne peut excéder, compte non tenu des formations obligatoires, cent vingt heures par an pour des services effectifs comportant des prestations complètes.

Ces cent vingt heures sont réduites proportionnellement à l'égard des agents à qui un régime de travail à temps partiel est applicable. »

Art. 31. A l'article 104 du même arrêté, le 6° est abrogé.

Art. 32. L'article 105 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 105. L'agent remet à la Direction de la Formation du Ministère de la Région wallonne une attestation d'inscription dans le mois du début d'une formation qu'elle n'organise pas ou dans le mois de l'envoi du premier travail imposé dans le cadre de l'enseignement à distance.

L'agent remet à la Direction de la Formation du Ministère de la Région wallonne une attestation d'assiduité dans le mois de la fin d'une formation qu'elle n'organise pas ou de la fin du programme d'études. »

Art. 33. A l'article 106, § 2, alinéa 1^{er}, du même arrêté, les mots « le directeur de la formation » sont remplacés par les mots « la Direction de la Formation du Ministère de la Région wallonne ».

Art. 34. L'article 107 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 107. L'agent notifie par écrit à la Direction de la Formation du Ministère de la Région wallonne sa décision d'abandonner la formation.

S'il s'agit d'enseignement à distance, l'agent notifie à la Direction de la Formation du Ministère de la Région wallonne toute interruption de plus de deux mois dans l'envoi des travaux imposés, que cette interruption soit continue ou non.

Dans les deux cas, l'agent remet l'attestation d'assiduité à la Direction de la Formation du Ministère de la Région wallonne.

La Direction de la Formation du Ministère de la Région wallonne met fin au congé à la date des notifications visées aux alinéas 1^{er} et 2.

L'abandon et l'interruption dans l'envoi des travaux imposés sont justifiés, sous peine de la sanction prévue à l'article 108. ».

Art. 35. A l'article 108, alinéa 2, du même arrêté, les mots « du directeur de la formation » sont remplacés par les mots « de la Direction de la Formation du Ministère de la Région wallonne ».

Art. 36. L'article 109 du même arrêté est abrogé.

Art. 37. L'article 111 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 111. Les programmes des concours de recrutement sont établis par le Gouvernement sur avis du Selor. Les programmes des concours d'accession à un niveau supérieur sont établis par le Gouvernement. Ces programmes permettent de vérifier si la formation et le profil des candidats correspondent aux exigences de l'emploi à conférer. »

Art. 38. Un article 112*bis*, rédigé comme suit, est inséré dans le même arrêté :

« Art 112*bis*. Sans préjudice de l'article 511, le président et les membres du jury d'un concours d'accession ou d'une épreuve complémentaire bénéficient d'une allocation de 75 euros par demi-journée, rattachée à l'indice pivot 138,01 au 1^{er} janvier 1990 et indexée conformément aux règles de l'article 247. ».

Art. 39. A l'article 114, § 2, du même arrêté, le mot « multimédias » est remplacé par le mot « multimédia ».

Art. 40. L'article 115, § 1^{er}, 3°, du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« 3° le cas échéant, le nombre maximum de candidats retenus au terme de la première épreuve. Si plusieurs candidats sont à égalité de points pour l'attribution de la dernière place le nombre maximum de candidats retenus est augmenté en leur faveur ».

Art. 41. L'article 116 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 116. § 1^{er}. Un procès-verbal est dressé par le Selor après la ou les épreuves de base; il arrête la liste des lauréats qui constituent la réserve.

En cas d'épreuve complémentaire, les lauréats de celle-ci conservent leur classement initial dans la réserve. Seuls les lauréats de l'épreuve complémentaire peuvent être admis aux emplois qui en font l'objet.

§ 2. Avant la clôture du procès-verbal après la ou les épreuves de base, le Selor s'assure que les lauréats réunissent la condition générale d'admissibilité prévue par l'article 19, 5°, et qu'ils possèdent les diplômes ou certificats d'études exigés et déclare admis les lauréats qui satisfont à ces conditions.

Le procès-verbal de l'épreuve complémentaire est clôturé après la vérification de la possession par chaque lauréat des diplômes et certificats exigés par celle-ci.

§ 3. Préalablement à leur désignation, la Région wallonne s'assure que les lauréats réunissent les conditions générales d'admissibilité prévues par l'article 19, 1° à 4° et 6°.

Si une enquête complémentaire s'impose dans le cadre de la vérification des conditions prévues à l'article 19, 1° et 2°, le lauréat est suspendu de la réserve.

Le lauréat dont il est constaté après enquête qu'il satisfait aux conditions et qui a été dépassé par un candidat moins bien classé prend rang lors de son recrutement ultérieur à la date du recrutement de ce lauréat moins bien classé.

Le lauréat dont il est constaté après enquête qu'il ne satisfait pas aux conditions est suspendu de la réserve aussi longtemps qu'il ne fournit pas la preuve qu'il a cessé de ne pas y satisfaire; il en est exclu s'il est établi qu'il ne pourra y satisfaire pour aucun emploi auquel la réserve donne accès.

La décision de mener une enquête complémentaire et les décisions de suspension ou d'exclusion de la réserve sont prises par la Région wallonne et notifiées au lauréat. »

Art. 42. A l'article 117 du même arrêté sont apportées les modifications suivantes :

1° l'alinéa 1^{er} est remplacé par :

« Les lauréats qui, au terme du délai fixé par l'article 118 pour répondre aux propositions d'emplois, remplissent l'ensemble des conditions d'accès visées à l'article 19, 6° pour l'emploi à conférer, sont admis au stage dans l'ordre de leur classement »;

2° il est inséré un alinéa 3 libellé comme suit :

« En cas de concours clôturés à la même date, les lauréats classés premiers de chaque concours sont classés selon leur âge à commencer par le plus âgé et ainsi de suite. »

Art. 43. L'article 118 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 118, §1^{er}. Les lauréats peuvent exprimer leur préférence pour un ou plusieurs emplois déterminés. Leur désir est pris en considération dans la mesure des possibilités et selon leur rang de classement.

Les lauréats qui ne répondent pas à une proposition d'emplois dans le délai fixé par celle-ci ainsi que ceux qui refusent tous les emplois proposés simultanément perdent le bénéfice de leur rang de classement, à moins qu'ils n'expriment, dans le délai imparti pour répondre à la proposition d'emploi, la demande d'être consultés à nouveau.

Les lauréats qui expriment leur préférence pour un ou plusieurs emplois s'engagent à accepter celui qui leur est attribué. Le secrétaire général du Ministère de la Région wallonne notifie leur exclusion de la réserve aux lauréats qui, après cette acceptation, refusent d'entrer en fonction.

Les lauréats communiquent tout changement d'adresse au service chargé de l'affectation en Région wallonne. Toute proposition leur est valablement faite à la dernière adresse indiquée.

§ 2. Le Service chargé de l'affectation a pour missions de gérer les réserves de recrutement afférentes aux concours organisés par le Selor pour les services du Gouvernement wallon et les organismes d'intérêt public relevant de la Région wallonne et de désigner les lauréats des réserves de recrutement sur des emplois déclarés vacants pour les services du Gouvernement wallon et les organismes d'intérêt public relevant de la Région wallonne. ».

Art. 44. L'article 119 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 119. Une réserve de recrutement conserve sa validité jusqu'à la constitution de la réserve suivante et quatre ans au moins à compter du procès-verbal qui la constitue. ».

Art. 45. L'article 120 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 120. Au niveau 1, l'accession est organisée pour le seul métier administratif.

Aux niveaux 2 + et 2, l'accession est organisée pour les seuls métiers figurant à l'annexe II, section III.

Au niveau 3, l'accession est organisée pour tous les métiers. »

Art. 46. L'article 121 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 121. Les concours d'accession sont organisés au moins tous les quatre ans. »

Art. 47. L'article 122, alinéa 1^{er}, du même arrêté est remplacé par l'alinéa suivant :

« Les concours d'accession, destinés à constituer des réserves d'accession, comportent des épreuves de base éliminatoires dont le contenu figure à l'annexe II, section IV. Ces épreuves de base sont dénommées brevets pour les concours d'accession au niveau 1. »

Art. 48. A l'article 125 du même arrêté les mots « l'administrateur délégué du Selor » sont remplacés par les mots « le secrétaire général du Ministère de la Région wallonne ».

Art. 49. A l'article 139, alinéa 2, du même arrêté, les mots " l'article 20 du Code des impôts sur les revenus " sont remplacés par les mots " l'article 23 du Code des impôts sur les revenus 1992.

Art. 50. L'article 150 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 150. La Chambre de recours rend un avis favorable ou une décision d'annulation dans le mois de sa saisine.

L'avis motivé est communiqué au Comité de direction pour décision et la décision motivée annulant de plein droit l'évaluation attribuée est transmise aux personnes visées à l'article 148 afin qu'il soit procédé à une nouvelle évaluation, après une période de 4 mois à dater de sa réception. Ces dernières sont assistées d'un représentant de la division du personnel et d'un observateur choisi par l'évalué le cas échéant parmi les membres d'une organisation syndicale. Cette seconde évaluation n'est pas susceptible d'annulation par la chambre de recours.

Le Secrétaire général notifie à l'agent l'évaluation attribuée »

Art. 51. A l'article 155 du même arrêté sont apportées les modifications suivantes :

1° aux alinéas 1^{er} et 4, le mot « motivé » est inséré entre le mot « avis » et les mots « au Gouvernement »;

2° l'alinéa suivant est inséré entre les alinéas 2 et 3 :

« Le collègue communique au Gouvernement avant le 1^{er} mai un rapport d'activité portant sur l'année précédente. »

Art. 52. L'article 156 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 156. Le collègue élit son président en son sein pour une durée de six mois au moins et de deux ans au plus. Le mandat est renouvelable. »

Art. 53. A l'article 162, les mots « ou secret médical » sont remplacés par les mots « au secret médical ».

Art. 54. L'article 184 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 184. En cas de poursuites pénales, la procédure disciplinaire peut être poursuivie moyennant décision motivée du Ministre de la Fonction publique.

Le Gouvernement confirme, retire ou adapte la sanction disciplinaire dans les six mois à compter du jour où une décision judiciaire est passée en force de chose jugée ».

Art. 55. A l'article 186 du même arrêté sont apportées les modifications suivantes :

1° au 1° est ajouté le littera suivant :

« e) toute évaluation attribuée à un agent »

2° au 2° les mots « sur toute évaluation attribuée à un agent et », sont abrogés.

3° il est ajouté un 3° libellé comme suit :

« 3° sans préjudice du 1°, e), rendre une décision d'annulation sur tout recours portant sur toute évaluation attribuée »

Art. 56. A l'article 191, alinéa 2, le mot « agréés » est remplacé par le mot « agréés ».

Art. 57. L'article 194 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 194. Le greffier demande immédiatement le dossier complet de l'affaire à l'auteur de la décision ou de la proposition de décision, lequel le transmet à la chambre par retour de courrier. Les pièces et informations complémentaires demandées sont transmises de même par retour de courrier.

Le président communique une fois par an au secrétaire général un état récapitulatif des délais dans lesquels les dossiers et les pièces et informations complémentaires ont été transmis. »

Art. 58. L'article 199, § 1^{er}, du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« § 1^{er}. Le procès-verbal de l'audition est notifié à l'agent dans les 7 jours de la comparution, avec invitation à le signer et à faire part de ses remarques éventuelles.

L'agent renvoie le procès-verbal avec ses remarques éventuelles dans les 15 jours de la notification. À défaut le procès-verbal est définitif. ».

Art. 59. A l'article 200, § 1^{er}, du même arrêté sont apportées les modifications suivantes :

1° à l'alinéa 1^{er}, le mot « six » est remplacé par le mot « quatre »;

2° à l'alinéa 2, les mots « le mois » sont remplacés par les mots « les deux mois »;

3° à l'alinéa 3, les mots « le mois » sont remplacés par les mots « les deux mois ».

Art. 60. L'article 220, § 1^{er}, du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« § 1^{er}. Constituent des services admissibles pour le calcul de l'ancienneté de niveau les services effectifs que l'agent a accomplis à titre statutaire et sans interruption volontaire auprès des institutions suivantes :

1° toute institution de droit international dont est membre l'Etat fédéral, une Région ou une Communauté;

2° toute institution, constituée ou non en personne juridique distincte, relevant du pouvoir législatif, du pouvoir exécutif ou du pouvoir judiciaire de l'Etat fédéral, d'une Région, d'une Communauté ou d'une Commission communautaire;

3° toute institution relevant d'une province, d'une commune, d'une association de communes, d'une agglomération ou d'une fédération de communes, ainsi que toute institution relevant d'un établissement subordonné à une province ou à une commune;

4° toute institution de droit international dont est membre un autre Etat de l'Espace économique européen ou la Suisse ou une composante d'un de ces Etats analogue à une région ou à une communauté;

5° toute institution d'un autre Etat de l'Espace économique européen ou de la Suisse analogue aux institutions visées aux 2° et 3°;

Constituent également des services admissibles pour le calcul de l'ancienneté de niveau les services effectifs que l'agent a accomplis à titre définitif sans interruption volontaire auprès de toute institution ou établissement d'enseignement, office d'orientation scolaire et professionnelle ou centre psycho-médico-social libre subventionné, ainsi qu'auprès de toute institution ou établissement, office ou centre analogue d'un autre Etat de l'Espace économique européen ou de la Suisse.

Art. 61. L'article 221 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 221. Constituent également des services admissibles, pour le calcul de l'ancienneté de rang, de niveau et de service, à concurrence d'un maximum de dix ans, les services accomplis à titre statutaire ou contractuel dans le secteur public d'un Etat autre que ceux visés à l'article 220, § 1^{er}, dans le secteur privé ainsi qu'au titre d'indépendant, lorsqu'il s'agit de services correspondant à une expérience professionnelle exigée au recrutement. ».

Art. 62. L'article 238 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 238. § 1^{er}. Constituent des services admissibles pour le calcul de l'ancienneté pécuniaire les services effectifs que l'agent a accomplis à titre statutaire ou contractuel et sans interruption volontaire auprès des institutions suivantes :

1° toute institution de droit international dont est membre l'Etat fédéral, une Région ou une Communauté;

2° toute institution, constituée ou non en personne juridique distincte, relevant du pouvoir législatif, du pouvoir exécutif ou du pouvoir judiciaire de l'Etat fédéral, d'une Région, d'une Communauté ou d'une Commission communautaire;

3° toute institution relevant d'une province, d'une commune, d'une association de communes, d'une agglomération ou d'une fédération de communes, ainsi que toute institution relevant d'un établissement subordonné à une province ou à une commune;

4° toute autre institution de droit belge qui répond à des besoins collectifs d'intérêt général ou local et dans la direction de laquelle se constate la prépondérance de l'autorité publique;

5° toute institution de droit international dont est membre un autre Etat de l'Espace économique européen ou la Suisse ou une composante d'un de ces Etats analogue à une Région ou à une Communauté;

6° toute institution d'un autre Etat de l'Espace économique européen ou de la Suisse analogue aux institutions visées aux 2° à 4°;

7° toute institution ou établissement d'enseignement, office d'orientation scolaire et professionnelle ou centre psycho-médico-social libre subventionné, ainsi que toute institution ou établissement, office ou centre analogue d'un autre Etat de l'Espace économique européen ou de la Suisse.

§ 2. Constituent également des services admissibles pour le calcul de l'ancienneté pécuniaire, pour une durée maximale de six ans, les services en qualité de chômeur mis au travail dans le secteur public belge et dans une qualité analogue à celle de chômeur mis au travail dans le secteur public d'un autre Etat de l'Espace économique européen ou de la Suisse.

§ 3. Constituent également des services admissibles pour le calcul de l'ancienneté pécuniaire, pour une durée maximale de six ans, les services accomplis à titre statutaire ou contractuel dans le secteur public d'un Etat autre que ceux visés au § 1^{er}, dans le secteur privé ainsi qu'au titre d'indépendant. Cette limite est portée à dix ans lorsqu'il s'agit de services correspondant à une expérience professionnelle exigée au recrutement. ».

Art. 63. A l'article 241, alinéa 2, le mot « déterminé » est remplacé par le mot « déterminée ».

Art. 64. L'article 287 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 287. L'article 92 est d'application aux formations qui font partie du programme de stage du stagiaire. »

Art. 65. L'article 306 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement du 15 avril 2005, est remplacé par la disposition suivante :

« Le jour de l'acte ou de l'événement qui est le point de départ d'un délai n'y est pas compris. Le jour de l'échéance est compté dans le délai. Toutefois, lorsque ce jour est un samedi, un dimanche, un jour férié légal, le 27 septembre, le 2 novembre, le 15 novembre ou le 26 décembre, le jour de l'échéance est reporté au plus prochain jour ouvrable. Toute notification de la Région wallonne est faite par lettre recommandée à la poste. »

Art. 66. Un article 309bis rédigé comme suit, est inséré dans le même arrêté :

« Art. 309bis. Aussi longtemps que la première épreuve de validation des compétences n'est pas clôturée, la condition visée à l'article 56, § 1^{er}, 3°, est remplacée par une condition d'ancienneté de rang de quatre ans.

Aussi longtemps que la première épreuve de validation des compétences n'est pas clôturée, la condition visée à l'article 56, § 2, 3°, n'est pas requise.

Pour les procédures en cours à l'entrée en vigueur du présent arrêté, les conditions visées à l'article 56, § 2, 5° et 6° ne sont pas requises.

Aussi longtemps que les premières formations d'acquisition de compétences n'ont pas été dispensées, la condition visée à l'article 56, § 3, alinéa 2, est remplacée par une condition d'ancienneté de rang de quatre ans. ».

Art. 67. L'article 313, § 1^{er}, du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« § 1^{er}. L'article 119 est applicable aux réserves de recrutement régionales constituées sur la base de dispositions antérieures au présent arrêté.

Le Ministre de la Fonction publique établit la liste de ces réserves et détermine à quel ou quels métiers elles correspondent. Une réserve correspondant à plusieurs métiers garde sa validité à l'égard des métiers pour lesquels aucune nouvelle réserve n'a été constituée; elle garde sa validité à l'égard de tous les métiers auxquels elle correspond quatre ans à compter du procès-verbal qui la constitue.

Ces réserves ne peuvent conduire à des emplois dans des services autres que ceux qui ont été annoncés dans les avis de concours sur la base desquels elles ont été constituées. ».

Art. 68. Un article 313bis rédigé comme suit, est inséré dans le même arrêté :

« Art. 313bis. Les lauréats des réserves portant les références AFW9910A, AFW9926B, AFW9920C, AFW9930D, ADW9926D, ADW9920C, ADW9930D et AFW9940E qui ne répondent pas à une proposition d'emplois dans le délai fixé à l'article 118, § 1^{er}, alinéa 2, sont exclus des réserves de recrutement ».

Art. 69. L'article 314, alinéa 2, 3° et 4°, du même arrêté est remplacé comme suit :

« 3° les détenteurs du brevet attestant de la réussite d'une épreuve de formation générale pour l'accession au niveau 1, y compris ceux qui obtiendront ultérieurement ce brevet à la suite d'une épreuve pour laquelle l'appel aux candidats a été publié et qui n'est pas clôturée, sont dispensés du brevet général prévu par le présent arrêté pour l'accession au niveau 1;

4° en ce qui concerne les trois brevets de vérification de connaissances prévus pour l'accession au niveau 1 :

a) les brevets obtenus pour des matières qui avaient été déterminées par le Secrétaire permanent au recrutement restent valables;

b) l'agent qui détient trois de ces brevets pourra s'inscrire au brevet final prévu pour l'accession au niveau 1;

c) l'agent qui détient deux de ces brevets devra réussir un brevet de vérification de connaissances avant de pouvoir s'inscrire au brevet final pour l'accession au niveau 1;

d) l'agent qui détient un de ces brevets devra réussir deux brevets de vérification de connaissances avant de pouvoir s'inscrire au brevet final pour l'accession au niveau 1;

e) l'agent qui détient le brevet de droit administratif ne devra pas présenter le brevet « Administration » et l'agent qui détient le brevet de marchés publics ne devra pas présenter le brevet « Finances »;

f) sans préjudice du littera précédent, l'agent qui doit présenter un ou deux brevets de vérification de connaissances devra obligatoirement choisir le brevet « Administration » et/ou le brevet « Finances ». S'il est déjà détenteur des deux brevets correspondants, il présentera le brevet « Institutions » prévu pour l'accession au niveau 1. ».

Art. 70. A l'article 317 du même arrêté, l'alinéa 1^{er} est remplacé par les alinéas suivants :

« Les agents qui ont suivi la formation préparatoire à la promotion aux rangs A5, B2 et C2, en application de l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 novembre 1994 portant le statut des fonctionnaires de la Région, sont réputés définitivement lauréats du test de validation des compétences visé au présent arrêté, pour les rangs concernés.

Les agents qui ont suivi la formation préparatoire à la promotion aux rangs D1, D2 et E1, en application de l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 novembre 1994 portant le statut des fonctionnaires de la Région, sont réputés définitivement avoir suivi les formations d'acquisition des compétences visées au présent arrêté, pour les rangs concernés. ».

Art. 71. Un article 319*bis* rédigé comme suit est inséré dans le même arrêté :

« Art. 319*bis*. Aussi longtemps que la condition visée à l'article 56, § 1^{er}, 3^o, n'est pas requise, les agents qui sont, en application des articles 317 à 319, réputés définitivement lauréats du test de validation des compétences pour l'avancement à un grade sont prioritaires pour l'avancement à ce grade. L'article 309*bis*, alinéa 1^{er}, leur est applicable.

Aussi longtemps que la condition visée à l'article 56, § 3, alinéa 2, n'est pas requise, les agents qui sont, en application de l'article 317, alinéa 2, réputés définitivement avoir suivi les formations d'acquisition des compétences pour l'avancement à un grade sont prioritaires pour l'avancement à ce grade. L'article 309*bis*, alinéa 3, leur est applicable. »

Art. 72. L'article 372, alinéa 2, du même arrêté, est remplacé par la disposition suivante :

« Si le congé est fractionné et si l'agent le demande, ce congé comporte une période continue d'au moins deux semaines. »

Art. 73. A l'article 373, § 1^{er}, du même arrêté sont apportées les modifications suivantes :

1^o à l'alinéa 2, 4^o, les mots « visés aux articles 500 et suivants » sont remplacés par les mots « visé aux articles 435 et suivants ».

2^o l'alinéa 3 est remplacé par l'alinéa suivant :

« Si le nombre de jours de congé ainsi calculé augmenté des jours de congé de compensation et de récupération visés à l'article 375 ne forme pas un nombre entier, il est arrondi au demi-jour supérieur. ».

Art. 74. L'article 375 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 375. L'agent est en congé les jours énumérés à l'article 1^{er} de l'arrêté royal du 18 avril 1974 déterminant les modalités d'exécution de la loi du 4 janvier 1974 relative aux jours fériés ainsi que le 27 septembre, le 2 novembre, le 15 novembre et le 26 décembre.

Lorsqu'un des jours visés à l'alinéa 1^{er} coïncide avec un jour où l'agent ne travaille pas en vertu du régime de travail qui lui est applicable, l'agent obtient un congé de compensation qui peut être pris aux mêmes conditions que le congé annuel de vacances.

L'agent qui en vertu du régime de travail qui lui est applicable ou en raison des nécessités du service est obligé de travailler l'un des jours visés à l'alinéa 1^{er} obtient un congé de récupération qui peut être pris aux mêmes conditions que le congé annuel de vacances.

La durée des congés visés aux alinéas 1^{er} à 3 est réduite proportionnellement à l'égard des agents à qui un régime de travail à temps partiel est applicable.

Les congés visés aux alinéas 1^{er} à 3 sont assimilés à une période d'activité de service.

Toutefois, si l'agent est en congé un des jours visés à l'alinéa 1^{er} pour un autre motif ou s'il est en non-activité ou en disponibilité, sa position administrative reste fixée conformément aux dispositions réglementaires qui lui sont applicables. ».

Art. 75. A l'article 379, § 1^{er}, du même arrêté sont apportées les modifications suivantes :

1^o le 2^o est remplacé par le point suivant :

« 2^o en cas de maladie, d'accident ou d'hospitalisation survenu à une des personnes suivantes n'habitant pas sous le même toit que lui : un parent ou un allié au premier degré. »;

2^o le paragraphe est complété par l'alinéa suivant :

« Dans les cas visés à l'alinéa 1^{er}, 1^o et 2^o, un certificat médical témoigne de la nécessité de la présence de l'agent. ».

Art. 76. A l'article 383, § 2, alinéa 2, du même arrêté, les mots « la dispense de service est accordée » sont remplacés par les mots « le congé est accordé ».

Art. 77. A l'article 388 du même arrêté sont apportées les modifications suivantes :

1^o le mot « féminin » est inséré entre les mots « l'agent » et les mots « se trouve »;

2^o le mot « dix-sept » est remplacé par le mot « dix-neuf »;

3^o il est inséré un alinéa 2, rédigé comme suit :

« La rémunération due pour la prolongation du repos postnatal accordé en application de l'article 391*bis*, ne peut couvrir plus de vingt-quatre semaines ».

Art. 78. A l'article 389 du même arrêté sont apportées les modifications suivantes :

1^o dans l'alinéa 1^{er}, le mot « six » est remplacé par le mot « cinq »;

2^o dans l'alinéa 2, le mot « huit » est remplacé par le mot « sept ».

Art. 79. A l'article 391 du même arrêté sont apportées les modifications suivantes :

1° dans l'alinéa 1^{er} :

a) les mots « huitième », « septième » et « neuvième » sont respectivement remplacés par les mots « neuvième », « sixième » et « huitième »;

b) les mots « elle a continué » sont remplacés par les mots « il a continué »;

c) le mot « lesquelles » est remplacé par le mot « lesquels »;

d) les mots « elle a travaillé » sont remplacés par les mots « il a travaillé »;

2° il est inséré un alinéa 3, rédigé comme suit :

« En cas de naissance multiple, à la demande de l'agent, la période d'interruption de travail après la neuvième semaine, éventuellement prolongée conformément aux dispositions de l'alinéa 2, est prolongée au maximum d'une période de deux semaines ».

Art. 80. Un article 391*bis*, rédigé comme suit, est inséré dans le même arrêté :

« Art 391*bis*. Dans les cas où, après les sept premiers jours à compter de la naissance, le nouveau-né doit rester dans l'établissement hospitalier, le congé de repos postnatal peut, à la demande de l'agent, être prolongé d'une durée égale à la période pendant laquelle son enfant est resté hospitalisé après les sept premiers jours. La durée de cette prolongation ne peut dépasser vingt-quatre semaines. A cet effet, l'agent remet à l'autorité dont il relève :

1° à la fin de la période de congé postnatal, une attestation de l'établissement hospitalier certifiant que le nouveau-né est resté hospitalisé après les sept premiers jours à compter de sa naissance et mentionnant la durée de l'hospitalisation;

2° le cas échéant, à la fin de la période de prolongation qui résulte des dispositions prévues dans le présent alinéa, une nouvelle attestation de l'établissement hospitalier certifiant que le nouveau-né n'a pas encore quitté l'établissement hospitalier et mentionnant la durée de l'hospitalisation. ».

Art. 81. L'article 395 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 395. Les articles 387 à 389 ne s'appliquent pas en cas de fausse couche se produisant avant le cent quatre-vingt-unième jour de gestation ».

Art. 82. L'article 396, § 5, du même arrêté est abrogé.

Art. 83. A l'article 400 du même arrêté sont apportées les modifications suivantes :

1° dans l'alinéa 1^{er}, les mots « au maximum » sont supprimés;

2° il est inséré un alinéa 2, rédigé comme suit :

« A la demande de l'agent, le congé à plein temps est fractionné par mois. Le congé à mi-temps ne peut être fractionné ».

Art. 84. Un article 400*bis*, rédigé comme suit, est inséré dans le même arrêté :

« Art. 400*bis*. Un congé parental de trois mois au maximum est accordé à l'agent en activité de service, après la naissance, l'adoption ou le placement d'un enfant dans une famille d'accueil dans le cadre de la politique d'accueil. Ce congé à temps plein doit être pris avant que l'enfant n'ait atteint l'âge de dix ans. A la demande de l'agent, le congé est fractionné par mois. Ce congé n'est pas rémunéré. Il est assimilé pour le surplus à une période d'activité de service ».

Art. 85. Un article 410*bis*, rédigé comme suit, est inséré dans le même arrêté :

« Ne sont pas pris en considération pour déterminer le nombre de jours de congé que l'agent peut encore obtenir en vertu de l'article 405 les jours de congé de maladie qui sont la conséquence d'un harcèlement moral ou sexuel ou de faits de violence au travail, pour autant que le harcèlement ou les faits de violence soient reconnus par l'autorité ou constatés par une décision judiciaire passée en force de chose jugée ».

Art. 86. A l'article 427, alinéa 1^{er}, du même arrêté, les mots « pour retrait d'emploi » sont remplacés par les mots « par retrait d'emploi ».

Art. 87. A l'article 432, alinéa 2, du même arrêté, les mots « l'article 414 » sont remplacés par les mots « l'article 429 ».

Art. 88. A l'article 435, § 2, 2°, du même arrêté, les mots « la Commission communautaire commune » sont remplacés par les mots « de la Commission communautaire commune ».

Art. 89. A l'article 442 du même arrêté, le mot « peut » est remplacé par le mot « peuvent ».

Art. 90. A l'article 454, § 1^{er}, alinéa 4, 7°, du même arrêté, les mots « ainsi qu'aux » sont remplacés par les mots « ainsi que les ».

Art. 91. A l'article 455, alinéa 1^{er}, 14°, les mots « des agents » sont insérés entre les mots « les syndicats » et les mots « relevant de ces autorités ».

Art. 92. A l'article 472, alinéa 5, les mots « l'article LIII.CXIV.25 » sont remplacés par les mots « l'article 471 ».

Art. 93. A l'article 511, alinéa 2, du même arrêté, les mots « ou les arrêtés ministériels » sont supprimés.

Art. 94. L'article 512 du même arrêté est abrogé.

Art. 95. A l'article 524, § 1^{er}, du même arrêté, le mot « elles » est remplacé par le mot « ils ».

Art. 96. A l'article 530, alinéa 1^{er}, du même arrêté, le mot « identiques » est remplacé par le mot « identique ».

Art. 97. A l'article 531 du même arrêté sont apportées les modifications suivantes :

1° dans l'alinéa 1^{er}, le montant de 0,20 euro est remplacé par le montant de 0,2841 euro.

2° il est inséré un nouvel alinéa ainsi rédigé :

« Par dérogation à l'article 514, le montant de l'indemnité kilométrique est augmenté annuellement au 1^{er} juillet d'une fraction dont le numérateur est l'indice des prix à la consommation du mois de mai de l'année en cours et le dénominateur l'indice des prix à la consommation du mois de mai de l'année précédente; le résultat obtenu est établi jusqu'à la quatrième décimale inclusivement ».

Art. 98. A l'article 535, du même arrêté, sont apportées les modifications suivantes :

1° l'alinéa 1^{er}, 3°, est abrogé;

2° à l'alinéa 2, les mots « tel que défini » sont remplacés par les mots « telle que définie ».

Art. 99. A l'article 547 du même arrêté, les mots « à 88 % du » sont remplacés par le mot « au ».

Art. 100. A l'article 548 du même arrêté, les mots « 88 % de » sont supprimés.

Art. 101. A l'article 549 du même arrêté, les mots « à 88 % du » sont remplacés par le mot « au ».

Art. 102. L'article 551 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 551. La Région peut toutefois conclure avec les sociétés de transport en commun des conventions aux termes desquelles elle paye directement à la société le montant de son intervention dans les frais de transport de l'agent. »

Art. 103. A l'article 553 du même arrêté sont apportées les modifications suivantes :

1° au 1°, les mots « pour le 1° » sont remplacés par les mots « pour l'article 552, 1° »;

2° au 2°, les mots « pour le 2° » sont remplacés par les mots « pour l'article 552, 2° »;

3° au 3°, les mots « pour le 3° » sont remplacés par les mots « pour l'article 552, 3° »;

4° au 4°, les mots « pour le 4° » sont remplacés par les mots « pour l'article 552, 4° »;

Art. 104. A l'article 568, § 1^{er}, du même arrêté, les mots « les agents visés et les membres du personnel contractuel à l'article 565 » sont remplacés par les mots « les agents et les membres du personnel contractuel visés à l'article 565 ».

Art. 105. A l'article 569 du même arrêté sont apportées les modifications suivantes :

1° dans l'alinéa 1^{er}, le mot « ils » est remplacé par le mot « elles »;

2° dans l'alinéa 2, les mots « Ils perdent » sont remplacés par les mots « Elles perdent » et les mots « ils sont restés éloignés » par les mots « elles sont restées éloignées ».

Art. 106. Les modifications suivantes sont apportées à l'annexe II au même arrêté :

1° à la section II, b), 1° le mot « quelque » est remplacé par les mots « quelle que »;

2° à la section III, rubrique 2+ B3, les points « 4° communication » et « 8° secrétariat de direction » sont abrogés;

3° la section III, rubrique 3 D3, un point « 19° surveillant d'aéroport » est ajouté;

4° la section IV est remplacée par les dispositions suivantes :

Section IV. — Epreuves de base pour les concours d'accession

Sous-section I^{re}. — Accession au niveau 1

Les brevets pour l'accession au niveau 1 comprennent successivement :

1° un premier brevet, dit brevet général, reprenant une ou plusieurs des épreuves de base prévues pour le recrutement au niveau 1;

2° trois brevets de vérification de connaissances (avec un degré de difficulté correspondant au niveau d'études requis pour le recrutement au niveau 1) portant sur des matières relatives aux missions de la Région wallonne, à savoir :

a) un brevet « Institutions » (institutions régionales, répartition des compétences entre l'Etat fédéral et les entités fédérées, institutions européennes);

b) un brevet « Administration » (droit administratif);

c) un brevet « Finances » (finances publiques, droit budgétaire, marchés publics).

3° un cinquième brevet, dit brevet final, consistant à résoudre un cas pratique réel rencontré par un agent du rang A6 occupant un emploi correspondant au métier administratif. Le candidat doit être capable d'analyser le cas pratique réel, d'élaborer une solution, de la synthétiser par écrit et de l'exposer verbalement.

Sous-section II. — Accession au niveau 2+

Les épreuves de base pour l'accession au niveau 2+ comprennent successivement :

1° une première épreuve, dite épreuve générale, reprenant les épreuves de base prévues pour le recrutement au niveau 2+;

2° une deuxième épreuve de vérification de connaissances (avec un degré de difficulté correspondant au niveau d'études requis pour le recrutement au niveau 2+) portant sur des matières contenues dans le cycle d'études conduisant à l'obtention du ou des diplômes exigés au recrutement;

3° une troisième épreuve, dite épreuve finale, consistant à résoudre un cas pratique réel rencontré par un agent du rang B3 occupant un emploi correspondant au métier auquel conduit le concours. Le candidat doit être capable d'analyser le cas pratique réel, d'élaborer une solution, de la synthétiser par écrit et de l'exposer verbalement.

Sous-section III. — Accession au niveau 2

Les épreuves de base pour l'accèsion au niveau 2 comprennent successivement :

- 1° une première épreuve, dite épreuve générale, reprenant les épreuves de base prévues pour le recrutement au niveau 2;
- 2° une deuxième épreuve de vérification de connaissances (avec un degré de difficulté correspondant au niveau d'études requis pour le recrutement au niveau 2) portant :
 - a) pour le métier administratif, sur des matières générales en relation avec les missions de la Région wallonne, à savoir des éléments de droit administratif et des éléments de finances publiques;
 - b) pour tous les autres métiers, sur des matières contenues dans le cycle d'études conduisant à l'obtention du ou des diplômes exigés au recrutement;
- 3° une troisième épreuve, dite épreuve finale, consistant à résoudre un cas pratique réel rencontré par un agent du rang C3 occupant un emploi correspondant au métier auquel conduit le concours. Le candidat doit être capable d'analyser le cas pratique réel, d'élaborer une solution, de la synthétiser par écrit et de l'exposer verbalement.

Sous-section IV. — Accession au niveau 3

Les épreuves de base pour l'accèsion au niveau 3 sont identiques pour chaque métier aux épreuves de base prévues pour le recrutement. »

Art. 107. A l'annexe III, chapitre I^{er}, la disposition figurant sous la rubrique Niveau 3 – Niveau 4 est remplacée par la disposition suivante :

« Aucun diplôme ou certificat d'études n'est requis. Le Ministre de la Fonction publique peut toutefois, sur avis du Selor, exiger pour certains métiers la possession de diplômes ou certificats d'études désignés par le Selor lorsque cette condition est justifiée par le caractère technique ou spécialisé du métier. »

Art. 108. Pour la période du 1^{er} janvier 2006 au 31 décembre 2006, l'annexe XIII au même arrêté est remplacée par l'annexe A au présent arrêté.

Art. 109. Pour la période du 1^{er} janvier 2007 au 31 décembre 2007, l'annexe XIII au même arrêté est remplacée par l'annexe B au présent arrêté.

Art. 110. A partir du 1^{er} janvier 2008, l'annexe XIII au même arrêté est remplacée par l'annexe C au présent arrêté.

Art. 111. L'article 8 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 relatif aux conditions d'engagement et à la situation administrative et pécuniaire des membres du personnel contractuel est complété par un § 3 ainsi rédigé :

« § 3. Les membres du personnel contractuel bénéficient de leur rémunération normale le jour de carence visé aux articles 52 et 71 de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail. »

Art. 112. Un cycle spécial d'évaluation est organisé pour les agents qui :

- 1° disposent d'une évaluation réservée ou négative;
- 2° ne disposent d'aucune évaluation;
- 3° doivent conformément à l'article 145 du Code être évalués pour la première fois au 15 décembre 2006.

Art. 113. Les articles 141 à 152 du Code sont applicables au cycle spécial d'évaluation, sans préjudice des articles 113 à 116.

Art. 114. Préalablement à l'entretien de planification visé à l'article 141, § 3, du Code et le 15 avril 2006 au plus tard, l'évaluateur déterminé conformément à l'article 146, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, du Code établit une description de la fonction et des tâches de l'agent conformément au modèle figurant à l'annexe D.

Art. 115. La description de la fonction et des tâches de l'agent est validée lors de l'entretien de planification visé à l'article 141, § 3, du Code, lequel a lieu le 15 mai 2006 au plus tard.

Art. 116. Un entretien de fonctionnement entre l'évaluateur et l'agent a lieu dans le courant du mois de septembre 2006 en vue d'apprécier le niveau de réalisation des objectifs et de procéder à leur éventuelle adaptation.

Art. 117. L'entretien d'évaluation a lieu dans le courant du mois de décembre 2006.

Art. 118. Le présent arrêté entre en vigueur le premier jour de sa publication au *Moniteur belge*, à l'exception :

- 1° des articles 97, 99, 100, 101 et 102, qui produisent leurs effets le 1^{er} janvier 2006;
- 2° de l'article 111, qui produit ses effets le 1^{er} janvier 2006;
- 3° des articles 112 à 117, qui produisent leurs effets le 14 février 2006.

Art. 119. Le Ministre de la Fonction publique est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 15 février 2007.

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,
Ph. COURARD

Annexe XIII. — Echelles de traitement en base annuelle

Annexe A

NIVEAU 4			
ECHELLES	E3	E2	E1
Augmentations intercalaires	3/1 x 112,97 10/2 x 58,17 2/2 x 124,89	3/1 x 112,97 10/2 x 58,17 2/2 x 124,89	3/1 x 112,97 10/2 x 58,17 2/2 x 124,89
Sexennales	5/6 x 250,38	5/6 x 250,38	5/6 x 250,38
0	12.359,09	13.257,38	15.053,95
1	12.472,06	13.370,35	15.166,92
2	12.585,03	13.483,32	15.279,89
3	12.698,00	13.596,29	15.392,86
4	12.698,00	13.596,29	15.392,86
5	12.756,17	13.654,46	15.451,03
6	13.006,55	13.904,84	15.701,41
7	13.064,72	13.963,01	15.759,58
8	13.064,72	13.963,01	15.759,58
9	13.122,89	14.021,18	15.817,75
10	13.122,89	14.021,18	15.817,75
11	13.181,06	14.079,35	15.875,92
12	13.431,44	14.329,73	16.126,30
13	13.489,61	14.387,90	16.184,47
14	13.489,61	14.387,90	16.184,47
15	13.547,78	14.446,07	16.242,64
16	13.547,78	14.446,07	16.242,64
17	13.605,95	14.504,24	16.300,81
18	13.856,33	14.754,62	16.551,19
19	13.914,50	14.812,79	16.609,36
20	13.914,50	14.812,79	16.609,36
21	13.972,67	14.870,96	16.667,53
22	13.972,67	14.870,96	16.667,53
23	14.030,84	14.929,13	16.725,70
24	14.281,22	15.179,51	16.976,08
25	14.406,11	15.304,40	17.100,97
26	14.406,11	15.304,40	17.100,97
27	14.531,00	15.429,29	17.225,86
28	14.531,00	15.429,29	17.225,86
29	14.531,00	15.429,29	17.225,86
30	14.781,38	15.679,67	17.476,24

NIVEAU 3			
ECHELLES	D3	D2	D1
Augmentations intercalaires	3/1 x 140,09 5/2 x 194,67 6/2 x 266,78 2/2 x 419,35	3/1 x 140,09 5/2 x 194,67 6/2 x 266,78 2/2 x 419,35	3/1 x 140,09 5/2 x 194,67 6/2 x 266,78 2/2 x 419,35
Sexennales	5/6 x 250,38	5/6 x 250,38	5/6 x 250,38
0	12.768,75	15.444,96	18.749,62
1	12.908,84	15.585,05	18.889,71
2	13.048,93	15.725,14	19.029,80
3	13.189,02	15.865,23	19.169,89
4	13.189,02	15.865,23	19.169,89
5	13.383,69	16.059,90	19.364,56
6	13.634,07	16.310,28	19.614,94
7	13.828,74	16.504,95	19.809,61
8	13.828,74	16.504,95	19.809,61
9	14.023,41	16.699,62	20.004,28
10	14.023,41	16.699,62	20.004,28
11	14.218,08	16.894,29	20.198,95
12	14.468,46	17.144,67	20.449,33
13	14.663,13	17.339,34	20.644,00
14	14.663,13	17.339,34	20.644,00
15	14.929,91	17.606,12	20.910,78
16	14.929,91	17.606,12	20.910,78
17	15.196,69	17.872,90	21.177,56
18	15.447,07	18.123,28	21.427,94
19	15.713,85	18.390,06	21.694,72
20	15.713,85	18.390,06	21.694,72
21	15.980,63	18.656,84	21.961,50
22	15.980,63	18.656,84	21.961,50
23	16.247,41	18.923,62	22.228,28
24	16.497,79	19.174,00	22.478,66
25	16.764,57	19.440,78	22.745,44
26	16.764,57	19.440,78	22.745,44
27	17.183,92	19.860,13	23.164,79
28	17.183,92	19.860,13	23.164,79
29	17.603,27	20.279,48	23.584,14
30	17.853,65	20.529,86	23.834,52

NIVEAU 2+				
RANGS	B3	B2	B1	
Augmentations intercalaires	3/1 x 252,18 1/2 x 292,59 1/2 x 390,03 2/2 x 672,31 9/2 x 588,30	3/1 x 252,18 1/2 x 292,59 1/2 x 390,03 2/2 x 672,31 9/2 x 588,30	3/1 x 252,18 1/2 x 292,59 1/2 x 390,03 2/2 x 672,31 9/2 x 588,30	3/1 x 252,18 1/2 x 292,59 1/2 x 390,03 2/2 x 672,31 9/2 x 588,30
Sexennales	5/6 x 250,38	5/6 x 250,38	5/6 x 250,38	5/6 x 250,38
0	15.599,72	19.095,74	24.986,67	25.238,85
1	15.851,90	19.347,92	25.238,85	25.491,03
2	16.104,08	19.600,10	25.491,03	25.743,21
3	16.356,26	19.852,28	25.743,21	26.035,80
4	16.556,26	20.144,87	26.035,80	26.286,18
5	16.648,85	20.395,25	26.286,18	26.676,21
6	16.899,23	20.785,28	26.676,21	26.676,21
7	17.289,26	20.785,28	26.676,21	27.348,52
8	17.289,26	21.457,59	27.348,52	27.348,52
9	17.961,57	21.457,59	27.348,52	28.020,83
10	17.961,57	22.129,90	28.020,83	28.271,21
11	18.633,88	22.380,28	28.271,21	28.859,51
12	18.884,26	22.968,58	28.859,51	28.859,51
13	19.472,56	22.968,58	28.859,51	29.447,81
14	19.472,56	23.556,88	29.447,81	29.447,81
15	20.060,86	23.556,88	29.447,81	30.036,11
16	20.060,86	24.145,18	30.036,11	30.286,49
17	20.649,16	24.395,56	30.286,49	30.874,79
18	20.899,54	24.983,86	30.874,79	30.874,79
19	21.487,84	24.983,86	30.874,79	31.463,09
20	21.487,84	25.572,16	31.463,09	31.463,09
21	22.076,14	25.572,16	31.463,09	32.051,39
22	22.076,14	26.160,46	32.051,39	32.301,77
23	22.664,44	26.410,84	32.301,77	32.890,07
24	22.914,82	26.999,14	32.890,07	32.890,07
25	23.503,12	26.999,14	32.890,07	33.478,37
26	23.503,12	27.587,44	33.478,37	33.478,37
27	24.091,42	27.587,44	33.478,37	34.066,67
28	24.091,42	28.175,74	34.066,67	34.066,67
29	24.679,72	28.175,74	34.066,67	34.317,05
30	24.930,10	28.426,12	34.317,05	

NIVEAU 2				
ECHELLES	C3	C2	C1	
Augmentations intercalaires	3/1 x 267,31 1/2 x 267,31 1/2 x 356,34 2/2 x 712,64 9/2 x 623,60	3/1 x 267,31 1/2 x 267,31 1/2 x 356,34 2/2 x 712,64 9/2 x 623,60	3/1 x 267,31 1/2 x 267,31 1/2 x 356,34 2/2 x 712,64 9/2 x 623,60	3/1 x 267,31 1/2 x 267,31 1/2 x 356,34 2/2 x 712,64 9/2 x 623,60
Sexennales	5/6 x 250,38	5/6 x 250,38	5/6 x 250,38	5/6 x 250,38
0	13.668,39	16.880,14	21.801,44	22.068,75
1	13.935,70	17.147,45	22.068,75	22.336,06
2	14.203,01	17.414,76	22.336,06	22.603,37
3	14.470,32	17.682,07	22.603,37	22.870,68
4	14.470,32	17.682,07	22.870,68	23.121,06
5	14.737,63	17.949,38	23.121,06	23.477,40
6	14.988,01	18.199,76	23.477,40	23.477,40
7	15.344,35	18.556,10	23.477,40	24.190,04
8	15.344,35	18.556,10	24.190,04	24.190,04
9	16.056,99	19.268,74	24.190,04	24.902,68
10	16.056,99	19.268,74	24.902,68	25.153,06
11	16.769,63	19.981,38	25.153,06	25.776,66
12	17.020,01	20.231,76	25.776,66	26.400,26
13	17.643,61	20.855,36	26.400,26	26.400,26
14	17.643,61	20.855,36	26.400,26	27.023,86
15	18.267,21	21.478,96	27.023,86	27.274,24
16	18.267,21	21.478,96	27.274,24	27.897,84
17	18.890,81	22.102,56	27.897,84	28.521,44
18	19.141,19	22.352,94	28.521,44	28.521,44
19	19.764,79	22.976,54	28.521,44	29.145,04
20	19.764,79	22.976,54	29.145,04	29.395,42
21	20.388,39	23.600,14	29.395,42	30.019,02
22	20.388,39	23.600,14	30.019,02	30.019,02
23	21.011,99	24.223,74	30.019,02	30.642,62
24	21.262,37	24.474,12	30.642,62	31.266,22
25	21.885,97	25.097,72	31.266,22	31.516,60
26	21.885,97	25.097,72	31.516,60	
27	22.509,57	25.721,32		
28	22.509,57	25.721,32		
29	23.133,17	26.344,92		
30	23.383,55	26.595,30		

NIVEAU 1					
RANGS	A3	Abis	A2	A1	
Augmentations intercalaires	3/1 x 623,60 10/2 x 1260,36	3/1 x 623,60 10/2 x 1608,27	3/1 x 623,60 10/2 x 1608,27	3/1 x 623,60 10/2 x 1608,27	3/1 x 623,60 10/2 x 1608,27
Sexennales	5/6 x 250,38	5/6 x 250,38	5/6 x 250,38	5/6 x 250,38	5/6 x 250,38
0	40.790,86	46.166,58	46.910,59	52.486,11	
1	41.414,46	46.790,18	47.534,19	53.109,71	
2	42.038,06	47.413,78	48.157,79	53.733,31	
3	42.661,66	48.037,38	48.781,39	54.356,91	
4	42.661,66	48.037,38	48.781,39	54.356,91	
5	43.922,02	49.645,65	50.389,66	55.965,18	
6	44.172,40	49.896,03	50.640,04	56.215,56	
7	45.432,76	51.504,30	52.248,31	57.823,83	
8	45.432,76	51.504,30	52.248,31	57.823,83	
9	46.693,12	53.112,57	53.856,58	59.432,10	
10	46.693,12	53.112,57	53.856,58	59.432,10	
11	47.953,48	54.720,84	55.464,85	61.040,37	
12	48.203,86	54.971,22	55.715,23	61.290,75	
13	49.464,22	56.579,49	57.323,50	62.899,02	
14	49.464,22	56.579,49	57.323,50	62.899,02	
15	50.724,58	58.187,76	58.931,77	64.507,29	
16	50.724,58	58.187,76	58.931,77	64.507,29	
17	51.984,94	59.796,03	60.540,04	66.115,56	
18	52.235,32	60.046,41	60.790,42	66.365,94	
19	53.495,68	61.654,68	62.398,69	67.974,21	
20	53.495,68	61.654,68	62.398,69	67.974,21	
21	54.756,04	63.262,95	64.006,96	69.582,48	
22	54.756,04	63.262,95	64.006,96	69.582,48	
23	56.016,40	64.871,22	65.615,23	71.190,75	
24	56.266,78	65.121,60	65.865,61	71.441,13	
25	56.266,78	65.121,60	65.865,61	71.441,13	
26	56.266,78	65.121,60	65.865,61	71.441,13	
27	56.266,78	65.121,60	65.865,61	71.441,13	
28	56.266,78	65.121,60	65.865,61	71.441,13	
29	56.266,78	65.121,60	65.865,61	71.441,13	
30	56.517,16	65.371,98	66.115,99	71.691,51	

NIVEAU 1					
RANGS	A4	A4S	A4S	A4S	
Augmentations intercalaires	3/1 x 623,60 10/2 x 1260,36	3/1 x 623,60 10/2 x 1260,36	3/1 x 623,60 10/2 x 1260,36	3/1 x 623,60 10/2 x 1260,36	
Sexennales	5/6 x 230,38	5/6 x 230,38	5/6 x 230,38	5/6 x 230,38	
0	33.478,24	35.762,53	36.386,13	37.009,73	
1	34.101,84	36.386,13	37.009,73	37.633,33	
2	34.725,44	37.009,73	37.633,33	38.256,93	
3	35.349,04	37.633,33	38.256,93	38.880,53	
4	35.349,04	37.633,33	38.256,93	38.880,53	
5	36.609,40	38.893,69	39.511,07	40.044,43	
6	36.859,78	39.144,07	40.404,43	41.204,83	
7	38.120,14	40.404,43	41.664,79	42.365,23	
8	38.120,14	40.404,43	41.664,79	42.365,23	
9	39.380,50	41.664,79	43.175,53	43.525,63	
10	39.380,50	41.664,79	43.175,53	43.525,63	
11	40.640,86	42.925,15	44.335,89	44.686,23	
12	40.891,24	43.175,53	44.335,89	44.686,23	
13	42.151,60	44.435,89	45.696,25	45.846,85	
14	42.151,60	44.435,89	45.696,25	45.846,85	
15	43.411,96	45.846,85	47.206,99	47.007,49	
16	43.411,96	45.846,85	47.206,99	47.007,49	
17	44.672,32	47.206,99	48.467,35	48.167,95	
18	44.922,70	47.457,37	48.467,35	48.167,95	
19	46.183,06	48.727,71	49.727,71	49.328,31	
20	46.183,06	48.727,71	49.727,71	49.328,31	
21	47.443,42	49.727,71	50.988,07	50.488,67	
22	47.443,42	49.727,71	50.988,07	50.488,67	
23	48.703,78	51.238,45	51.238,45	51.238,45	
24	48.954,16	51.238,45	51.238,45	51.238,45	
25	48.954,16	51.238,45	51.238,45	51.238,45	
26	48.954,16	51.238,45	51.238,45	51.238,45	
27	48.954,16	51.238,45	51.238,45	51.238,45	
28	48.954,16	51.238,45	51.238,45	51.238,45	
29	48.954,16	51.238,45	51.238,45	51.238,45	
30	49.204,54	51.488,83	51.488,83	51.488,83	

NIVEAU 1					
RANGS	A6	A6S	A5	A5S	
Augmentations intercalaires	3/1 x 623,60 10/2 x 957,68	3/1 x 623,60 10/2 x 957,68	3/1 x 623,60 10/2 x 1135,17	3/1 x 623,60 10/2 x 957,68	
Sexennales	5/6 x 250,38	5/6 x 250,38	5/6 x 250,38	5/6 x 250,38	
0	21.112,38	26.619,13	25.507,13	31.535,34	
1	21.735,98	27.242,73	26.130,73	32.158,94	
2	22.359,58	27.866,33	26.754,33	32.782,54	
3	22.983,18	28.489,93	27.377,93	33.406,14	
4	22.983,18	28.489,93	27.377,93	33.406,14	
5	23.940,86	29.447,61	28.513,10	34.363,82	
6	24.191,24	29.697,99	28.763,48	34.614,20	
7	25.148,92	30.655,67	29.898,65	35.571,88	
8	25.148,92	30.655,67	29.898,65	35.571,88	
9	26.106,60	31.613,35	31.033,82	36.529,56	
10	26.106,60	31.613,35	31.033,82	36.529,56	
11	27.064,28	32.571,03	32.168,99	37.487,24	
12	27.314,66	32.821,41	32.419,37	37.737,62	
13	28.272,34	33.779,09	33.554,54	38.695,30	
14	28.272,34	33.779,09	33.554,54	38.695,30	
15	29.230,02	34.736,77	34.689,71	39.652,98	
16	29.230,02	34.736,77	34.689,71	39.652,98	
17	30.187,70	35.694,45	35.824,88	40.610,66	
18	30.438,08	35.944,83	36.075,26	40.861,04	
19	31.395,76	36.902,51	37.210,43	41.818,72	
20	31.395,76	36.902,51	37.210,43	41.818,72	
21	32.353,44	37.860,19	38.345,60	42.776,40	
22	32.353,44	37.860,19	38.345,60	42.776,40	
23	33.311,12	38.817,87	39.480,77	43.734,08	
24	33.561,50	39.068,25	39.731,15	43.984,46	
25	33.561,50	39.068,25	39.731,15	43.984,46	
26	33.561,50	39.068,25	39.731,15	43.984,46	
27	33.561,50	39.068,25	39.731,15	43.984,46	
28	33.561,50	39.068,25	39.731,15	43.984,46	
29	33.561,50	39.068,25	39.731,15	43.984,46	
30	33.811,88	39.318,63	39.981,53	44.234,84	

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 février 2007 modifiant diverses dispositions relatives à la fonction publique wallonne et instaurant un cycle spécial d'évaluation.

Namur, le 15 février 2007.

Le Ministre-Président,

E. DI RUPO

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,

Ph. COURARD

Annexe XIII. – Echelles de traitement en base annuelle

Annexe B

NIVEAU 4				NIVEAU 3			
ECHELLES	E3	E2	E1	E3	E2	D1	D1
Augmentations intercalaires	3/1 x 112,97 10/2 x 58,17 2/2 x 124,89	3/1 x 112,97 10/2 x 58,17 2/2 x 124,89	3/1 x 112,97 10/2 x 58,17 2/2 x 124,89	3/1 x 140,09 5/2 x 194,67 6/2 x 266,78 2/2 x 419,35	3/1 x 140,09 5/2 x 194,67 6/2 x 266,78 2/2 x 419,35	3/1 x 140,09 5/2 x 194,67 6/2 x 266,78 2/2 x 419,35	3/1 x 140,09 5/2 x 194,67 6/2 x 266,78 2/2 x 419,35
Sexennales	5/6 x 250,38	5/6 x 250,38	5/6 x 250,38	5/6 x 250,38	5/6 x 250,38	5/6 x 250,38	5/6 x 250,38
0	12.359,09	13.257,38	15.053,95	12.768,75	15.444,96	18.749,62	18.749,62
1	12.472,06	13.370,35	15.166,92	12.908,84	15.585,05	18.889,71	18.889,71
2	12.585,03	13.483,32	15.279,89	13.048,93	15.725,14	19.029,80	19.029,80
3	12.698,00	13.596,29	15.392,86	13.189,02	15.865,23	19.169,89	19.169,89
4	12.698,00	13.596,29	15.392,86	13.189,02	15.865,23	19.169,89	19.169,89
5	12.756,17	13.654,46	15.451,03	13.383,69	16.059,90	19.364,56	19.364,56
6	13.006,55	13.904,84	15.701,41	13.634,07	16.310,28	19.614,94	19.614,94
7	13.064,72	13.963,01	15.759,58	13.828,74	16.504,95	19.809,61	19.809,61
8	13.064,72	13.963,01	15.759,58	13.828,74	16.504,95	19.809,61	19.809,61
9	13.122,89	14.021,18	15.817,75	14.023,41	16.699,62	20.004,28	20.004,28
10	13.122,89	14.021,18	15.817,75	14.023,41	16.699,62	20.004,28	20.004,28
11	13.181,06	14.079,35	15.875,92	14.218,08	16.894,29	20.198,95	20.198,95
12	13.431,44	14.329,73	16.126,30	14.468,46	17.144,67	20.449,33	20.449,33
13	13.489,61	14.387,90	16.184,47	14.663,13	17.339,34	20.644,00	20.644,00
14	13.489,61	14.387,90	16.184,47	14.663,13	17.339,34	20.644,00	20.644,00
15	13.547,78	14.446,07	16.242,64	14.929,91	17.606,12	20.910,78	20.910,78
16	13.547,78	14.446,07	16.242,64	14.929,91	17.606,12	20.910,78	20.910,78
17	13.605,95	14.504,24	16.300,81	15.196,69	17.872,90	21.177,56	21.177,56
18	13.856,33	14.754,62	16.551,19	15.447,07	18.123,28	21.427,94	21.427,94
19	13.914,50	14.812,79	16.609,36	15.713,85	18.390,06	21.694,72	21.694,72
20	13.914,50	14.812,79	16.609,36	15.713,85	18.390,06	21.694,72	21.694,72
21	13.972,67	14.870,96	16.667,53	15.980,63	18.656,84	21.961,50	21.961,50
22	13.972,67	14.870,96	16.667,53	15.980,63	18.656,84	21.961,50	21.961,50
23	14.030,84	14.929,13	16.725,70	16.247,41	18.923,62	22.228,28	22.228,28
24	14.281,22	15.179,51	16.976,08	16.497,79	19.174,00	22.478,66	22.478,66
25	14.406,11	15.304,40	17.100,97	16.764,57	19.440,78	22.745,44	22.745,44
26	14.406,11	15.304,40	17.100,97	16.764,57	19.440,78	22.745,44	22.745,44
27	14.531,00	15.429,29	17.225,86	17.183,92	19.860,13	23.164,79	23.164,79
28	14.531,00	15.429,29	17.225,86	17.183,92	19.860,13	23.164,79	23.164,79
29	14.531,00	15.429,29	17.225,86	17.603,27	20.279,48	23.584,14	23.584,14
30	14.781,38	15.679,67	17.476,24	17.853,65	20.529,86	23.834,52	23.834,52

NIVEAU 2+				
RANGS	B3	B2	B1	
Augmentations intercalaires	3/1 x 252,18 1/2 x 292,59 1/2 x 390,03 2/2 x 672,31 9/2 x 588,30	3/1 x 252,18 1/2 x 292,59 1/2 x 390,03 2/2 x 672,31 9/2 x 588,30	3/1 x 252,18 1/2 x 292,59 1/2 x 390,03 2/2 x 672,31 9/2 x 588,30	3/1 x 252,18 1/2 x 292,59 1/2 x 390,03 2/2 x 672,31 9/2 x 588,30
Sexennales	5/6 x 250,38	5/6 x 250,38	5/6 x 250,38	5/6 x 250,38
0	15.699,72	19.195,74	24.986,67	24.986,67
1	15.951,90	19.447,92	25.238,85	25.238,85
2	16.204,08	19.700,10	25.491,03	25.491,03
3	16.456,26	19.952,28	25.743,21	25.743,21
4	16.456,26	19.952,28	25.743,21	25.743,21
5	16.748,85	20.244,87	26.035,80	26.035,80
6	16.999,23	20.495,25	26.286,18	26.286,18
7	17.389,26	20.885,28	26.676,21	26.676,21
8	17.389,26	20.885,28	26.676,21	26.676,21
9	18.061,57	21.557,59	27.348,52	27.348,52
10	18.061,57	21.557,59	27.348,52	27.348,52
11	18.733,88	22.229,90	28.020,83	28.020,83
12	18.984,26	22.480,28	28.271,21	28.271,21
13	19.572,56	23.068,58	28.859,51	28.859,51
14	19.572,56	23.068,58	28.859,51	28.859,51
15	20.160,86	23.656,88	29.447,81	29.447,81
16	20.160,86	23.656,88	29.447,81	29.447,81
17	20.749,16	24.245,18	30.036,11	30.036,11
18	20.999,54	24.495,56	30.286,49	30.286,49
19	21.587,84	25.083,86	30.874,79	30.874,79
20	21.587,84	25.083,86	30.874,79	30.874,79
21	22.176,14	25.672,16	31.463,09	31.463,09
22	22.176,14	25.672,16	31.463,09	31.463,09
23	22.764,44	26.260,46	32.051,39	32.051,39
24	23.014,82	26.510,84	32.301,77	32.301,77
25	23.603,12	27.099,14	32.890,07	32.890,07
26	23.603,12	27.099,14	32.890,07	32.890,07
27	24.191,42	27.687,44	33.478,37	33.478,37
28	24.191,42	27.687,44	33.478,37	33.478,37
29	24.779,72	28.275,74	34.066,67	34.066,67
30	25.030,10	28.526,12	34.317,05	34.317,05

NIVEAU 2				
ECHELLES	C3	C2	C1	
Augmentations intercalaires	3/1 x 267,31 1/2 x 267,31 1/2 x 356,34 2/2 x 712,64 9/2 x 623,60	3/1 x 267,31 1/2 x 267,31 1/2 x 356,34 2/2 x 712,64 9/2 x 623,60	3/1 x 267,31 1/2 x 267,31 1/2 x 356,34 2/2 x 712,64 9/2 x 623,60	3/1 x 267,31 1/2 x 267,31 1/2 x 356,34 2/2 x 712,64 9/2 x 623,60
Sexennales	5/6 x 250,38	5/6 x 250,38	5/6 x 250,38	5/6 x 250,38
0	13.668,39	16.880,14	21.801,44	21.801,44
1	13.935,70	17.147,45	22.068,75	22.068,75
2	14.203,01	17.414,76	22.336,06	22.336,06
3	14.470,32	17.682,07	22.603,37	22.603,37
4	14.470,32	17.682,07	22.603,37	22.603,37
5	14.737,63	17.949,38	22.870,68	22.870,68
6	14.988,01	18.199,76	23.121,06	23.121,06
7	15.344,35	18.556,10	23.477,40	23.477,40
8	15.344,35	18.556,10	23.477,40	23.477,40
9	16.056,99	19.268,74	24.190,04	24.190,04
10	16.056,99	19.268,74	24.190,04	24.190,04
11	16.769,63	19.981,38	24.902,68	24.902,68
12	17.020,01	20.231,76	25.153,06	25.153,06
13	17.643,61	20.855,36	25.776,66	25.776,66
14	17.643,61	20.855,36	25.776,66	25.776,66
15	18.267,21	21.478,96	26.400,26	26.400,26
16	18.267,21	21.478,96	26.400,26	26.400,26
17	18.890,81	22.102,56	27.023,86	27.023,86
18	19.141,19	22.352,94	27.274,24	27.274,24
19	19.764,79	22.976,54	27.897,84	27.897,84
20	19.764,79	22.976,54	27.897,84	27.897,84
21	20.388,39	23.600,14	28.521,44	28.521,44
22	20.388,39	23.600,14	28.521,44	28.521,44
23	21.011,99	24.223,74	29.145,04	29.145,04
24	21.262,37	24.474,12	29.395,42	29.395,42
25	21.885,97	25.097,72	30.019,02	30.019,02
26	21.885,97	25.097,72	30.019,02	30.019,02
27	22.509,57	25.721,32	30.642,62	30.642,62
28	22.509,57	25.721,32	30.642,62	30.642,62
29	23.133,17	26.344,92	31.266,22	31.266,22
30	23.383,55	26.595,30	31.516,60	31.516,60

NIVEAU 1					
RANGS	A3	Abis	A2	A1	
Augmentations intercalaires	3/1 x 623,60 10/2 x 1260,36	3/1 x 623,60 10/2 x 1608,27	3/1 x 623,60 10/2 x 1608,27	3/1 x 623,60 10/2 x 1608,27	3/1 x 623,60 10/2 x 1608,27
Sexennales	5/6 x 250,38	5/6 x 250,38	5/6 x 250,38	5/6 x 250,38	5/6 x 250,38
0	40.790,86	46.166,58	46.910,59	52.486,11	
1	41.414,46	46.790,18	47.534,19	53.109,71	
2	42.038,06	47.413,78	48.157,79	53.733,31	
3	42.661,66	48.037,38	48.781,39	54.356,91	
4	42.661,66	48.037,38	48.781,39	54.356,91	
5	43.922,02	49.645,65	50.389,66	55.965,18	
6	44.172,40	49.896,03	50.640,04	56.215,56	
7	45.432,76	51.504,30	52.248,31	57.823,83	
8	45.432,76	51.504,30	52.248,31	57.823,83	
9	46.693,12	53.112,57	53.856,58	59.432,10	
10	46.693,12	53.112,57	53.856,58	59.432,10	
11	47.953,48	54.720,84	55.464,85	61.040,37	
12	48.203,86	54.971,22	55.715,23	61.290,75	
13	49.464,22	56.579,49	57.323,50	62.899,02	
14	49.464,22	56.579,49	57.323,50	62.899,02	
15	50.724,58	58.187,76	58.931,77	64.507,29	
16	50.724,58	58.187,76	58.931,77	64.507,29	
17	51.984,94	59.796,03	60.540,04	66.115,56	
18	52.235,32	60.046,41	60.790,42	66.365,94	
19	53.495,68	61.654,68	62.398,69	67.974,21	
20	53.495,68	61.654,68	62.398,69	67.974,21	
21	54.756,04	63.262,95	64.006,96	69.582,48	
22	54.756,04	63.262,95	64.006,96	69.582,48	
23	56.016,40	64.871,22	65.615,23	71.190,75	
24	56.266,78	65.121,60	65.865,61	71.441,13	
25	56.266,78	65.121,60	65.865,61	71.441,13	
26	56.266,78	65.121,60	65.865,61	71.441,13	
27	56.266,78	65.121,60	65.865,61	71.441,13	
28	56.266,78	65.121,60	65.865,61	71.441,13	
29	56.266,78	65.121,60	65.865,61	71.441,13	
30	56.517,16	65.371,98	66.115,99	71.691,51	

NIVEAU 1					
RANGS	A4	A4S	A4S	A4S	
Augmentations intercalaires	3/1 x 623,60 10/2 x 1260,36	3/1 x 623,60 10/2 x 1260,36	3/1 x 623,60 10/2 x 1260,36	3/1 x 623,60 10/2 x 1260,36	
Sexennales	5/6 x 250,38	5/6 x 250,38	5/6 x 250,38	5/6 x 250,38	
0	33.478,24	35.762,53	36.386,13	37.009,73	
1	34.101,84	36.386,13	37.009,73	37.633,33	
2	34.725,44	37.009,73	37.633,33	38.256,93	
3	35.349,04	37.633,33	38.256,93	38.880,53	
4	35.349,04	37.633,33	38.256,93	38.880,53	
5	36.609,40	38.893,69	39.144,07	39.404,43	
6	36.859,78	39.144,07	39.404,43	39.654,81	
7	38.120,14	40.404,43	40.404,43	40.404,43	
8	38.120,14	40.404,43	40.404,43	40.404,43	
9	39.380,50	41.664,79	41.664,79	41.664,79	
10	39.380,50	41.664,79	41.664,79	41.664,79	
11	40.640,86	42.925,15	42.925,15	42.925,15	
12	40.891,24	43.175,53	43.175,53	43.175,53	
13	42.151,60	44.435,89	44.435,89	44.435,89	
14	42.151,60	44.435,89	44.435,89	44.435,89	
15	43.411,96	45.696,25	45.696,25	45.696,25	
16	43.411,96	45.696,25	45.696,25	45.696,25	
17	44.672,32	46.956,61	46.956,61	46.956,61	
18	44.922,70	47.206,99	47.206,99	47.206,99	
19	46.183,06	48.467,35	48.467,35	48.467,35	
20	46.183,06	48.467,35	48.467,35	48.467,35	
21	47.443,42	49.727,71	49.727,71	49.727,71	
22	47.443,42	49.727,71	49.727,71	49.727,71	
23	48.703,78	50.988,07	50.988,07	50.988,07	
24	48.954,16	51.238,45	51.238,45	51.238,45	
25	48.954,16	51.238,45	51.238,45	51.238,45	
26	48.954,16	51.238,45	51.238,45	51.238,45	
27	48.954,16	51.238,45	51.238,45	51.238,45	
28	48.954,16	51.238,45	51.238,45	51.238,45	
29	48.954,16	51.238,45	51.238,45	51.238,45	
30	49.204,54	51.488,83	51.488,83	51.488,83	

NIVEAU 1					
RANGS	A6	A6S	A5	A5S	
Augmentations intercalaires	3/1 x 623,60 10/2 x 957,68	3/1 x 623,60 10/2 x 957,68	3/1 x 623,60 10/2 x 1135,17	3/1 x 623,60 10/2 x 957,68	
Sexennales	5/6 x 250,38	5/6 x 250,38	5/6 x 250,38	5/6 x 250,38	
0	21.112,38	26.619,13	25.507,13	31.535,34	
1	21.735,98	27.242,73	26.130,73	32.158,94	
2	22.359,58	27.866,33	26.754,33	32.782,54	
3	22.983,18	28.489,93	27.377,93	33.406,14	
4	22.983,18	28.489,93	27.377,93	33.406,14	
5	23.940,86	29.447,61	28.513,10	34.363,82	
6	24.191,24	29.697,99	28.763,48	34.614,20	
7	25.148,92	30.655,67	29.898,65	35.571,88	
8	25.148,92	30.655,67	29.898,65	35.571,88	
9	26.106,60	31.613,35	31.033,82	36.529,56	
10	26.106,60	31.613,35	31.033,82	36.529,56	
11	27.064,28	32.571,03	32.168,99	37.487,24	
12	27.314,66	32.821,41	32.419,37	37.737,62	
13	28.272,34	33.779,09	33.554,54	38.695,30	
14	28.272,34	33.779,09	33.554,54	38.695,30	
15	29.230,02	34.736,77	34.689,71	39.652,98	
16	29.230,02	34.736,77	34.689,71	39.652,98	
17	30.187,70	35.694,45	35.824,88	40.610,66	
18	30.438,08	35.944,83	36.075,26	40.861,04	
19	31.395,76	36.902,51	37.210,43	41.818,72	
20	31.395,76	36.902,51	37.210,43	41.818,72	
21	32.353,44	37.860,19	38.345,60	42.776,40	
22	32.353,44	37.860,19	38.345,60	42.776,40	
23	33.311,12	38.817,87	39.480,77	43.734,08	
24	33.561,50	39.068,25	39.731,15	43.984,46	
25	33.561,50	39.068,25	39.731,15	43.984,46	
26	33.561,50	39.068,25	39.731,15	43.984,46	
27	33.561,50	39.068,25	39.731,15	43.984,46	
28	33.561,50	39.068,25	39.731,15	43.984,46	
29	33.561,50	39.068,25	39.731,15	43.984,46	
30	33.811,88	39.318,63	39.981,53	44.234,84	

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 février 2007 modifiant diverses dispositions relatives à la fonction publique wallonne et instaurant un cycle spécial d'évaluation.

Namur, le 15 février 2007.

Le Ministre-Président,

E. DI RUPO

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,

Ph. COURARD

Annexe XIII. – Echelles de traitement en base annuelle

Annexe C

NIVEAU 3			
ECHELLES	D3	D2	D1
Augmentations intercalaires	3/1 x 140,09 5/2 x 194,67 6/2 x 266,78 2/2 x 419,35	3/1 x 140,09 5/2 x 194,67 6/2 x 266,78 2/2 x 419,35	3/1 x 140,09 5/2 x 194,67 6/2 x 266,78 2/2 x 419,35
Sexennales	5/6 x 250,38	5/6 x 250,38	5/6 x 250,38
0	12.768,75	15.444,96	18.749,62
1	12.908,84	15.585,05	18.889,71
2	13.048,93	15.725,14	19.029,80
3	13.189,02	15.865,23	19.169,89
4	13.189,02	15.865,23	19.169,89
5	13.383,69	16.059,90	19.364,56
6	13.634,07	16.310,28	19.614,94
7	13.828,74	16.504,95	19.809,61
8	13.828,74	16.504,95	19.809,61
9	14.023,41	16.699,62	20.004,28
10	14.023,41	16.699,62	20.004,28
11	14.218,08	16.894,29	20.198,95
12	14.468,46	17.144,67	20.449,33
13	14.663,13	17.339,34	20.644,00
14	14.663,13	17.339,34	20.644,00
15	14.929,91	17.606,12	20.910,78
16	14.929,91	17.606,12	20.910,78
17	15.196,69	17.872,90	21.177,56
18	15.447,07	18.123,28	21.427,94
19	15.713,85	18.390,06	21.694,72
20	15.713,85	18.390,06	21.694,72
21	15.980,63	18.656,84	21.961,50
22	15.980,63	18.656,84	21.961,50
23	16.247,41	18.923,62	22.228,28
24	16.497,79	19.174,00	22.478,66
25	16.764,57	19.440,78	22.745,44
26	16.764,57	19.440,78	22.745,44
27	17.183,92	19.860,13	23.164,79
28	17.183,92	19.860,13	23.164,79
29	17.603,27	20.279,48	23.584,14
30	17.853,65	20.529,86	23.834,52

NIVEAU 4			
ECHELLES	E3	E2	E1
Augmentations intercalaires	3/1 x 112,97 10/2 x 58,17 2/2 x 124,89	3/1 x 112,97 10/2 x 58,17 2/2 x 124,89	3/1 x 112,97 10/2 x 58,17 2/2 x 124,89
Sexennales	5/6 x 250,38	5/6 x 250,38	5/6 x 250,38
0	12.359,09	13.257,38	15.053,95
1	12.472,06	13.370,35	15.166,92
2	12.585,03	13.483,32	15.279,89
3	12.698,00	13.596,29	15.392,86
4	12.698,00	13.596,29	15.392,86
5	12.756,17	13.654,46	15.451,03
6	13.006,55	13.904,84	15.701,41
7	13.064,72	13.963,01	15.759,58
8	13.064,72	13.963,01	15.759,58
9	13.122,89	14.021,18	15.817,75
10	13.122,89	14.021,18	15.817,75
11	13.181,06	14.079,35	15.875,92
12	13.431,44	14.329,73	16.126,30
13	13.489,61	14.387,90	16.184,47
14	13.489,61	14.387,90	16.184,47
15	13.547,78	14.446,07	16.242,64
16	13.547,78	14.446,07	16.242,64
17	13.605,95	14.504,24	16.300,81
18	13.856,33	14.754,62	16.551,19
19	13.914,50	14.812,79	16.609,36
20	13.914,50	14.812,79	16.609,36
21	13.972,67	14.870,96	16.667,53
22	13.972,67	14.870,96	16.667,53
23	14.030,84	14.929,13	16.725,70
24	14.281,22	15.179,51	16.976,08
25	14.406,11	15.304,40	17.100,97
26	14.406,11	15.304,40	17.100,97
27	14.531,00	15.429,29	17.225,86
28	14.531,00	15.429,29	17.225,86
29	14.531,00	15.429,29	17.225,86
30	14.781,38	15.679,67	17.476,24

NIVEAU 2+				
RANGS	B3	B2	B1	
Augmentations intercalaires	3/1 x 252,18 1/2 x 292,59 1/2 x 390,03 2/2 x 672,31 9/2 x 588,30	3/1 x 252,18 1/2 x 292,59 1/2 x 390,03 2/2 x 672,31 9/2 x 588,30	3/1 x 252,18 1/2 x 292,59 1/2 x 390,03 2/2 x 672,31 9/2 x 588,30	3/1 x 252,18 1/2 x 292,59 1/2 x 390,03 2/2 x 672,31 9/2 x 588,30
Sexennales	5/6 x 250,38	5/6 x 250,38	5/6 x 250,38	5/6 x 250,38
0	15.849,72	19.345,74	24.986,67	24.986,67
1	16.101,90	19.597,92	25.238,85	25.238,85
2	16.354,08	19.850,10	25.491,03	25.491,03
3	16.606,26	20.102,28	25.743,21	25.743,21
4	16.006,26	20.102,28	25.743,21	25.743,21
5	16.898,85	20.394,87	26.035,80	26.035,80
6	17.149,23	20.645,25	26.286,18	26.286,18
7	17.539,26	21.035,28	26.676,21	26.676,21
8	17.539,26	21.035,28	26.676,21	26.676,21
9	18.211,57	21.707,59	27.348,52	27.348,52
10	18.211,57	21.707,59	27.348,52	27.348,52
11	18.883,88	22.379,90	28.020,83	28.020,83
12	19.134,26	22.630,28	28.271,21	28.271,21
13	19.722,56	23.218,58	28.859,51	28.859,51
14	19.722,56	23.218,58	28.859,51	28.859,51
15	20.310,86	23.806,88	29.447,81	29.447,81
16	20.310,86	23.806,88	29.447,81	29.447,81
17	20.899,16	24.395,18	30.036,11	30.036,11
18	21.149,54	24.645,56	30.286,49	30.286,49
19	21.737,84	25.233,86	30.874,79	30.874,79
20	21.737,84	25.233,86	30.874,79	30.874,79
21	22.326,14	25.822,16	31.463,09	31.463,09
22	22.326,14	25.822,16	31.463,09	31.463,09
23	22.914,44	26.410,46	32.051,39	32.051,39
24	23.164,82	26.660,84	32.301,77	32.301,77
25	23.753,12	27.249,14	32.890,07	32.890,07
26	23.753,12	27.249,14	32.890,07	32.890,07
27	24.341,42	27.837,44	33.478,37	33.478,37
28	24.341,42	27.837,44	33.478,37	33.478,37
29	24.929,72	28.425,74	34.066,67	34.066,67
30	25.180,10	28.676,12	34.317,05	34.317,05

NIVEAU 2				
ECHELLES	C3	C2	C1	
Augmentations intercalaires	3/1 x 267,31 1/2 x 267,31 1/2 x 356,34 2/2 x 712,64 9/2 x 623,60	3/1 x 267,31 1/2 x 267,31 1/2 x 356,34 2/2 x 712,64 9/2 x 623,60	3/1 x 267,31 1/2 x 267,31 1/2 x 356,34 2/2 x 712,64 9/2 x 623,60	3/1 x 267,31 1/2 x 267,31 1/2 x 356,34 2/2 x 712,64 9/2 x 623,60
Sexennales	5/6 x 250,38	5/6 x 250,38	5/6 x 250,38	5/6 x 250,38
0	13.668,39	16.880,14	21.801,44	21.801,44
1	13.935,70	17.147,45	22.068,75	22.068,75
2	14.203,01	17.414,76	22.336,06	22.336,06
3	14.470,32	17.682,07	22.603,37	22.603,37
4	14.470,32	17.682,07	22.603,37	22.603,37
5	14.737,63	17.949,38	22.870,68	22.870,68
6	14.988,01	18.199,76	23.121,06	23.121,06
7	15.344,35	18.556,10	23.477,40	23.477,40
8	15.344,35	18.556,10	23.477,40	23.477,40
9	16.056,99	19.268,74	24.190,04	24.190,04
10	16.056,99	19.268,74	24.190,04	24.190,04
11	16.769,63	19.981,38	24.902,68	24.902,68
12	17.020,01	20.231,76	25.153,06	25.153,06
13	17.643,61	20.855,36	25.776,66	25.776,66
14	17.643,61	20.855,36	25.776,66	25.776,66
15	18.267,21	21.478,96	26.400,26	26.400,26
16	18.267,21	21.478,96	26.400,26	26.400,26
17	18.890,81	22.102,56	27.023,86	27.023,86
18	19.141,19	22.352,94	27.274,24	27.274,24
19	19.764,79	22.976,54	27.897,84	27.897,84
20	19.764,79	22.976,54	27.897,84	27.897,84
21	20.388,39	23.600,14	28.521,44	28.521,44
22	20.388,39	23.600,14	28.521,44	28.521,44
23	21.011,99	24.223,74	29.145,04	29.145,04
24	21.262,37	24.474,12	29.395,42	29.395,42
25	21.885,97	25.097,72	30.019,02	30.019,02
26	21.885,97	25.097,72	30.019,02	30.019,02
27	22.509,57	25.721,32	30.642,62	30.642,62
28	22.509,57	25.721,32	30.642,62	30.642,62
29	23.133,17	26.344,92	31.266,22	31.266,22
30	23.383,55	26.595,30	31.516,60	31.516,60

NIVEAU 1					
RANGS	A3	Abis	A2	A1	
Augmentations intercalaires	3/1 x 623,60 10/2 x 1260,36	3/1 x 623,60 10/2 x 1608,27	3/1 x 623,60 10/2 x 1608,27	3/1 x 623,60 10/2 x 1608,27	3/1 x 623,60 10/2 x 1608,27
Sexennales	5/6 x 250,38	5/6 x 250,38	5/6 x 250,38	5/6 x 250,38	5/6 x 250,38
0	40.790,86	46.166,58	46.910,59	52.486,11	
1	41.414,46	46.790,18	47.534,19	53.109,71	
2	42.038,06	47.413,78	48.157,79	53.733,31	
3	42.661,66	48.037,38	48.781,39	54.356,91	
4	42.661,66	48.037,38	48.781,39	54.356,91	
5	43.922,02	49.645,65	50.389,66	55.965,18	
6	44.172,40	49.896,03	50.640,04	56.215,56	
7	45.432,76	51.504,30	52.248,31	57.823,83	
8	45.432,76	51.504,30	52.248,31	57.823,83	
9	46.693,12	53.112,57	53.856,58	59.432,10	
10	46.693,12	53.112,57	53.856,58	59.432,10	
11	47.953,48	54.720,84	55.464,85	61.040,37	
12	48.203,86	54.971,22	55.715,23	61.290,75	
13	49.464,22	56.579,49	57.323,50	62.899,02	
14	49.464,22	56.579,49	57.323,50	62.899,02	
15	50.724,58	58.187,76	58.931,77	64.507,29	
16	50.724,58	58.187,76	58.931,77	64.507,29	
17	51.984,94	59.796,03	60.540,04	66.115,56	
18	52.235,32	60.046,41	60.790,42	66.365,94	
19	53.495,68	61.654,68	62.398,69	67.974,21	
20	53.495,68	61.654,68	62.398,69	67.974,21	
21	54.756,04	63.262,95	64.006,96	69.582,48	
22	54.756,04	63.262,95	64.006,96	69.582,48	
23	56.016,40	64.871,22	65.615,23	71.190,75	
24	56.266,78	65.121,60	65.865,61	71.441,13	
25	56.266,78	65.121,60	65.865,61	71.441,13	
26	56.266,78	65.121,60	65.865,61	71.441,13	
27	56.266,78	65.121,60	65.865,61	71.441,13	
28	56.266,78	65.121,60	65.865,61	71.441,13	
29	56.266,78	65.121,60	65.865,61	71.441,13	
30	56.517,16	65.371,98	66.115,99	71.691,51	

NIVEAU 1					
RANGS	A4	A4S	A4	A4S	
Augmentations intercalaires	3/1 x 623,60 10/2 x 1260,36	3/1 x 623,60 10/2 x 1260,36	3/1 x 623,60 10/2 x 1260,36	3/1 x 623,60 10/2 x 1260,36	
Sexennales	5/6 x 250,38	5/6 x 250,38	5/6 x 250,38	5/6 x 250,38	
0	33.478,24	35.762,53	34.101,84	36.386,13	
1	34.101,84	36.386,13	34.725,44	37.009,73	
2	34.725,44	37.009,73	35.349,04	37.633,33	
3	35.349,04	37.633,33	35.349,04	37.633,33	
4	35.349,04	37.633,33	36.609,40	38.893,69	
5	36.609,40	38.893,69	36.859,78	39.144,07	
6	36.859,78	39.144,07	38.120,14	40.404,43	
7	38.120,14	40.404,43	39.380,50	41.664,79	
8	38.120,14	40.404,43	39.380,50	41.664,79	
9	39.380,50	41.664,79	40.640,86	42.925,15	
10	39.380,50	41.664,79	40.640,86	42.925,15	
11	40.640,86	42.925,15	42.151,60	44.435,89	
12	40.640,86	42.925,15	42.151,60	44.435,89	
13	42.151,60	44.435,89	43.411,96	45.696,25	
14	42.151,60	44.435,89	43.411,96	45.696,25	
15	43.411,96	45.696,25	44.672,32	46.956,61	
16	43.411,96	45.696,25	44.672,32	46.956,61	
17	44.672,32	46.956,61	46.183,06	48.467,35	
18	44.672,32	46.956,61	46.183,06	48.467,35	
19	46.183,06	48.467,35	47.443,42	49.727,71	
20	46.183,06	48.467,35	47.443,42	49.727,71	
21	47.443,42	49.727,71	48.703,78	50.988,07	
22	47.443,42	49.727,71	48.703,78	50.988,07	
23	48.703,78	50.988,07	48.954,16	51.238,45	
24	48.703,78	50.988,07	48.954,16	51.238,45	
25	48.954,16	51.238,45	48.954,16	51.238,45	
26	48.954,16	51.238,45	48.954,16	51.238,45	
27	48.954,16	51.238,45	48.954,16	51.238,45	
28	48.954,16	51.238,45	48.954,16	51.238,45	
29	48.954,16	51.238,45	48.954,16	51.238,45	
30	49.204,54	51.488,83	49.204,54	51.488,83	

NIVEAU 1					
RANGS	A6	A6S	A5	A5S	
Augmentations intercalaires	3/1 x 623,60 10/2 x 957,68	3/1 x 623,60 10/2 x 957,68	3/1 x 623,60 10/2 x 1135,17	3/1 x 623,60 10/2 x 957,68	
Sexennales	5/6 x 250,38	5/6 x 250,38	5/6 x 250,38	5/6 x 250,38	
0	21.112,38	26.619,13	25.507,13	31.535,34	
1	21.735,98	27.242,73	26.130,73	32.158,94	
2	22.359,58	27.866,33	26.754,33	32.782,54	
3	22.983,18	28.489,93	27.377,93	33.406,14	
4	22.983,18	28.489,93	27.377,93	33.406,14	
5	23.940,86	29.447,61	28.513,10	34.363,82	
6	24.191,24	29.697,99	28.763,48	34.614,20	
7	25.148,92	30.655,67	29.898,65	35.571,88	
8	25.148,92	30.655,67	29.898,65	35.571,88	
9	26.106,60	31.613,35	31.033,82	36.529,56	
10	26.106,60	31.613,35	31.033,82	36.529,56	
11	27.064,28	32.571,03	32.168,99	37.487,24	
12	27.314,66	32.821,41	32.419,37	37.737,62	
13	28.272,34	33.779,09	33.554,54	38.695,30	
14	28.272,34	33.779,09	33.554,54	38.695,30	
15	29.230,02	34.736,77	34.689,71	39.652,98	
16	29.230,02	34.736,77	34.689,71	39.652,98	
17	30.187,70	35.694,45	35.824,88	40.610,66	
18	30.438,08	35.944,83	36.075,26	40.861,04	
19	31.395,76	36.902,51	37.210,43	41.818,72	
20	31.395,76	36.902,51	37.210,43	41.818,72	
21	32.353,44	37.860,19	38.345,60	42.776,40	
22	32.353,44	37.860,19	38.345,60	42.776,40	
23	33.311,12	38.817,87	39.480,77	43.734,08	
24	33.561,50	39.068,25	39.731,15	43.984,46	
25	33.561,50	39.068,25	39.731,15	43.984,46	
26	33.561,50	39.068,25	39.731,15	43.984,46	
27	33.561,50	39.068,25	39.731,15	43.984,46	
28	33.561,50	39.068,25	39.731,15	43.984,46	
29	33.561,50	39.068,25	39.731,15	43.984,46	
30	33.811,88	39.318,63	39.981,53	44.234,84	

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 février 2007 modifiant diverses dispositions relatives à la fonction publique wallonne et instaurant un cycle spécial d'évaluation.

Namur, le 15 février 2007.

Le Ministre-Président,

E. DI RUPO

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,

Ph. COURARD

Annexe D.- Modèle de description des fonctions et des tâches

DESCRIPTION DE LA FONCTION – CANEVAS COMMUN

Fiche emploi

A REMPLIR EN LETTRES CAPITALES, SVP

N° du poste :

Division :

Direction :

Cellule/Service :

Titulaire de l'emploi :

N° ULIS :

A. Description de l'emploi

Niveau :

1

2+

2

3

4

Description de l'emploi (Missions / Responsabilités) :

Activités correspondantes :

B. Profil de l'emploi

Métiers correspondant au profil de l'emploi :

Exigences de l'emploi : **(en plus des obligations prévues dans l'article 2 et 3 du Code de la Fonction publique wallonne et celles inscrites dans la Charte de bonne conduite administrative)**

Connaissances :

Compétences pratiques / Aptitudes :

➤ Comportements / Attitudes :

Vis-à-vis du travail :

Vis-à-vis du public cible :

Vis-à-vis des collègues de travail :

Titulaire :

Responsable :

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 février 2007 modifiant diverses dispositions relatives à la fonction publique wallonne et instaurant un cycle spécial d'évaluation.

Namur, le 15 février 2007.

Le Ministre-Président,

E. DI RUPO

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,

Ph. COURARD

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2007 — 1560

[C – 2007/27041]

15. FEBRUAR 2007 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung verschiedener Bestimmungen bezüglich des Wallonischen öffentlichen Dienstes und zur Einführung eines besonderen Bewertungszyklus

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 über institutionelle Reformen, insbesondere des durch das Sondergesetz vom 8. August 1988 ersetzten Artikels 87, § 3;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung des Kodex des Wallonischen öffentlichen Dienstes, abgeändert durch die Erlasse der Wallonischen Regierung vom 8. Januar 2004, 1. April 2004, 27. Mai 2004, 15. April 2005, 19. Mai 2005 und 7. Juli 2005;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 über die Anstellungsbedingungen und die Verwaltungs- und Besoldungslage der vertraglichen Personalmitglieder, insbesondere Artikel 8;

Aufgrund des am 10. Juli 2006 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 13. Juli 2006 gegebenen Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund des am 9. Februar 2007 gegebenen Einverständnisses des Ministers des öffentlichen Dienstes;

Aufgrund des am 24. November 2006 aufgestellten Protokolls Nr. 471 des Sektorenausschusses Nr. XVI;

Aufgrund des am 5. Februar 2007 aufgestellten Protokolls Nr. 477 des Sektorenausschusses Nr. XVI;

Aufgrund des am 19. Januar 2007 in Anwendung des Artikels 84, § 1, Absatz 1, 1° der koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens Nr. 42.005/2 des Staatsrates;

Aufgrund des Dekrets vom 22. Januar 1998 über das Statut des Personals bestimmter Einrichtungen öffentlichen Interesses, die der Wallonischen Region unterstehen, insbesondere des Artikels 2;

Auf Vorschlag des Ministers des öffentlichen Dienstes;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - Artikel 19 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes wird folgendermaßen abgeändert:

1° in 4° wird das Wort «medizinischen» durch «körperlichen» ersetzt;

2° in 6° wird der Wortlaut «bei der Offenerklärung» durch «in der Offenerklärung» ersetzt;

3° in 7° wird der Wortlaut «vom geschäftsführenden Verwalter des Selor» durch «vom Selor» ersetzt.

Art. 2 - Artikel 23, Absatz 1 desselben Erlasses wird durch folgenden Absatz ersetzt:

«Der Generalsekretär ernannt als Bediensteten auf Probe den vom Selor bezeichneten erfolgreichen Prüfungsteilnehmer in Übereinstimmung mit den Artikeln 116 bis 119».

Art. 3 - In Artikel 29 desselben Erlasses werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° in § 1 werden die Absätze 1 und 2 durch die folgenden Absätze ersetzt:

«Der Probezeitausschuss setzt sich aus den Generalsekretären der Ministerien und dem Generaldirektor, dem der Bedienstete auf Probe untersteht, oder deren Bevollmächtigten des Ranges A3 mindestens, zusammen.

Der Generalsekretär des Ministeriums der Wallonischen Region oder sein Bevollmächtigter führt den Vorsitz in dem Ausschuss»;

2° in § 2 wird Absatz 1 durch den folgenden Absatz ersetzt:

«Der Ausschuss kann vom Direktor der Ausbildung oder vom Bediensteten auf Probe angerufen werden, wenn in einem der beiden Berichte angegeben wird, dass der Bedienstete seine Probezeit nicht zufriedenstellend absolviert. Der Ausschuss wird von dem Direktor der Ausbildung angerufen, wenn beide Berichte oder der Bericht bezüglich der Verlängerung der Probezeit zum Schluss führen, dass der Bedienstete auf Probe seine Probezeit nicht zufriedenstellend absolviert.».

Art. 4 - In Buch I, Titel III, Kapitel III desselben Erlasses werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° Die Überschrift des Kapitels wird durch folgende Überschrift ersetzt:

«Kapitel III – Die körperliche Eignung»;

2° die Unterteilung des Kapitels in Abschnitte wird weggelassen;

3° die Artikel 32 und 33 werden durch folgende Bestimmungen ersetzt:

«Art. 32 - Der von der Direktion der Anwerbung des Ministeriums der Wallonischen Region bestimmte erfolgreiche Bewerber wird vor der Probezeit einer Gesundheitsuntersuchung unterworfen, in Anwendung der Artikel 26 bis 29 des Königlichen Erlasses vom 28. Mai 2003 über die Gesundheitsüberwachung der Arbeitnehmer.

Wenn der erfolgreiche Bewerber am Abschluss der vorherigen Gesundheitsuntersuchung vom Gefahrenverhütungsberater - Arbeitsarzt für eine bestimmte Dauer als dienstunfähig erklärt wird, wird er nicht zur Probezeit zugelassen und wird die Probezeit von der Direktion der Anwerbung um diese Dauer vertagt.

Wenn der erfolgreiche Bewerber am Abschluss der vorherigen Gesundheitsuntersuchung vom Gefahrenverhütungsberater - Arbeitsarzt als endgültig dienstunfähig erklärt wird, wird er nicht zur Probezeit zugelassen und wird er von der Direktion der Anwerbung von der Reserve ausgeschlossen.

Art. 33 - Wenn der erfolgreiche Bewerber versäumt hat, zwei aufeinanderfolgenden Vorladungen des Gefahrenverhütungsberaters - Arbeitsarztes nachzukommen - wobei die zweite per Einschreiben bei der Post erfolgt ist - setzt letzterer die Direktion der Anwerbung unverzüglich davon in Kenntnis; diese schließt den erfolgreichen Bewerber von der Reserve aus, es sei denn dieser bringt für zulässig befundene Gründe hervor.»;

4° die Artikel 34 bis 44 werden außer Kraft gesetzt.

Art. 5 - Artikel 48, § 1 desselben Erlasses wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

»Art. 48 - § 1. Die Beförderung durch Aufsteigen im Dienstgrad ist die Ernennung in den nächsthöheren Dienstgrad innerhalb derselben Stufe wie der Stufe des Bediensteten.

In Abweichung von Absatz 1:

1° kann ein Bediensteter der Stufe 1 jedoch durch Aufsteigen im Dienstgrad zu einem Grad des Dienstrangs A4 oder A3 befördert werden, der keinem Mandat unterliegt;

2° kann ein Graduierter jedoch für eine Führungsstelle im Dienstrang B1 durch Aufsteigen im Dienstgrad zum Grad eines ersten Graduierten befördert werden;

3° kann ein Assistent jedoch für eine Führungsstelle im Dienstrang C1 durch Aufsteigen im Dienstgrad zum Grad eines ersten Assistenten befördert werden.».

Art. 6 - In Artikel 51bis desselben Erlasses werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° im ersten Satz wird die Zahl «7» durch die Zahl «8» ersetzt;

2° in Absatz 2 wird «ab dem» durch «am» und «bis zum» durch «an dem» ersetzt;

3° Absatz 3 wird mit folgendem Satz ergänzt: «Das Verfahren für den Bewerbungsaufruf darf nicht zwischen dem 15. Juli und dem 31. August eingeleitet werden.».

4° der folgende Absatz wird zwischen die Absätze 3 und 4 eingefügt: «Der Bewerbungsaufruf enthält das Funktionsprofil und die Auswahl- und Rangordnungskriterien.».

Art. 7 - Artikel 54 desselben Erlasses in seiner durch den Erlass vom 15. April 2005 abgeänderten Fassung, wird durch die folgende Bestimmung ersetzt: «Art. 54 - Der Direktionsausschuss, der um den Generalbeamten des Dienstrangs A3, dem die zu besetzende Stelle untersteht, erweitert wird, erstellt insbesondere aufgrund des Kompetenzprofils der Bewerber und der Vision der Ausübung der mit der zu besetzenden Stelle verbundenen Aufgabe, einen vorläufigen Vorschlag zur Einstufung der Bewerber, die er als für Folgendes fähig hält:

1° die Versetzung innerhalb desselben Stellenplans;

2° die Beförderung durch Aufsteigen im Dienstgrad innerhalb desselben Stellenplans;

3° die Versetzung ab einem anderen Stellenplan;

4° die Beförderung durch Aufsteigen im Dienstgrad ab einem anderen Stellenplan.

Der Direktionsausschuss macht nur dann einen Vorschlag nach einem der in Absatz 1, 2°, 3° und 4° erwähnten Modi, wenn überhaupt keine Kandidatur für die Zuweisung der Stelle nach dem vorherigen Modus vorliegt, oder wenn die Regierung beschlossen hat, die Stelle keinem der Bewerber zu vergeben.

Der vorläufige Vorschlag zur Einstufung oder Nicht-Einstufung wird mit Gründen versehen und den Bewerbern zugestellt.

Jeder Bewerber ist berechtigt, innerhalb fünfzehn Tagen nach der Zustellung seine Bemerkungen geltend zu machen oder eine Beschwerde beim Vorsitzenden des Direktionsausschusses einzureichen. Der Direktionsausschuss befindet über die Beschwerde innerhalb eines Monats nach ihrem Eingang, nachdem er den Beschwerdeführer angehört hat, wenn dieser dies gewünscht hat. Der Beschwerdeführer ist berechtigt, sich dabei von einer Person seiner Wahl beistehen zu lassen.

Der begründete Beschluss des Direktionsausschusses über die Bemerkungen oder die Beschwerde wird demjenigen, der eine Beschwerde eingereicht oder seine Bemerkungen geltend gemacht hat, zugestellt.

Im Falle einer Änderung des vorläufigen Vorschlags wird der endgültige mit Gründen versehene Vorschlag allen Bewerbern zugestellt.»

Art. 8 - In Art. 55 desselben Erlasses wird ein Absatz 2 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«In Abweichung von Absatz 1, 2° und 4° können folgende Bedienstete ebenfalls für Führungsstellen in den Diensträngen B1 und C1 durch Aufstieg in einen höheren Dienstgrad befördert werden:

1° in den Dienstgrad eines ersten Graduierten: der Graduierte;

2° in den Dienstgrad eines ersten Assistenten: der Assistent.»

Art. 9 - In Artikel 56 desselben Erlasses werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° in § 1 wird der Wortlaut «Außer für die Führungstätigkeiten in dem Dienstrang A5» durch «Für die Stellen, die keine Führungsstellen sind,»;

2° in § 2 werden folgende Änderungen gebracht:

a) der Wortlaut «Für die Führungstätigkeiten in dem Dienstrang A5» wird durch den Wortlaut «Für die Führungsstellen» ersetzt;

b) die Nr. 3° wird durch folgenden Satz ersetzt: «mindestens eine Prüfung zur Bescheinigung der erworbenen Kompetenzen für den betreffenden Beruf in der betreffenden Stufe bestanden haben.»

c) die Nr. 4° wird durch folgenden Satz ersetzt: «ein Dienstalder von mindestens sechs Jahren in dieser Stufe aufweisen.»

d) ein Punkt 5° mit folgendem Wortlaut wird eingefügt: «eine Eignungsprüfung für die Führungsfähigkeit in der betreffenden Stufe bestanden haben, die binnen vier Jahren vor dem Zeitpunkt der Offenerklärung der Stelle erreicht worden ist.»

e) ein Punkt 6° mit folgendem Wortlaut wird eingefügt: «sich einem Berufsauswahltest unterziehen, durch den die Übereinstimmung des Profils des erfolgreichen Bewerbers mit dem zu beziehenden Posten geprüft wird.»

Art. 10 - Artikel 58 desselben Erlasses wird durch die folgende Bestimmung ersetzt:

«Art. 58 - Die Führungsstellen werden in Übereinstimmung mit den in Art. 54 festgelegten Regeln zugewiesen, unter Vorbehalt der nachstehenden Absätze.

Der Direktionsausschuss, der ggf. um den Bediensteten des Dienstrangs A4 erweitert wird, dem der zu beziehende Posten untersteht, weist die Führungsstellen im Dienstrang A5 zu, und der strategische Ausschuss, der um den Bediensteten des Dienstrangs A4 sowie um den Bediensteten oder die Bediensteten der Stufe 1, denen der zu beziehende Posten untersteht, erweitert wird, weist die Führungsstellen in den Diensträngen B1 und C1 zu.

Die Stelle wird auf Grundlage des in Art. 56, § 2, 6° erwähnten Tests zugewiesen und außerdem im Falle einer Beförderung aufgrund der Einstufung im Anschluss an die in Art. 56, § 2, 5° erwähnte Prüfung. Gegebenenfalls wird die älteste Reserve vorrangig benutzt.

Im Falle von gleichwertigen Bewerbern wird der Bedienstete mit dem größten Dienstalter im höchsten Rang unter den als fähig eingestuften Bewerbern durch Aufstieg im Dienstgrad in die Führungsstelle befördert.»

Art. 11 - In Art. 59, Absatz 1, 1° wird das Wort «positive» durch das Wort «günstige» ersetzt.

Art. 12 - In Art. 63 desselben Erlasses wird der Wortlaut «deren Inhaber für einen vorhersehbaren Zeitraum von mindestens zwei Monaten abwesend ist» durch den Wortlaut «deren Inhaber seit mindestens zwei Monaten für einen vorhersehbaren Zeitraum von mindestens zwei Monaten abwesend ist» ersetzt.

Art. 13 - In Art. 64 desselben Erlasses wird der Wortlaut «des Dienstrangs A4» durch den Wortlaut «des Dienstrangs A3 und A4» ersetzt.

Art. 14 - In Art. 65, § 1, 4° desselben Erlasses wird der Wortlaut «A3°» zwischen «Dienstrang» und «A4» eingefügt.

Art. 15 - In Artikel 70 desselben Erlasses werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° der Wortlaut «oder A3» wird gestrichen;

2° der Wortlaut «Artikel 345, § 3» wird durch «Artikel 350, § 1» ersetzt.

Art. 16 - In Artikel 78*bis* desselben Erlasses werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° Absatz 1 wird durch den nächsten Absatz ersetzt: «Die Versetzung von Amts wegen im dienstlichen Interesse ist der Übergang eines Bediensteten von einer Stelle eines Pools zu einer Stelle der gleichen Stufe und des gleichen Berufs in einem anderen Pool»;

2° die folgenden Absätze werden zwischen die Absätze 1 und 2 eingefügt:

«Für die Führungsstellen, die Stellen als Direktor und Generalinspektor ist die Versetzung von Amts wegen im dienstlichen Interesse der Übergang eines Bediensteten von einer Führungsstelle, einer Stelle als Direktor oder Generalinspektor zu einer anderen Führungsstelle, Stelle als Direktor oder Generalinspektor.

Die Versetzung von Amts wegen im dienstlichen Interesse erfolgt innerhalb desselben Stellenplans oder eines anderen Stellenplans».

Art. 17 - Artikel 83 desselben Erlasses wird durch die folgende Bestimmung ersetzt:

«Art. 83 - Die Anwerbungswettbewerbe und die Aufstiegswettbewerbe werden an die mit Behinderungen der eingetragenen Bewerber verbundenen Einschränkungen angepasst.

Die für behinderte Personen vorbehaltenen Stellen werden vorrangig denjenigen Personen zugewiesen, die mindestens einer der in Artikel 82, 1° bis 6° erwähnten Bedingungen genügen, und dies auf der Grundlage ihrer Einstufung».

Art. 18 - In Artikel 85 desselben Erlasses werden die Wörter «des Arbeitsmediziners» durch «des Gefahrenverhütungsberaters - Arbeitsarztes» ersetzt.

Art. 19 - In Artikel 88 § 2 desselben Erlasses werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° der erste Satz wird gestrichen;

2° Im zweiten Satz werden die Wörter «Ihre Befugnisse erstrecken sich auf die Ministerien und Einrichtungen mittels der Durchführung der folgenden exklusiven Aufgaben:» durch folgende Wörter ersetzt: «Es besteht innerhalb des Ministeriums der Wallonischen Region eine Direktion der Ausbildung, die hinsichtlich aller Ministerien und Einrichtungen für die ausschließliche Ausübung folgender Aufgaben befugt ist:».

Art. 20 - In Buch I, Titel V desselben Erlasses werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° die Wörter «Kapitel II – Der Direktor der Ausbildung» werden gestrichen;

2° In Artikel 90 wird der Wortlaut «der Direktor der Ausbildung» durch «die Direktion der Ausbildung des Ministeriums der Wallonischen Region» und werden die Wörter «wird er» durch «wird sie» ersetzt;

3° die Wörter «Kapitel III – Die Ausbildungen» wird durch «Kapitel II – Die Ausbildungen» ersetzt.

Art. 21 - In Artikel 91 desselben Erlasses werden die Wörter «des Ministeriums der Wallonischen Region» nach den Wörtern «Direktion der Ausbildung» eingefügt.

Art. 22 - In denselben Erlass wird ein Artikel 91*bis* mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«Art. 91*bis* - Unter Laufbahnausbildung versteht man jegliche Ausbildung, die die Erfüllung der Bewertungskriterien zum Zweck hat, sowie die auf die Prüfungen zu Erlangung des Direktionszeugnisses und/oder des Managementzeugnisses vorbereitenden Ausbildungen, die auf die Prüfungen zur Bescheinigung der erworbenen Kompetenzen und auf die Wettbewerbe zum Aufstieg in eine höhere Stufe vorbereitenden Ausbildungen.»

Art. 23 - In denselben Erlass wird ein Artikel 91*ter* mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«Art. 91*ter* - § 1. Das Ministerium trägt die Kosten für die Einschreibung zu den im vorliegenden Kapitel erwähnten Ausbildungen.

§ 2. Die Bediensteten, die die öffentlichen Verkehrsmittel benutzen, um sich zu Laufbahnausbildungen zu begeben, haben Anspruch auf eine in Übereinstimmung mit Art. 523 bis 527 berechnete Entschädigung.

Die Bediensteten, die ihr persönliches Fahrzeug benutzen, um sich zu Laufbahnausbildungen zu begeben, haben Anspruch auf die in Art. 535, Absatz 2 erwähnte Entschädigung.

Die Bediensteten, die sich auf eigene Initiative zu anderen Ausbildungen begeben, können keine Fahrkostenentschädigung beanspruchen.».

Art. 24 - In Artikel 92 desselben Erlasses werden die Wörter «des Ministeriums der Wallonischen Region» nach den Wörtern «Direktion der Ausbildung» eingefügt.

Art. 25 - Artikel 93 desselben Erlasses wird durch die folgende Bestimmung ersetzt:

«Art. 93 - Die Ausbildung auf Initiative der Dienststelle, die nicht durch die Direktion der Ausbildung des Ministeriums der Wallonischen Region organisiert wird, wird auf deren Gutachten von dem Generalsekretär genehmigt.»

Art. 26 - Artikel 95 desselben Erlasses wird außer Kraft gesetzt.

Art. 27 - In Buch I, Titel V, Kapitel III werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° in der Überschrift des Abschnitts III werden die Wörter «der Laufbahnausbildung» durch «der Ausbildung» ersetzt;

2° In Art. 96, § 1 wird der Wortlaut «auf eigene Initiative» zwischen «um» und «eine» eingefügt.

3° Artikel 96 § 2 wird gestrichen;

4° in Art. 97 wird der Wortlaut «eine Ausbildung» durch «eine von einem Ministerium oder einer Einrichtung genehmigte Ausbildung» ersetzt.

Art. 28 - Artikel 98 desselben Erlasses wird durch die folgende Bestimmung ersetzt:

«Art. 98 - Die in der Anlage XI erwähnten Ausbildungen werden genehmigt. Die anderen Ausbildungen auf Initiative des Bediensteten, die nicht durch die Direktion der Ausbildung des Ministeriums der Wallonischen Region organisiert werden, werden auf deren Gutachten von dem Generalsekretär genehmigt.»

Art. 29 - In Artikel 100 desselben Erlasses werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° in Absatz 3 werden die Wörter «Der Direktor der Ausbildung» durch die Wörter «Die Direktion der Ausbildung des Ministeriums der Wallonischen Region» ersetzt.

2° Absatz 4 wird gestrichen.

Art. 30 - Artikel 103 desselben Erlasses wird durch die folgende Bestimmung ersetzt:

«Art. 103 - Die Summe der Dienstbefreiungen und Urlaube, die dem Bediensteten gewährt werden, um an Ausbildungen teilzunehmen darf 120 Stunden pro Jahr bei effektiven Diensten, die vollständige Leistungen enthalten, nicht überschreiten, ohne die für obligatorische Ausbildungen notwendige Zeit zu berücksichtigen.

Diese 120 Stunden werden für die Bediensteten, auf die eine Teilzeitarbeitsregelung anwendbar ist, verhältnismäßig verringert.»

Art. 31 - In Artikel 104 desselben Erlasses wird die Nr. 6° außer Kraft gesetzt.

Art. 32 - Artikel 105 desselben Erlasses wird durch die folgende Bestimmung ersetzt:

«Art. 105 - Der Bedienstete übermittelt der Direktion der Ausbildung des Ministeriums der Wallonischen Region eine Bescheinigung über die Einschreibung innerhalb des Monats nach Anfang einer Ausbildung, die sie nicht organisiert oder innerhalb eines Monats nach dem Versand der ersten Arbeit, die im Rahmen des Fernunterrichts auferlegt wurde.

Der Bedienstete übermittelt der Direktion der Ausbildung des Ministeriums der Wallonischen Region eine Teilnahmebescheinigung innerhalb des Monats nach dem Ende einer Ausbildung, die sie nicht organisiert, oder des Endes eines Studienprogramms.»

Art. 33 - In Artikel 106, § 2, Absatz 1 desselben Erlasses werden die Wörter «Der Direktor der Ausbildung» durch die Wörter «Die Direktion der Ausbildung des Ministeriums der Wallonischen Region» ersetzt.

Art. 34 - Artikel 107 desselben Erlasses wird durch die folgende Bestimmung ersetzt:

«Art. 107 - Der Bedienstete teilt der Direktion der Ausbildung des Ministeriums der Wallonischen Region seinen Beschluss, die Ausbildung aufzugeben, schriftlich mit.

Wenn es sich um Fernunterricht handelt, informiert der Bedienstete die Direktion der Ausbildung des Ministeriums der Wallonischen Region über jede mehr als zwei Monate dauernde Unterbrechung der Einsendung der auferlegten Arbeiten, dies unabhängig davon, ob die Unterbrechung kontinuierlich ist oder nicht.

In beiden Fällen übermittelt der Bedienstete der Direktion der Ausbildung des Ministeriums der Wallonischen Region die Teilnahmebescheinigung.

Die Direktion der Ausbildung des Ministeriums der Wallonischen Region beendet den Urlaub am Tag der in den Absätzen 1 und 2 erwähnten Zustellungen.

Das Aufgeben und das Unterbrechen der Einsendung der auferlegten Arbeiten werden unter Androhung der in Artikel 108 vorgesehenen Strafe begründet.».

Art. 35 - In Artikel 108, Absatz 2 desselben Erlasses werden die Wörter «Der Direktor der Ausbildung» durch die Wörter «Die Direktion der Ausbildung des Ministeriums der Wallonischen Region» ersetzt.

Art. 36 - Artikel 109 desselben Erlasses wird außer Kraft gesetzt.

Art. 37 - Artikel 111 desselben Erlasses wird durch die folgende Bestimmung ersetzt:

«Art. 111 - Die Programme der Anwerbungsprüfungen im Wettbewerbsverfahren werden durch die Regierung auf Gutachten des SELOR erarbeitet. Die Programme der Prüfungen im Wettbewerbsverfahren für den Aufstieg in eine höhere Stufe werden durch die Regierung erarbeitet. Diese Programme ermöglichen es, zu prüfen, ob die Ausbildung und das Profil der Bewerber den Anforderungen der zu vergebenden Stelle genügen.»

Art. 38 - In denselben Erlass wird ein Artikel 112*bis* mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«Art. 112*bis* - Unbeschadet von Art. 511 haben der Vorsitzende und die Mitglieder eines Prüfungsausschusses für einen Aufstiegsbewerb oder eine zusätzliche Prüfung Anspruch auf eine Zulage von 75 Euro pro halben Tag; diese ist an den Schwellenindex 138,01 vom 1. Januar 1990 gebunden und wird in Übereinstimmung mit den in Art. 247 festgelegten Regeln indiziert.».

Art. 39 - In Artikel 114 § 2 desselben Erlasses wird in der französischen Fassung das Wort «multimédias» durch «multimédia» ersetzt.

Art. 40 - Artikel 115, § 1, 3° desselben Erlasses wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

«3° gegebenenfalls die maximale Anzahl der Kandidaten, die nach der ersten Prüfung angenommen worden sind. Bei Punktgleichheit für die Erteilung der letzten Stelle, wird die Anzahl der angenommenen Kandidaten zu ihren Gunsten erhöht».

Art. 41 - Artikel 116 desselben Erlasses wird durch die folgende Bestimmung ersetzt:

«Art. 116 - § 1. Ein Protokoll wird von dem SELOR nach der oder den Basisprüfungen aufgestellt; darin wird die Liste der die Reserve bildenden Laureaten festgesetzt.

Im Fall einer zusätzlichen Prüfung behalten die Laureaten dieser Prüfung ihre anfängliche Einstufung in der Reserve. Nur die Bewerber, die die zusätzliche Prüfung bestanden haben, können zu den Stellen, die Gegenstand dieser Prüfung sind, zugelassen werden.

§ 2. Vor dem Abschluss des Protokolls nach der (den) Basisprüfung(en) vergewissert sich das SELOR, dass die Laureaten der allgemeinen Zulässigkeitsbedingung nach Artikel 19, 5° genügen und im Besitz der erforderlichen Diplome oder Studiennachweise sind, und erklärt die Laureaten, die diesen Bedingungen genügen, für zulässig.

Das Protokoll der zusätzlichen Prüfung wird nach der Überprüfung, dass jeder Laureat tatsächlich im Besitz der erforderlichen Diplome und Zeugnisse ist, abgeschlossen.

§ 3. Bevor die Laureaten benannt werden, vergewissert sich die Wallonische Region, dass sie den allgemeinen Zulässigkeitsbedingungen nach Artikel 19, 1° bis 4° und 6° genügen.

Wenn sich im Rahmen der Überprüfung der in Artikel 19, 1° und 2°, vorgesehenen Bedingungen eine zusätzliche Untersuchung als erforderlich erweist, wird der Laureat von der Reserve enthoben.

Wenn nach der Untersuchung festgestellt wird, dass ein Laureat den Bedingungen genügt, und dieser Laureat von einem schlechter eingestuftem Kandidaten überholt worden ist, wird bei seiner späteren Anwerbung als Datum des Dienstantritts dasjenige Datum angesehen, an dem dieser schlechter eingestufte Kandidat angeworben wurde.

Wenn nach der Untersuchung festgestellt wird, dass ein Laureat den Bedingungen nicht genügt, wird dieser von der Reserve solange enthoben, bis er den Nachweis erbringt, dass er diesen Bedingungen nun genügt; wenn festgestellt wird, dass er für keine Stelle, zu der die Reserve Zugang gibt, je den Bedingungen genügen wird, wird er von der Reserve ausgeschlossen.

Der Beschluss, eine zusätzliche Untersuchung zu führen, und die Beschlüsse zur Enthebung oder zum Ausschluss aus der Reserve werden von der Wallonischen Region genommen und dem Bewerber mitgeteilt.»

Art. 42 - In Artikel 117 desselben Erlasses werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° Absatz 1 wird durch folgenden Text ersetzt:

«Die Laureaten, die am Abschluss der in Artikel 118 festgelegten Frist, um die Stellenangebote zu beantworten, die ganzen in Artikel 19, 6° erwähnten Bedingungen für den Zugang zur zu vergebenden Stelle erfüllen, werden je nach der Rangordnung ihrer Einstufung zur Probezeit zugelassen»;

2° ein Absatz 3 mit folgendem Wortlaut wird eingefügt:

«Im Falle von am selben Tag abgeschlossenen Wettbewerben, werden die Laureaten, die als erste jedes Wettbewerbs eingestuft sind, nach ihrem Alter eingestuft, wobei zunächst der älteste berücksichtigt wird, usw.»

Art. 43 - Artikel 118 desselben Erlasses wird durch die folgende Bestimmung ersetzt:

«Art. 118 - § 1. Die Laureaten können ihre Vorliebe für eine oder mehrere bestimmte Stellen ausdrücken. Ihr Wunsch wird im Rahmen des Möglichen und je nach ihrer Rangordnung in der Einstufung berücksichtigt.

Die Laureaten, die ein Stellenangebot nicht binnen der in diesem Angebot festgelegten Frist beantworten, sowie diejenigen, die alle gleichzeitig vorgeschlagenen Stellen verweigern, verlieren den Anspruch auf ihre Rangordnung, außer wenn sie innerhalb der zur Beantwortung des Stellenangebots festgelegten Frist darum bitten, erneut konsultiert zu werden.

Die Laureaten, die ihre Vorliebe für eine oder mehrere Stellen ausdrücken, verpflichten sich, die ihnen zugewiesene Stelle anzunehmen. Der Generalsekretär des Ministeriums der Wallonischen Region teilt den Laureaten, die nach dieser Annahme es verweigern, den Dienst anzutreten, ihren Ausschluss von der Reserve mit.

Die Laureaten teilen jede Adressenänderung der mit der Stellenzuweisung beauftragten Dienststelle der Wallonischen Region mit. Jegliches Angebot wird ihnen auf gültige Weise an die angegebene Anschrift zugestellt.

§ 2. Die mit der Stellenzuweisung beauftragte Dienststelle hat folgende Aufgaben: die Verwaltung der Anwerbungsreserven in Zusammenhang mit den vom Selor für die Dienststellen der Wallonischen Region und die der Wallonischen Region unterliegenden Einrichtungen öffentlichen Interesses organisierten Wettbewerben und die Benennung der erfolgreichen Bewerber der Anwerbungsreserven zu den für offen erklärten Stellen für die Dienststellen der Wallonischen Region und die der Wallonischen Region unterliegenden Einrichtungen öffentlichen Interesses.»

Art. 44 - Artikel 119 desselben Erlasses wird durch die folgende Bestimmung ersetzt:

«Art. 119 - Eine Anwerbungsreserve bleibt bis zur Bildung der nächsten Anwerbungsreserve, und mindestens vier Jahre ab dem Protokoll zu deren Bildung gültig.».

Art. 45 - Artikel 120 desselben Erlasses wird durch die folgende Bestimmung ersetzt:

«Art. 120 - In der Stufe 1 wird der Aufstieg nur für den administrativen Beruf organisiert.

In den Stufe 2+ und 2 wird der Aufstieg nur für die Berufe organisiert, die in der Anlage II, Abschnitt III erwähnt sind.

In der Stufe 3 wird der Aufstieg für alle Berufe organisiert.»

Art. 46 - Artikel 121 desselben Erlasses wird durch die folgende Bestimmung ersetzt:

«Art. 121 - Die Aufstiegsbewerbungen werden mindestens alle vier Jahre organisiert.»

Art. 47 - Artikel 122, Absatz 1 desselben Erlasses wird durch folgenden Absatz ersetzt:

«Die Aufstiegsbewerbungen, die dazu bestimmt sind, Aufstiegsreserven zu bilden, umfassen Basis-Vorauswahlprüfungen, deren Inhalt in der Anlage II, Abschnitt IV angegeben ist. Diese Basisprüfungen werden für den Aufstiegsbewerbungen zur Stufe 1 als Zeugnis bezeichnet.»

Art. 48 - In Artikel 125 desselben Erlasses wird der Wortlaut «dem geschäftsführenden Verwalter des Selor» durch «dem Generalsekretär des Ministeriums der Wallonischen Region» eingefügt.

Art. 49 - In Art. 139, Absatz 2 desselben Erlasses wird der Wortlaut «Artikel 20 des Einkommensteuergesetzbuches» durch den Wortlaut «Artikel 23 des Einkommensteuergesetzbuches 1992» ersetzt.

Art. 50 - Artikel 150 desselben Erlasses wird durch die folgende Bestimmung ersetzt:

«Art. 150 - Die Berufungskammer gibt innerhalb eines Monats, nachdem sie mit der Angelegenheit befasst wurde, ein günstiges Gutachten ab oder fasst einen Annullierungsbeschluss.

Das mit Gründen versehene Gutachten wird dem Direktionsausschuss zur Beschlussfassung übermittelt und der mit Gründen versehene Beschluss zur Annullierung von Rechts wegen der erteilten Bewertung wird den in Artikel 148 erwähnten Personen übermittelt, damit eine neue Bewertung erfolgen kann nach einem Zeitraum von 4 Monaten ab dessen Eingang. Ein Vertreter der Abteilung Personal und ein von der bewerteten Person ggf. unter den Mitgliedern einer Gewerkschaft gewählter Beobachter stehen diesen Personen bei. Diese zweite Bewertung kann von der Berufungskammer nicht annulliert werden.

Der Generalsekretär teilt dem Bediensteten die erteilte Bewertung mit.»

Art. 51 - In Artikel 155 desselben Erlasses werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° in den Absätzen 1 und 4 wird das Wort «Gutachten» durch «mit Gründen versehenes Gutachten» ersetzt;

2° der folgende Absatz wird zwischen die Absätze 2 und 3 eingefügt:

«Das Kollegium übermittelt der Regierung vor dem 1. Mai einen Tätigkeitsbericht über das vorherige Jahr.»

Art. 52 - Artikel 156 desselben Erlasses wird durch die folgende Bestimmung ersetzt:

«Art. 156 - Das Kollegium wählt seinen Vorsitzenden unter seinen Mitglieder für einen Zeitraum von mindestens sechs Monaten und höchstens zwei Jahren. Ihr Mandat kann erneuert werden.»

Art. 53 - In der französischen Fassung von Artikel 162 werden die Wörter «ou secret médical» durch «au secret médical» ersetzt.

Art. 54 - Artikel 184 desselben Erlasses wird durch die folgende Bestimmung ersetzt:

«Art. 184 - Bei Strafverfolgungen kann das Disziplinarverfahren weiter geführt werden, wenn der Minister des öffentlichen Dienstes einen entsprechenden mit Gründen versehenen Beschluss fasst.

Die Disziplinarstrafe wird binnen sechs Monaten ab dem Tag, an dem ein richterliche Entscheidung rechtskräftig wird, von der Regierung bestätigt, zurückgezogen oder angepasst.»

Art. 55 - In Artikel 186 desselben Erlasses werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° der Nr. 1° wird folgender Buchstabe zugefügt:

«e) jede einem Bediensteten erteilte Bewertung»

2° in 2° wird der Wortlaut «in Zusammenhang mit jeglicher Bewertung eines Bediensteten» gestrichen.

3° ein Punkt 3° mit folgendem Wortlaut wird eingefügt:

«3° unbeschadet von 1°, e), einen Annullierungsbeschluss zu jedem Einspruch über jegliche erteilte Bewertung fassen»

Art. 56 - In Artikel 191, Absatz 2, 1° wird in der französischen Fassung das Wort «agrées» durch das Wort «agrées» ersetzt.

Art. 57 - Artikel 194 desselben Erlasses wird durch die folgende Bestimmung ersetzt:

«Art. 194 - Der Schriftführer fragt unmittelbar nach der vollständigen Akte der Angelegenheit bei dem Urheber des Beschlusses oder des Beschlussvorschlages, der sie postwendend der Kammer übermittelt. Die zusätzlichen beantragten Schriftstücke und Informationen werden ebenfalls postwendend übermittelt.

Der Vorsitzende übermittelt dem Generalsekretär einmal pro Jahr eine Zusammenfassung der Fristen, binnen deren die Akten und die zusätzlichen Schriftstücke und Informationen übermittelt worden sind.»

Art. 58 - Artikel 199, § 1 desselben Erlasses wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

« § 1. Das Protokoll der Anhörung wird dem Bediensteten innerhalb von 7 Tagen nach seinem Erscheinen zugestellt, zusammen mit der Aufforderung, es zu unterzeichnen, und seine etwaigen Bemerkungen mitzuteilen.

Der Bedienstete sendet das Protokoll mit seinen etwaigen Bemerkungen binnen 15 Tagen nach der Zustellung zurück. Mangels dessen gilt das Protokoll als endgültig.»

Art. 59 - In Artikel 200 § 1 desselben Erlasses werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° in Absatz 1 wird das Wort «sechs» durch «vier» ersetzt;

2° in Absatz 2 wird der Wortlaut «des Monats» durch den Wortlaut «zwei Monaten» ersetzt;

3° in Absatz 3 wird der Wortlaut «des Monats» durch den Wortlaut «zwei Monaten» ersetzt.

Art. 60 - Artikel 220, § 1 desselben Erlasses wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

«§ 1. Für die Berechnung des Dienstalters in der Stufe werden die effektiven Dienste anerkannt, die der Bedienstete in seiner Eigenschaft als statutarisches Personalmitglied und ohne freiwillige Unterbrechung effektiv in den nachfolgenden Einrichtungen geleistet hat:

1° jede Einrichtung internationalen Rechts, der der Föderalstaat, eine Region oder eine Gemeinschaft angehört;

2° jeder Institution, ob als getrennte juristische Person gebildet oder nicht, die der ausführenden Gewalt des Föderalstaats, einer Region, Gemeinschaft oder Gemeinschaftskommission unterliegt;

3° jede Einrichtung, die einer Provinz, einer Gemeinde, einer Gemeindevereinigung oder einer Gemeindeagglomeration oder -föderation angehört, sowie jede Einrichtung, die der einer Provinz oder einer Gemeinde untergeordneten Einrichtung angehört;

4° jede Einrichtung internationalen Rechts, der ein anderer Staat des Europäischen Wirtschaftsraum oder die Schweiz angehört, oder eine Körperschaft eines dieser Staaten, die einer Region oder Gemeinschaft ähnlich ist;

5° jede Einrichtung eines anderen Staates des Europäischen Wirtschaftsraums oder der Schweiz, die den in 2° und 3° erwähnten Einrichtungen ähnlich ist;

Für die Berechnung des Dienstalters in der Stufe werden ebenfalls die Dienste anerkannt, die der Bedienstete in der Eigenschaft als endgültiges Personalmitglied und ohne freiwillige Unterbrechung effektiv in einer Unterrichtsinstitution oder -einrichtung, in einem Schüler- und Berufsberatungsamt oder in einem subventionierten freien psycho-medizinisch-sozialen Zentrum, sowie in jeder ähnlichen Institution oder Einrichtung, jedem ähnlichen Amt oder Zentrum eines anderen Staates des Europäischen Wirtschaftsraums oder der Schweiz geleistet hat.

Art. 61 - Artikel 221 desselben Erlasses wird durch die folgende Bestimmung ersetzt:

«Art. 221 - Für die Berechnung des Dienstalters im Rang, in der Stufe und des allgemeinen Dienstalters können ebenfalls für einen Zeitraum von maximal zehn Jahren die Dienste berücksichtigt werden, die als statutarisches Personalmitglied oder als Mitglied des Vertragspersonals im öffentlichen Dienst eines anderen, nicht in Art. 220 § 1 erwähnten Staats oder im Privatsektor oder als Freiberufler geleistet worden sind, wenn es sich um Leistungen handelt, die einer Berufserfahrung entsprechen, die bei der Anwerbung verlangt wurde.»

Art. 62 - Artikel 238 desselben Erlasses wird durch die folgende Bestimmung ersetzt:

«Art. 238 - § 1. Für die Berechnung des Besoldungsdienstalters werden die Dienste anerkannt, die der Bedienstete in seiner Eigenschaft als statutarisches Personalmitglied oder als Mitglied des Vertragspersonals und ohne freiwillige Unterbrechung effektiv in den nachfolgenden Einrichtungen geleistet hat:

1° jede Einrichtung internationalen Rechts, der der Föderalstaat, eine Region oder eine Gemeinschaft angehört;

2° jeder Institution, ob als getrennte juristische Person gebildet oder nicht, die der ausführenden Gewalt des Föderalstaats, einer Region, Gemeinschaft oder Gemeinschaftskommission unterliegt;

3° jede Einrichtung, die einer Provinz, einer Gemeinde, einer Gemeindevereinigung oder einer Gemeindeagglomeration oder -föderation angehört, sowie jede Einrichtung, die der einer Provinz oder einer Gemeinde untergeordneten Einrichtung angehört;

4° jede sonstige Einrichtung belgischen Rechts, die kollektiven Bedürfnissen allgemeinen oder lokalen Interesses entspricht und in deren Führungsgremien die öffentlichen Behörden vorrangig vertreten sind;

5° jede Einrichtung internationalen Rechts, der ein anderer Staat des Europäischen Wirtschaftsraum oder die Schweiz angehört, der eine Körperschaft eines dieser Staaten, die einer Region oder Gemeinschaft ähnlich ist;

6° jede Einrichtung eines anderen Staates des Europäischen Wirtschaftsraums oder der Schweiz, die den in 2° und 4° erwähnten Einrichtungen ähnlich ist;

7° jeder Unterrichtsinstitution oder -einrichtung, jedem Schüler- und Berufsberatungsamt oder jedem subventionierten freien psycho-medizinisch-sozialen Zentrum, sowie in jeder ähnlichen Institution oder Einrichtung, jedem ähnlichen Amt oder Zentrum eines anderen Staates des Europäischen Wirtschaftsraums oder der Schweiz.

§ 2. Die im Rahmen einer Beschäftigungsmaßnahme von Arbeitslosen im belgischen öffentlichen Dienst geleisteten Dienste und vergleichsweise die im Rahmen einer Beschäftigungsmaßnahme von Arbeitslosen im öffentlichen Dienst eines anderen Staates des Europäischen Wirtschaftsraums oder der Schweiz geleisteten Dienste sind für eine Dauer von höchstens sechs Jahren ebenfalls bei der Berechnung des Besoldungsdienstalters zulässig.

§ 3. Die als statutarisches oder vertragliches Personalmitglied im öffentlichen Dienst eines nicht in § 1 erwähnten Staates, im Privatsektor oder als Freiberufler geleisteten Dienste sind ebenfalls für eine Dauer von höchstens sechs Jahren bei der Berechnung des Besoldungsdienstalters zulässig. Diese Grenze wird auf zehn Jahre erhöht, wenn es sich um Leistungen handelt, die einer Berufserfahrung entsprechen, die bei der Anwerbung verlangt wurde.»

Art. 63 - In der französischen Fassung von Artikel 241, Absatz 2, wird das Wort «déterminé» durch das Wort «déterminée» ersetzt.

Art. 64 - Artikel 287 desselben Erlasses wird durch die folgende Bestimmung ersetzt:

«Art. 287 - Artikel 92 ist auf die Ausbildungen anwendbar, die Gegenstand des Probezeitprogramms der Beamten auf Probe sind.»

Art. 65 - Artikel 306 desselben Erlasses in seiner durch den Erlass vom 15. April 2005 abgeänderten Fassung, wird durch die folgende Bestimmung ersetzt:

«Der Tag des Aktes oder des Ereignisses, der / das den Ausgangspunkt für die Frist bildet, ist in dieser Frist nicht einbegriffen. Der Tag, an dem die Frist abläuft, wird in der Frist mit eingerechnet. Wenn dieser Tag jedoch ein Samstag, ein Sonntag, ein gesetzlicher Feiertag, der 27. September, 2. November, 15. November oder 26. Dezember ist, wird das Ende der Frist auf den unmittelbar folgenden Werktag verlegt. Jegliche Mitteilung der Wallonischen Region erfolgt per bei der Post aufgegebenen Einschreibebrief.»

Art. 66 - In denselben Erlass wird ein Artikel 309bis mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«Art. 309bis - Solange die erste Prüfung zur Bescheinigung der Kompetenzen nicht abgeschlossen ist, wird die in Artikel 56, § 1, 3° erwähnte Bedingung durch eine Bedingung des Dienstalters im Rang von vier Jahren ersetzt.

Solange die erste Prüfung zur Bescheinigung der Kompetenzen nicht abgeschlossen ist, ist die in Artikel 56, § 2, 3°, erwähnte Bedingung nicht erforderlich.

Für die beim Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses noch laufenden Verfahren sind die in Artikel 56, § 2, 5° und 6° erwähnten Bedingungen nicht erforderlich.

Solange die ersten Bildungsgänge für den Erwerb von Kompetenzen nicht stattgefunden haben, wird die in Artikel 56, § 3, Absatz 2 erwähnte Bedingung durch eine Bedingung des Dienstalters im Rang von vier Jahren ersetzt.».

Art. 67 - Artikel 313, § 1 desselben Erlasses wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

« § 1. Artikel 119 ist auf die regionalen Anwerbungsreserven anwendbar, die auf der Grundlage von Bestimmungen gebildet wurden, die dem vorliegenden Erlass vorausgehen.

Der Minister des öffentlichen Dienstes listet diese Reserven auf, und bestimmt, welchem Beruf / welchen Berufen sie entsprechen. Eine Reserve, die mehreren Berufen entspricht, bleibt gültig für die Berufe, für die noch keine neue Reserve gebildet worden ist; sie bleibt gültig für alle Berufe, denen sie entspricht, während vier Jahren ab dem Protokoll, durch welches sie gebildet wird.

Diese Reserven können zu keinen Stellen führen in Dienststellen, die nicht die Dienststellen sind, die in den Wettbewerbsbekanntmachungen, auf deren Grundlage sie gebildet wurden, angekündigt sind.».

Art. 68 - In denselben Erlass wird ein Artikel 313bis mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«Art. 313bis - Die erfolgreichen Bewerber der Reserven mit den Zeichen AFW9910A, AFW9926B, AFW9920C, AFW9930D, ADW9926D, ADW9920C, ADW9930D und AFW9940E, die kein Stellenangebot binnen der in Artikel 118, § 1, Absatz 2 erwähnten Frist beantworten, werden von den Anwerbungsreserven ausgeschlossen».

Art. 69 - Artikel 314, Absatz 2, 3° und 4° desselben Erlasses wird durch folgenden Text ersetzt:

« 3° werden die Inhaber des Zeugnisses, das bestätigt, dass sie eine Prüfung im Bereich der allgemeinen Bildung für den Aufstieg in die Stufe 1 bestanden haben, einschließlich derjenigen, die dieses Zeugnis später erhalten werden (infolge einer Prüfung, für die der Aufruf an die Bewerber veröffentlicht worden ist und die jedoch noch nicht abgeschlossen ist), von der im vorliegenden Erlass vorgesehenen allgemeinen Zeugnis für den Aufstieg in die Stufe 1 befreit;

4° was die drei für den Aufstieg in die Stufe 1 vorgesehenen Zeugnisse zur Überprüfung der Kenntnisse betrifft:

a) bleiben die Zeugnisse, die für Fächer erhalten worden sind, die vom ständigen Anwerbungssekretär festgelegt waren, gültig;

b) darf der Bedienstete, der über drei dieser Zeugnisse verfügt, sich für das für den Aufstieg in die Stufe 1 vorgesehene Schlusszeugnis anmelden;

c) muss der Bedienstete, der über zwei dieser Zeugnisse verfügt, ein Zeugnis zur Überprüfung der Kenntnisse bestehen, bevor er sich für das Schlusszeugnis für den Aufstieg in die Stufe 1 anmelden darf;

d) muss der Bedienstete, der über eins dieser Zeugnisse verfügt, zwei Zeugnisse zur Überprüfung der Kenntnisse bestehen, bevor er sich für das Schlusszeugnis für den Aufstieg in die Stufe 1 anmelden darf;

e) muss der Bedienstete, der über das Zeugnis «Verwaltungsrecht» verfügt, das Zeugnis «Verwaltung» nicht ablegen und muss der Bedienstete, der über das Zeugnis «öffentliche Aufträge» verfügt, das Zeugnis «Finanzen» nicht ablegen;

f) unbeschadet des vorstehenden Buchstabens muss der Bedienstete, der ein oder zwei Zeugnisse zur Überprüfung der Kenntnisse ablegen muss, unbedingt entweder das Zeugnis «Verwaltung» und/oder das Zeugnis «Finanzen» wählen. Wenn er schon Inhaber dieser beiden Zeugnisse ist, legt er das Zeugnis «Institutionen» ab, das für den Aufstieg in die Stufe 1 vorgesehen ist.».

Art. 70 - Artikel 317, Absatz 1 desselben Erlasses wird durch die folgenden Absätze ersetzt:

«Die Bediensteten, die in Anwendung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 17. November 1994 zur Festlegung des Statuts der Beamten der Region an einer vorbereitenden Ausbildung zur Beförderung zu den Dienststrängen A5, B2 und C2 teilgenommen haben, werden für die betroffenen Dienststränge endgültig als Laureaten der im vorliegenden Erlass erwähnten Prüfung zur Bescheinigung der Kompetenzen betrachtet.

Die Bediensteten, die in Anwendung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 17. November 1994 zur Festlegung des Statuts der Beamten der Region an einer vorbereitenden Ausbildung zur Beförderung zu den Dienststrängen D1, D2 und E1 teilgenommen haben, werden für die betroffenen Dienststränge endgültig als Bedienstete betrachtet, die die Ausbildungen zum Erwerb der Kompetenzen im Sinne des vorliegenden Erlasses abgelegt haben.»

Art. 71 - In denselben Erlass wird ein Artikel 319bis mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«Art. 319bis - Solange die in Artikel 56, § 1, 3° erwähnte Bedingung nicht erfordert wird, sind die Bediensteten, die in Anwendung von Artikeln 317 bis 319 endgültig als Laureaten des Tests zur Bescheinigung der Kompetenzen für den Aufstieg in einen höheren Dienstgrad betrachtet werden, für den Aufstieg in diesen Dienstgrad vorrangig. Der Artikel 309bis, Absatz 1, ist auf sie anwendbar.

Solange die in Artikel 56, § 3, Absatz 2 erwähnte Bedingung nicht erfordert wird, sind die Bediensteten, die in Anwendung von Artikel 317, Absatz 2 endgültig als Bedienstete betrachtet werden, die die Ausbildungen zum Erwerb von Kompetenzen für den Aufstieg in einen höheren Dienstgrad abgelegt haben, für den Aufstieg in diesen Dienstgrad vorrangig. Der Artikel 309bis, Absatz 3, ist auf sie anwendbar.»

Art. 72 - Artikel 372, Absatz 2 desselben Erlasses wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

«Wenn der Urlaub geteilt wird und der Bedienstete es beantragt, so muss dieser Urlaub eine ununterbrochene Periode von mindestens zwei Wochen umfassen.»

Art. 73 - In Artikel 373 § 1 desselben Erlasses werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° in Absatz 2, 4° wird der Wortlaut «in Artikeln 500 und folgenden» durch «in Artikeln 435 und folgenden» ersetzt.

2° Absatz 3 wird durch den nächsten Absatz ersetzt:

«Wenn die so berechnete Anzahl Urlaubstage zuzüglich der Urlaubstage wegen Zeitausgleich im Sinne von Artikel 375 keine ganze Zahl bildet, wird sie auf den höheren Halbtage aufgerundet.».

Art. 74 - Artikel 375 desselben Erlasses wird durch die folgende Bestimmung ersetzt:

«Art. 375 - Der Bedienstete hat Urlaub an den in Artikel 1 des Königlichen Erlasses vom 18. April 1974 zur Festlegung der Modalitäten für die Durchführung des Gesetzes vom 4. Januar 1974 über die Feiertage aufgelisteten Tagen sowie am 27. September, am 2. November, am 15. November und am 26. Dezember.

Wenn ein der in Absatz 1 erwähnten Urlaubstage mit einem Tag zusammenfällt, an dem der Bedienstete auf der Grundlage der auf ihn anwendbaren Arbeitszeitregelung nicht arbeitet, bekommt der Bedienstete einen Tag Zeitausgleichsurlaub, der unter denselben Bedingungen wie der Jahresurlaub genommen werden kann.

Der Bedienstete, der auf der Grundlage der auf ihn anwendbaren Arbeitszeitregelung oder aufgrund der Dienstanforderungen verpflichtet ist, an einem der in Absatz 1 erwähnten Tage zu arbeiten, bekommt einen Zeitausgleichsurlaub, der unter denselben Bedingungen wie der Jahresurlaub genommen werden kann.

Die Dauer der in den Absätzen 1 bis 3 erwähnten Urlaube wird für die Bediensteten, auf die eine Teilzeitarbeitsregelung anwendbar ist, verhältnismäßig verringert.

Die in den Absätzen 1 bis 3 erwähnten Urlaubstage werden einer Diensttätigkeitsperiode gleichgestellt.

Wenn der Bedienstete an einem der in Absatz 1 erwähnten Tage aus einem anderen Grund im Urlaub ist, oder wenn er im Stand der Nichtaktivität oder der Zurdispositionstellung ist, unterliegt sein administrativer Stand jedoch weiterhin den auf ihn anwendbaren Verordnungsbestimmungen.».

Art. 75 - In Artikel 379 § 1 desselben Erlasses werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° Die Pos. 2° wird durch folgende Pos. ersetzt:

«2° im Falle einer Krankheit, eines Unfalls oder des Krankenhausaufenthalts einer der folgenden, nicht unter demselben Dach wohnenden Personen: ein Verwandter oder ein Verschwägerter im ersten Grad.»;

2° der Paragraph wird mit folgendem Absatz ergänzt:

«In den in Absatz 1, 1° und 2° erwähnten Fällen bezeugt eine ärztliche Bescheinigung das notwendige Beisein des Bediensteten.».

Art. 76 - In Art. 383, § 2, Absatz 2 desselben Erlasses werden die Wörter «die Dienstbefreiung » durch die Wörter «der Urlaub» ersetzt.

Art. 77 - In Artikel 388 desselben Erlasses werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° in der französischen Fassung wird das Wort «féminin» zwischen «l'agent» und «se trouve» eingefügt;

2° das Wort «siebzehn» wird durch das Wort «neunzehn» ersetzt;

3° ein Absatz 2 mit folgendem Wortlaut wird eingefügt:

«Die für die Verlängerung des in Anwendung von Artikel 391*bis* gewährten nachgeburtlichen Urlaubs darf die Entlohnung nicht mehr als vierundzwanzig Wochen decken.».

Art. 78 - In Artikel 389 desselben Erlasses werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° in Absatz 1 wird «sechs» durch «fünf» ersetzt;

2° in Absatz 2 wird «acht» durch «sieben» ersetzt;

Art. 79 - In Artikel 391 desselben Erlasses werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° in Absatz 1:

a) werden die Wörter «achten», «siebten» und «neunten» durch «neunten», «sechsten» bzw. «achten» ersetzt;

b) werden in der französischen Fassung die Wörter «elle a continué» durch «il a continué» ersetzt;

c) wird in der französischen Fassung das Wort «lesquelles» durch «lesquels» ersetzt;

b) werden in der französischen Fassung die Wörter «elle a travaillé» durch «il a travaillé» ersetzt;

2° ein Absatz 3 mit folgendem Wortlaut wird eingefügt:

«Bei mehrfacher Geburt wird der ggf. in Übereinstimmung mit den Bestimmungen von Absatz 2 verlängerte Zeitraum der Arbeitsunterbrechung nach der 9. Woche auf Antrag des Bediensteten um höchstens einen Zeitraum von zwei Wochen verlängert.».

Art. 80 - In denselben Erlass wird ein Artikel 391*bis* mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«Art 391*bis* - In den Fällen wo der Neugeborene nach den ersten sieben Tagen ab seiner Geburt im Krankenhaus bleiben muss, kann der nachgeburtliche Urlaub auf Antrag des Bediensteten um eine Dauer verlängert werden, die dem Zeitraum entspricht, während dessen sein Kind nach den ersten sieben Tagen im Krankenhaus geblieben ist. Die Dauer dieser Verlängerung kann vierundzwanzig Wochen nicht überschreiten. Zu diesem Zweck übermittelt der Bedienstete der Behörde, von der er abhängt, die folgenden Unterlagen:

1° am Ende des nachgeburtlichen Urlaubs, eine Bescheinigung des Krankenhauses, durch die bestätigt wird, dass der Neugeborene nach den ersten sieben Tagen ab seiner Geburt im Krankenhaus geblieben ist, mit Angabe der Dauer des Aufenthalts im Krankenhaus;

2° ggf. am Ende des Zeitraums der sich aus den im vorliegenden Absatz vorgesehenen Bestimmungen ergebenden Verlängerung, eine neue Bescheinigung des Krankenhauses zur Bestätigung, dass der Neugeborene das Krankenhaus noch immer nicht verlassen hat, mit Angabe der Dauer des Aufenthalts im Krankenhaus.».

Art. 81 - Artikel 395 desselben Erlasses wird durch die folgende Bestimmung ersetzt:

«Art. 395 - Die Artikel 387 bis 389 sind nicht anwendbar im Falle einer Fehlgeburt vor dem 181. Tag der Schwangerschaft».

Art. 82 - Artikel 396 § 5 desselben Erlasses wird außer Kraft gesetzt.

Art. 83 - In Artikel 400 desselben Erlasses werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° in Absatz 1 wird das Wort «Höchstdauer» durch «Dauer» ersetzt;

2° ein Absatz 2 mit folgendem Wortlaut wird eingefügt:

«Auf Antrag des Bediensteten wird der Vollzeiturlaub in Monate aufgeteilt. Ein Halbzeiturlaub kann nicht aufgeteilt werden».

Art. 84 - In denselben Erlass wird ein Artikel 400*bis* mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«Art. 400*bis* - Ein Elternurlaub von höchstens drei Monaten wird dem Bediensteten im aktiven Dienst gewährt nach der Geburt, der Adoption oder der Unterbringung eines Kindes in einer Gastfamilie im Rahmen der Kinderbetreuung. Dieser Vollzeiturlaub muss genommen werden, bevor das Kind das Alter von zehn Jahren erreicht hat. Auf Antrag des Bediensteten wird der Urlaub in Monate aufgeteilt. Dieser Urlaub wird nicht entlohnt. Er wird im übrigen einer Dienststätigkeitsperiode gleichgestellt».

Art. 85 - In denselben Erlass wird ein Artikel 410*bis* mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«Die Krankheitsurlaubstage, die die Folge einer moralischen oder sexuellen Belästigung oder einer Gewalttat am Arbeitsplatz sind, werden für die Festlegung der Anzahl Urlaubstage, die der Bedienstete kraft Artikel 405 noch erhalten kann, nicht berücksichtigt, vorausgesetzt, dass die Belästigung oder die Gewalttat von der Behörde anerkannt oder durch eine rechtskräftig gewordene richterliche Entscheidung festgestellt werden».

Art. 86 - In der französischen Fassung von Artikel 427 Absatz 1 desselben Erlasses werden die Wörter «pour retrait d'emploi» durch «par retrait d'emploi» ersetzt.

Art. 87 - In Artikel 432 Absatz 2 desselben Erlasses wird «Artikel 414» durch «Artikel 429» ersetzt.

Art. 88 - In der französischen Fassung von Artikel 435, § 2, 2° desselben Erlasses werden die Wörter «la Commission communautaire commune» durch «de la Commission communautaire commune» ersetzt.

Art. 89 - In der französischen Fassung von Artikel 442 desselben Erlasses wird das Wort «peut» durch «peuvent» ersetzt.

Art. 90 - In der französischen Fassung von Artikel 454, § 1, Absatz 4, 7° desselben Erlasses werden die Wörter «ainsi qu'aux» durch «ainsi que les» ersetzt.

Art. 91 - In der französischen Fassung von Art. 455, Absatz 1, 14° desselben Erlasses werden die Wörter «des agents» zwischen die Wörter «les syndicats» und «relevant de ces autorités» eingefügt.

Art. 92 - In Artikel 472 Absatz 5 wird «Artikel LIII.CXIV.25» durch «Artikel 471» ersetzt.

Art. 93 - In Artikel 511, Absatz 2 desselben Erlasses wird der Wortlaut «oder den Ministerialerlassen» gestrichen.

Art. 94 - Artikel 512 desselben Erlasses wird außer Kraft gesetzt.

Art. 95 - In Artikel 524 § 1 desselben Erlasses wird in der französischen Fassung das Wort «elles» durch «ils» ersetzt.

Art. 96 - In Artikel 530 Absatz 1 desselben Erlasses wird in der französischen Fassung das Wort «identiques» durch «identique» ersetzt.

Art. 97 - In Artikel 531 desselben Erlasses werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° in Absatz 1 wird der Betrag von 0,20 Euro durch den Betrag von 0,2841 Euro ersetzt.

2° es wird ein neuer Absatz mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«In Abweichung von Artikel 514 wird der Betrag der Kilometerentschädigung jährlich am 1. Juli um einen Bruch erhöht, dessen Nenner der Verbraucherpreisindex des Monats Mai des laufenden Jahres und dessen Zähler der Verbraucherpreisindex des Monats Mai des vorherigen Jahres ist; das erhaltene Ergebnis wird bis zu der vierten Dezimalen einschließlich bestimmt».

Art. 98 - In Artikel 535 desselben Erlasses werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° Absatz 1, 3°, wird außer Kraft gesetzt;

2° in Absatz 2 werden in der französischen Fassung die Wörter «tel que défini» durch «telle que définie» ersetzt.

Art. 99 - In Artikel 547 desselben Erlasses werden die Wörter «88% des Preises» durch «dem Preis» ersetzt.

Art. 100 - In Artikel 548 desselben Erlasses werden die Wörter «88% des Preises» durch «diesen Preis» ersetzt.

Art. 101 - In Artikel 549 desselben Erlasses werden die Wörter «88% des kombinierten Betrags» durch «dem kombinierten Betrag» ersetzt.

Art. 102 - Artikel 551 desselben Erlasses wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

«Art. 551 - Die Region kann jedoch mit den öffentlichen Verkehrsgesellschaften Vereinbarungen schließen, gemäß denen sie der Gesellschaft direkt den Betrag ihrer Beteiligung an den Fahrtkosten des Bediensteten zahlt.»

Art. 103 - In Artikel 553 desselben Erlasses werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° in 1° wird «für 1°» durch «für Artikel 552, 1°» ersetzt.

2° in 2° wird «für 2°» durch «für Artikel 552, 2°» ersetzt.

3° in 3° wird «für 3°» durch «für Artikel 552, 3°» ersetzt.

4° in 4° wird «für 4°» durch «für Artikel 552, 4°» ersetzt.

Art. 104 - In der französischen Fassung von Artikel 568, § 1 desselben Erlasses werden die Wörter «les agents visés et les membres du personnel contractuel à l'article 565» durch «les agents et les membres du personnel contractuel visés à l'article 565» ersetzt.

Art. 105 - In der französischen Fassung von Artikel 569 desselben Erlasses werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° in Absatz 1 wird das Wort «ils» durch «elles» ersetzt;

2° in Absatz 2 wird «Ils perdent» durch «Elles perdent» und wird «ils sont restés éloignés» durch «elles sont restées éloignées» ersetzt.

Art. 106 - In der Anlage II zum selben Erlass werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° in Abschnitt II, b), 1° wird in der französischen Fassung das Wort «quelque» durch «quelle que» ersetzt;

2° in Abschnitt III, Rubrik 2+ B3 werden die Punkte «4° Kommunikation» und «8° Direktionssekretariat» gestrichen;

3° in Abschnitt III, Rubrik 3 D3 wird ein Punkt «19° Flughafenaufseher» hinzugefügt;

4° der Abschnitt IV wird durch folgende Bestimmungen ersetzt:

Abschnitt IV — Grundprüfungen für die Aufstiegs Wettbewerbe

Unterabschnitt I — Aufstieg in die Stufe 1

Die erforderlichen, aufeinanderfolgenden Zeugnisse für den Aufstieg in die Stufe 1 sind:

1° ein erstes Zeugnis, das sogenannte allgemeine Zeugnis, das eine oder mehrere der für die Anwerbung in der Stufe 1 vorgesehenen Grundprüfungen umfasst;

2° drei Zeugnisse zur Überprüfung der Kenntnisse (mit einem Schwierigkeitsgrad, der dem Niveau der Studien entspricht, das für die Anwerbung in der Stufe 1 verlangt wird) über Stoffe, die die Aufgabenbereiche der Wallonischen Region betreffen, nämlich:

a) ein Zeugnis «Institutionen» (regionale Institutionen, Verteilung der Zuständigkeiten zwischen Föderalstaat und Teilentitäten, europäische Institutionen);

b) ein Zeugnis «Verwaltung» (Verwaltungsrecht);

c) ein Zeugnis «Finanzen» (öffentliche Finanzen, Haushaltsrecht, öffentliche Aufträge).

3° ein fünftes Zeugnis, das sogenannte Schlusszeugnis, das darin besteht, einen realen praktischen Fall zu lösen, auf den ein Bediensteter des Dienstrangs A6, der eine Stelle hat, die dem administrativen Beruf entspricht, gestoßen ist. Der Kandidat muss dazu fähig sein, den realen praktischen Fall zu analysieren, eine Lösung auszuarbeiten,

diese schriftlich zusammenzufassen und mündlich darzulegen.

Unterabschnitt II — Aufstieg in die Stufe 2+

Die erforderlichen, aufeinanderfolgenden Prüfungen für den Aufstieg in die Stufe 2+ sind:

1° eine erste Prüfung, die sogenannte allgemeine Prüfung, die die für die Anwerbung in der Stufe 2+ vorgesehenen Grundprüfungen umfasst;

2° eine zweite Prüfung zur Überprüfung der Kenntnisse (mit einem Schwierigkeitsgrad, der dem Niveau der Studien, das für die Anwerbung in der Stufe 2+ verlangt wird, entspricht), die sich auf Unterrichtsstoffe beziehen, die Teil des Studienzyklus sind, der zu der Ausstellung des oder der Diplome führt, die bei der Anwerbung verlangt werden;

3° eine dritte Prüfung, die sogenannte Schlussprüfung, die darin besteht, einen realen praktischen Fall zu lösen, auf den ein Bediensteter des Dienstrangs B3, der eine Stelle hat, die dem Beruf entspricht, zu dem der Wettbewerb führt, gestoßen ist. Der Kandidat muss dazu fähig sein, den realen praktischen Fall zu analysieren, eine Lösung auszuarbeiten, diese schriftlich zusammenzufassen und mündlich darzulegen.

Unterabschnitt III — Aufstieg in die Stufe 2

Die erforderlichen, aufeinanderfolgenden Prüfungen für den Aufstieg in die Stufe 2 sind:

1° eine erste Prüfung, die sogenannte allgemeine Prüfung, die die für die Anwerbung in der Stufe 2 vorgesehenen Grundprüfungen umfasst;

2° eine zweite Prüfung zur Überprüfung der Kenntnisse (mit einem Schwierigkeitsgrad, der dem Niveau der Studien, das für die Anwerbung in der Stufe 2 verlangt wird, entspricht), die sich auf folgende Stoffe bezieht:

a) für den administrativen Beruf: allgemeine Themen in Verbindung mit den Aufgaben der Wallonischen Region, d.h. Elemente des Verwaltungsrechts und der öffentlichen Finanzen;

b) für alle anderen Berufe: Themen, die Teil des Studienzyklus sind, der zu der Ausstellung des oder der Diplome geführt hat, das oder die bei Anwerbung verlangt werden.

3° eine dritte Prüfung, die sogenannte Schlussprüfung, die darin besteht, einen reellen praktischen Fall zu lösen, auf den ein Bediensteter des Dienstrangs C3, der eine Stelle hat, die dem Beruf entspricht, zu dem der Wettbewerb führt, gestoßen ist. Der Kandidat muss dazu fähig sein, den reellen praktischen Fall zu analysieren, eine Lösung auszuarbeiten, diese schriftlich zusammenzufassen und mündlich darzulegen.

Unterabschnitt IV — Aufstieg in die Stufe 3

Die Grundprüfungen für den Aufstieg in die Stufe 3 sind für jeden Beruf dieselben, als diejenigen, die für die Anwerbung vorgesehen sind.»

Art. 107 - In der Anlage III, Kapitel I, wird die Bestimmung unter der Rubrik Stufe 3 – Stufe 4 durch folgende Bestimmung ersetzt:

«Kein Diplom oder Abschlusszeugnis wird verlangt. Für bestimmte Berufe kann der Minister des öffentlichen Dienstes jedoch auf Gutachten des Selor den Besitz von vom Selor bestimmten Diplomen oder Studienzeugnissen verlangen, wenn diese Bedingung aufgrund des technischen oder spezialisierten Charakters des Berufs gerechtfertigt ist.»

Art. 108 - Für den Zeitraum vom 1. Januar 2006 bis zum 31. Dezember 2006 wird die Anlage XIII zum selben Erlass durch die Anlage A zum vorliegenden Erlass ersetzt.

Art. 109 - Für den Zeitraum vom 1. Januar 2007 bis zum 31. Dezember 2007 wird die Anlage XIII zum selben Erlass durch die Anlage B zum vorliegenden Erlass ersetzt.

Art. 110 - Ab dem 1. Januar 2008 wird die Anlage XIII zum selben Erlass durch die Anlage C zum vorliegenden Erlass ersetzt.

Art. 111 - Artikel 8 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 über die Anstellungsbedingungen und die Verwaltungs- und Besoldungslage der vertraglichen Personalmitglieder wird mit einem wie folgt verfassten § 3 ergänzt:

«§ 3. Die Mitglieder des vertraglichen Personals haben für den Karenztag im Sinne der Artikel 52 und 71 des Gesetzes vom 3. Juli 1978 über die Arbeitsverträge Anspruch auf ihre normale Entlohnung.»

Art. 112 - Ein besonderer Bewertungszyklus wird für die Bediensteten organisiert, die

1° über eine vorbehaltliche oder negative Bewertung verfügen;

2° über keine Bewertung verfügen;

3° zum 15. Dezember 2006 für das erste Mal in Übereinstimmung mit Artikel 145 des Kodex bewertet werden müssen.

Art. 113 - Die Artikel 141 bis 152 des Kodex sind auf den besonderen Bewertungszyklus anwendbar, unbeschadet der Artikel 113 bis 116.

Art. 114 - Vor dem in Artikel 141, § 3 des Kodex erwähnten Planungsgespräch und spätestens am 15. April 2006 erarbeitet der in Übereinstimmung mit Artikel 146, § 1, Absatz 1 des Kodex bestimmte mit der Bewertung beauftragte Beamte eine Beschreibung der Funktion und der Aufgaben des Bediensteten in Übereinstimmung mit dem in der Anlage D angeführten Muster.

Art. 115 - Die Beschreibung der Funktion und der Aufgaben des Bediensteten wird bei dem in Artikel 141, § 3 des Kodex erwähnten Planungsgespräch validiert, welches spätestens am 15. Mai 2006 stattfindet.

Art. 116 - Ein Dienstgespräch zwischen der mit der Bewertung beauftragten Person und dem Bediensteten findet im Laufe des Monats September 2006 statt, um den Stand der Verwirklichung der Ziele einzuschätzen und letztere ggf. anzupassen.

Art. 117 - Das Bewertungsgespräch findet im Laufe des Monats Dezember 2006 statt.

Art. 118 - Der vorliegende Erlass tritt am ersten Tage seiner Veröffentlichung im Belgischen Staatsblatt in Kraft, mit Ausnahme

1° der Artikel 97, 99, 100, 101 und 102, die am 1. Januar 2006 wirksam werden;

2° des Artikels 111, der am 1. Januar 2006 wirksam wird;

3° der Artikel 112 bis 117, die am 14. Februar 2006 wirksam werden.

Art. 119 - Der Minister des öffentlichen Dienstes wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 15. Februar 2007.

Der Minister-Präsident,
E. DI RUPO

Der Minister der inneren Angelegenheiten und des öffentlichen Dienstes,
Ph. COURARD

Anlage XIII. – Gehaltstabellen auf jährlicher Basis

Anlage A

STUFE 4				STUFE 3		
STUFEN	E3	E2	E1	D3	D2	D1
Zeitlich gestufte Erhöhungen	3/1 x 112,97 10/2 x 58,17 2/2 x 124,89	3/1 x 112,97 10/2 x 58,17 2/2 x 124,89	3/1 x 112,97 10/2 x 58,17 2/2 x 124,89	3/1 x 140,09 5/2 x 194,67 6/2 x 266,78 2/2 x 419,35	3/1 x 140,09 5/2 x 194,67 6/2 x 266,78 2/2 x 419,35	3/1 x 140,09 5/2 x 194,67 6/2 x 266,78 2/2 x 419,35
Sechsjahreserhöhungen	5/6 x 250,38	5/6 x 250,38	5/6 x 250,38	5/6 x 250,38	5/6 x 250,38	5/6 x 250,38
0	12.359,09	13.257,38	15.053,95	12.768,75	15.444,96	18.749,62
1	12.472,06	13.370,35	15.166,92	12.908,84	15.585,05	18.889,71
2	12.585,03	13.483,32	15.279,89	13.048,93	15.725,14	19.029,80
3	12.698,00	13.596,29	15.392,86	13.189,02	15.865,23	19.169,89
4	12.698,00	13.596,29	15.392,86	13.189,02	15.865,23	19.169,89
5	12.756,17	13.654,46	15.451,03	13.383,69	16.059,90	19.364,56
6	13.006,55	13.904,84	15.701,41	13.634,07	16.310,28	19.614,94
7	13.064,72	13.963,01	15.759,58	13.828,74	16.504,95	19.809,61
8	13.064,72	13.963,01	15.759,58	13.828,74	16.504,95	19.809,61
9	13.122,89	14.021,18	15.817,75	14.023,41	16.699,62	20.004,28
10	13.122,89	14.021,18	15.817,75	14.023,41	16.699,62	20.004,28
11	13.181,06	14.079,35	15.875,92	14.218,08	16.894,29	20.198,95
12	13.431,44	14.329,73	16.126,30	14.468,46	17.144,67	20.449,33
13	13.489,61	14.387,90	16.184,47	14.663,13	17.339,34	20.644,00
14	13.489,61	14.387,90	16.184,47	14.663,13	17.339,34	20.644,00
15	13.547,78	14.446,07	16.242,64	14.929,91	17.606,12	20.910,78
16	13.547,78	14.446,07	16.242,64	14.929,91	17.606,12	20.910,78
17	13.605,95	14.504,24	16.300,81	15.196,69	17.872,90	21.177,56
18	13.856,33	14.754,62	16.551,19	15.447,07	18.123,28	21.427,94
19	13.914,50	14.812,79	16.609,36	15.713,85	18.390,06	21.694,72
20	13.914,50	14.812,79	16.609,36	15.713,85	18.390,06	21.694,72
21	13.972,67	14.870,96	16.667,53	15.980,63	18.656,84	21.961,50
22	13.972,67	14.870,96	16.667,53	15.980,63	18.656,84	21.961,50
23	14.030,84	14.929,13	16.725,70	16.247,41	18.923,62	22.228,28
24	14.281,22	15.179,51	16.976,08	16.497,79	19.174,00	22.478,66
25	14.406,11	15.304,40	17.100,97	16.764,57	19.440,78	22.745,44
26	14.406,11	15.304,40	17.100,97	16.764,57	19.440,78	22.745,44
27	14.531,00	15.429,29	17.225,86	17.183,92	19.860,13	23.164,79
28	14.531,00	15.429,29	17.225,86	17.183,92	19.860,13	23.164,79
29	14.531,00	15.429,29	17.225,86	17.603,27	20.279,48	23.584,14
30	14.781,38	15.679,67	17.476,24	17.853,65	20.529,86	23.834,52

NIVEAU 2+			
DIENSTRANG	B3	B2	B1
Zeitlich gestufte Erhöhungen	3/1 x 252,18 1/2 x 292,59 1/2 x 390,03 2/2 x 672,31 9/2 x 588,30	3/1 x 252,18 1/2 x 292,59 1/2 x 390,03 2/2 x 672,31 9/2 x 588,30	3/1 x 252,18 1/2 x 292,59 1/2 x 390,03 2/2 x 672,31 9/2 x 588,30
Sechsjahreserhöhungen	5/6 x 250,38	5/6 x 250,38	5/6 x 250,38
0	15.599,72	19.095,74	24.986,67
1	15.851,90	19.347,92	25.238,85
2	16.104,08	19.600,10	25.491,03
3	16.356,26	19.852,28	25.743,21
4	16.356,26	19.852,28	25.743,21
5	16.648,85	20.144,87	26.035,80
6	16.899,23	20.395,25	26.286,18
7	17.289,26	20.785,28	26.676,21
8	17.289,26	20.785,28	26.676,21
9	17.961,57	21.457,59	27.348,52
10	17.961,57	21.457,59	27.348,52
11	18.633,88	22.129,90	28.020,83
12	18.884,26	22.380,28	28.271,21
13	19.472,56	22.968,58	28.859,51
14	19.472,56	22.968,58	28.859,51
15	20.060,86	23.556,88	29.447,81
16	20.060,86	23.556,88	29.447,81
17	20.649,16	24.145,18	30.036,11
18	20.899,54	24.395,56	30.286,49
19	21.487,84	24.983,86	30.874,79
20	21.487,84	24.983,86	30.874,79
21	22.076,14	25.572,16	31.463,09
22	22.076,14	25.572,16	31.463,09
23	22.664,44	26.160,46	32.051,39
24	22.914,82	26.410,84	32.301,77
25	23.503,12	26.999,14	32.890,07
26	23.503,12	26.999,14	32.890,07
27	24.091,42	27.587,44	33.478,37
28	24.091,42	27.587,44	33.478,37
29	24.679,72	28.175,74	34.066,67
30	24.930,10	28.426,12	34.317,05

STUFE 2			
STUFEN	C3	C2	C1
Zeitlich gestufte Erhöhungen	3/1 x 267,31 1/2 x 267,31 1/2 x 356,34 2/2 x 712,64 9/2 x 623,60	3/1 x 267,31 1/2 x 267,31 1/2 x 356,34 2/2 x 712,64 9/2 x 623,60	3/1 x 267,31 1/2 x 267,31 1/2 x 356,34 2/2 x 712,64 9/2 x 623,60
Sechsjahreserhöhungen	5/6 x 250,38	5/6 x 250,38	5/6 x 250,38
0	13.668,39	16.880,14	21.801,44
1	13.935,70	17.147,45	22.068,75
2	14.203,01	17.414,76	22.336,06
3	14.470,32	17.682,07	22.603,37
4	14.470,32	17.682,07	22.603,37
5	14.737,63	17.949,38	22.870,68
6	14.988,01	18.199,76	23.121,06
7	15.344,35	18.556,10	23.477,40
8	15.344,35	18.556,10	23.477,40
9	16.056,99	19.268,74	24.190,04
10	16.056,99	19.268,74	24.190,04
11	16.769,63	19.981,38	24.902,68
12	17.020,01	20.231,76	25.153,06
13	17.643,61	20.855,36	25.776,66
14	17.643,61	20.855,36	25.776,66
15	18.267,21	21.478,96	26.400,26
16	18.267,21	21.478,96	26.400,26
17	18.890,81	22.102,56	27.023,86
18	19.141,19	22.352,94	27.274,24
19	19.764,79	22.976,54	27.897,84
20	19.764,79	22.976,54	27.897,84
21	20.388,39	23.600,14	28.521,44
22	20.388,39	23.600,14	28.521,44
23	21.011,99	24.223,74	29.145,04
24	21.262,37	24.474,12	29.395,42
25	21.885,97	25.097,72	30.019,02
26	21.885,97	25.097,72	30.019,02
27	22.509,57	25.721,32	30.642,62
28	22.509,57	25.721,32	30.642,62
29	23.133,17	26.344,92	31.266,22
30	23.383,55	26.595,30	31.516,60

STUFE 1					
DIENSTR ANG	A3	Abis	A2	A1	
Zeitlich gestufte Erhöhungen	3/1 x 623,60 10/2 x 1260,36	3/1 x 623,60 10/2 x 1608,27	3/1 x 623,60 10/2 x 1608,27	3/1 x 623,60 10/2 x 1608,27	3/1 x 623,60 10/2 x 1608,27
Sechsjahreserhöhungen	5/6 x 250,38	5/6 x 250,38	5/6 x 250,38	5/6 x 250,38	5/6 x 250,38
0	40.790,86	46.166,58	46.910,59	52.486,11	
1	41.414,46	46.790,18	47.534,19	53.109,71	
2	42.038,06	47.413,78	48.157,79	53.733,31	
3	42.661,66	48.037,38	48.781,39	54.356,91	
4	42.661,66	48.037,38	48.781,39	54.356,91	
5	43.922,02	49.645,65	50.389,66	55.965,18	
6	44.172,40	49.896,03	50.640,04	56.215,56	
7	45.432,76	51.504,30	52.248,31	57.823,83	
8	45.432,76	51.504,30	52.248,31	57.823,83	
9	46.693,12	53.112,57	53.856,58	59.432,10	
10	46.693,12	53.112,57	53.856,58	59.432,10	
11	47.953,48	54.720,84	55.464,85	61.040,37	
12	48.203,86	54.971,22	55.715,23	61.290,75	
13	49.464,22	56.579,49	57.323,50	62.899,02	
14	49.464,22	56.579,49	57.323,50	62.899,02	
15	50.724,58	58.187,76	58.931,77	64.507,29	
16	50.724,58	58.187,76	58.931,77	64.507,29	
17	51.984,94	59.796,03	60.540,04	66.115,56	
18	52.235,32	60.046,41	60.790,42	66.365,94	
19	53.495,68	61.654,68	62.398,69	67.974,21	
20	53.495,68	61.654,68	62.398,69	67.974,21	
21	54.756,04	63.262,95	64.006,96	69.582,48	
22	54.756,04	63.262,95	64.006,96	69.582,48	
23	56.016,40	64.871,22	65.615,23	71.190,75	
24	56.266,78	65.121,60	65.865,61	71.441,13	
25	56.266,78	65.121,60	65.865,61	71.441,13	
26	56.266,78	65.121,60	65.865,61	71.441,13	
27	56.266,78	65.121,60	65.865,61	71.441,13	
28	56.266,78	65.121,60	65.865,61	71.441,13	
29	56.266,78	65.121,60	65.865,61	71.441,13	
30	56.517,16	65.371,98	66.115,99	71.691,51	

STUFE 1				
DIENSTR NG	A4	A4S		
Zeitlich gestufte Erhöhungen	3/1 x 623,60 10/2 x 1260,36	3/1 x 623,60 10/2 x 1260,36		
Sechsjahreserhöhungen	5/6 x 250,38	5/6 x 250,38		
0	33.478,24	35.762,53		
1	34.101,84	36.386,13		
2	34.725,44	37.009,73		
3	35.349,04	37.633,33		
4	35.349,04	37.633,33		
5	36.609,40	38.893,69		
6	36.859,78	39.144,07		
7	38.120,14	40.404,43		
8	38.120,14	40.404,43		
9	39.380,50	41.664,79		
10	39.380,50	41.664,79		
11	40.640,86	42.925,15		
12	40.891,24	43.175,53		
13	42.151,60	44.435,89		
14	42.151,60	44.435,89		
15	43.411,96	45.696,25		
16	43.411,96	45.696,25		
17	44.672,32	46.956,61		
18	44.922,70	47.206,99		
19	46.183,06	48.467,35		
20	46.183,06	48.467,35		
21	47.443,42	49.727,71		
22	47.443,42	49.727,71		
23	48.703,78	50.988,07		
24	48.954,16	51.238,45		
25	48.954,16	51.238,45		
26	48.954,16	51.238,45		
27	48.954,16	51.238,45		
28	48.954,16	51.238,45		
29	48.954,16	51.238,45		
30	49.204,54	51.488,83		

STUFE 1					
DIENSTR ANG	A6	A6S	A5	A5S	
Zeitlich gestufte Erhöhungen	3/1 x 623,60 10/2 x 957,68	3/1 x 623,60 10/2 x 957,68	3/1 x 623,60 10/2 x 1135,17	3/1 x 623,60 10/2 x 957,68	
Sechsjahreserhöhungen	5/6 x 250,38	5/6 x 250,38	5/6 x 250,38	5/6 x 250,38	
0	21.112,38	26.619,13	25.507,13	31.535,34	
1	21.735,98	27.242,73	26.130,73	32.158,94	
2	22.359,58	27.866,33	26.754,33	32.782,54	
3	22.983,18	28.489,93	27.377,93	33.406,14	
4	22.983,18	28.489,93	27.377,93	33.406,14	
5	23.940,86	29.447,61	28.513,10	34.363,82	
6	24.191,24	29.697,99	28.763,48	34.614,20	
7	25.148,92	30.655,67	29.898,65	35.571,88	
8	25.148,92	30.655,67	29.898,65	35.571,88	
9	26.106,60	31.613,35	31.033,82	36.529,56	
10	26.106,60	31.613,35	31.033,82	36.529,56	
11	27.064,28	32.571,03	32.168,99	37.487,24	
12	27.314,66	32.821,41	32.419,37	37.737,62	
13	28.272,34	33.779,09	33.554,54	38.695,30	
14	28.272,34	33.779,09	33.554,54	38.695,30	
15	29.230,02	34.736,77	34.689,71	39.652,98	
16	29.230,02	34.736,77	34.689,71	39.652,98	
17	30.187,70	35.694,45	35.824,88	40.610,66	
18	30.438,08	35.944,83	36.075,26	40.861,04	
19	31.395,76	36.902,51	37.210,43	41.818,72	
20	31.395,76	36.902,51	37.210,43	41.818,72	
21	32.353,44	37.860,19	38.345,60	42.776,40	
22	32.353,44	37.860,19	38.345,60	42.776,40	
23	33.311,12	38.817,87	39.480,77	43.734,08	
24	33.561,50	39.068,25	39.731,15	43.984,46	
25	33.561,50	39.068,25	39.731,15	43.984,46	
26	33.561,50	39.068,25	39.731,15	43.984,46	
27	33.561,50	39.068,25	39.731,15	43.984,46	
28	33.561,50	39.068,25	39.731,15	43.984,46	
29	33.561,50	39.068,25	39.731,15	43.984,46	
30	33.811,88	39.318,63	39.981,53	44.234,84	

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 15. Februar 2007 zur Abänderung verschiedener Bestimmungen bezüglich des Wallonischen öffentlichen Dienstes und zur Einführung eines besonderen Bewertungszyklus eingefügt zu werden.

Namur, den 15. Februar 2007

Der Minister-Präsident,

E. DI RUPO

Der Minister der inneren Angelegenheiten und des öffentlichen Dienstes,

Ph. COURARD

Annexe XIII. – Gehaltstabellen auf jährlicher Basis

Anlage B

STUFE 4			
STUFEN	E3	E2	E1
Zeitlich gestufte Erhöhungen	3/1 x 112,97 10/2 x 58,17 2/2 x 124,89	3/1 x 112,97 10/2 x 58,17 2/2 x 124,89	3/1 x 112,97 10/2 x 58,17 2/2 x 124,89
Sechsjahreserhöhungen	5/6 x 250,38	5/6 x 250,38	5/6 x 250,38
0	12.359,09	13.257,38	15.053,95
1	12.472,06	13.370,35	15.166,92
2	12.585,03	13.483,32	15.279,89
3	12.698,00	13.596,29	15.392,86
4	12.698,00	13.596,29	15.392,86
5	12.756,17	13.654,46	15.451,03
6	13.006,55	13.904,84	15.701,41
7	13.064,72	13.963,01	15.759,58
8	13.064,72	13.963,01	15.759,58
9	13.122,89	14.021,18	15.817,75
10	13.122,89	14.021,18	15.817,75
11	13.181,06	14.079,35	15.875,92
12	13.431,44	14.329,73	16.126,30
13	13.489,61	14.387,90	16.184,47
14	13.489,61	14.387,90	16.184,47
15	13.547,78	14.446,07	16.242,64
16	13.547,78	14.446,07	16.242,64
17	13.605,95	14.504,24	16.300,81
18	13.856,33	14.754,62	16.551,19
19	13.914,50	14.812,79	16.609,36
20	13.914,50	14.812,79	16.609,36
21	13.972,67	14.870,96	16.667,53
22	13.972,67	14.870,96	16.667,53
23	14.030,84	14.929,13	16.725,70
24	14.281,22	15.179,51	16.976,08
25	14.406,11	15.304,40	17.100,97
26	14.406,11	15.304,40	17.100,97
27	14.531,00	15.429,29	17.225,86
28	14.531,00	15.429,29	17.225,86
29	14.531,00	15.429,29	17.225,86
30	14.781,38	15.679,67	17.476,24

STUFE 3			
STUFEN	D3	D2	D1
Zeitlich gestufte Erhöhungen	3/1 x 140,09 5/2 x 194,67 6/2 x 266,78 2/2 x 419,35	3/1 x 140,09 5/2 x 194,67 6/2 x 266,78 2/2 x 419,35	3/1 x 140,09 5/2 x 194,67 6/2 x 266,78 2/2 x 419,35
Sechsjahreserhöhungen	5/6 x 250,38	5/6 x 250,38	5/6 x 250,38
0	12.768,75	15.444,96	18.749,62
1	12.908,84	15.585,05	18.889,71
2	13.048,93	15.725,14	19.029,80
3	13.189,02	15.865,23	19.169,89
4	13.189,02	15.865,23	19.169,89
5	13.383,69	16.059,90	19.364,56
6	13.634,07	16.310,28	19.614,94
7	13.828,74	16.504,95	19.809,61
8	13.828,74	16.504,95	19.809,61
9	14.023,41	16.699,62	20.004,28
10	14.023,41	16.699,62	20.004,28
11	14.218,08	16.894,29	20.198,95
12	14.468,46	17.144,67	20.449,33
13	14.663,13	17.339,34	20.644,00
14	14.663,13	17.339,34	20.644,00
15	14.929,91	17.606,12	20.910,78
16	14.929,91	17.606,12	20.910,78
17	15.196,69	17.872,90	21.177,56
18	15.447,07	18.123,28	21.427,94
19	15.713,85	18.390,06	21.694,72
20	15.713,85	18.390,06	21.694,72
21	15.980,63	18.656,84	21.961,50
22	15.980,63	18.656,84	21.961,50
23	16.247,41	18.923,62	22.228,28
24	16.497,79	19.174,00	22.478,66
25	16.764,57	19.440,78	22.745,44
26	16.764,57	19.440,78	22.745,44
27	17.183,92	19.860,13	23.164,79
28	17.183,92	19.860,13	23.164,79
29	17.603,27	20.279,48	23.584,14
30	17.853,65	20.529,86	23.834,52

STUFE 2+				
DIENSTRANG	B3	B2	B1	
Zeitlich gestufte Erhöhungen	3/1 x 252,18	3/1 x 252,18	3/1 x 252,18	3/1 x 252,18
	1/2 x 292,59	1/2 x 292,59	1/2 x 292,59	1/2 x 292,59
	1/2 x 390,03	1/2 x 390,03	1/2 x 390,03	1/2 x 390,03
	2/2 x 672,31	2/2 x 672,31	2/2 x 672,31	2/2 x 672,31
	9/2 x 588,30	9/2 x 588,30	9/2 x 588,30	9/2 x 588,30
Sechsjahreserhöhungen	5/6 x 250,38	5/6 x 250,38	5/6 x 250,38	5/6 x 250,38
0	15.699,72	19.195,74	24.986,67	
1	15.951,90	19.447,92	25.238,85	
2	16.204,08	19.700,10	25.491,03	
3	16.456,26	19.952,28	25.743,21	
4	16.456,26	19.952,28	25.743,21	
5	16.748,85	20.244,87	26.035,80	
6	16.999,23	20.495,25	26.286,18	
7	17.389,26	20.885,28	26.676,21	
8	17.389,26	20.885,28	26.676,21	
9	18.061,57	21.557,59	27.348,52	
10	18.061,57	21.557,59	27.348,52	
11	18.733,88	22.229,90	28.020,83	
12	18.984,26	22.480,28	28.271,21	
13	19.572,56	23.068,58	28.859,51	
14	19.572,56	23.068,58	28.859,51	
15	20.160,86	23.656,88	29.447,81	
16	20.160,86	23.656,88	29.447,81	
17	20.749,16	24.245,18	30.036,11	
18	20.999,54	24.495,56	30.286,49	
19	21.587,84	25.083,86	30.874,79	
20	21.587,84	25.083,86	30.874,79	
21	22.176,14	25.672,16	31.463,09	
22	22.176,14	25.672,16	31.463,09	
23	22.764,44	26.260,46	32.051,39	
24	23.014,82	26.510,84	32.301,77	
25	23.603,12	27.099,14	32.890,07	
26	23.603,12	27.099,14	32.890,07	
27	24.191,42	27.687,44	33.478,37	
28	24.191,42	27.687,44	33.478,37	
29	24.779,72	28.275,74	34.066,67	
30	25.030,10	28.526,12	34.317,05	

STUFE 2				
STUFEN	C3	C2	C1	
Zeitlich gestufte Erhöhungen	3/1 x 267,31	3/1 x 267,31	3/1 x 267,31	3/1 x 267,31
	1/2 x 267,31	1/2 x 267,31	1/2 x 267,31	1/2 x 267,31
	1/2 x 356,34	1/2 x 356,34	1/2 x 356,34	1/2 x 356,34
	2/2 x 712,64	2/2 x 712,64	2/2 x 712,64	2/2 x 712,64
	9/2 x 623,60	9/2 x 623,60	9/2 x 623,60	9/2 x 623,60
Sechsjahreserhöhungen	5/6 x 250,38	5/6 x 250,38	5/6 x 250,38	5/6 x 250,38
0	13.668,39	16.880,14	21.801,44	
1	13.935,70	17.147,45	22.068,75	
2	14.203,01	17.414,76	22.336,06	
3	14.470,32	17.682,07	22.603,37	
4	14.470,32	17.682,07	22.603,37	
5	14.737,63	17.949,38	22.870,68	
6	14.988,01	18.199,76	23.121,06	
7	15.344,35	18.556,10	23.477,40	
8	15.344,35	18.556,10	23.477,40	
9	16.056,99	19.268,74	24.190,04	
10	16.056,99	19.268,74	24.190,04	
11	16.769,63	19.981,38	24.902,68	
12	17.020,01	20.231,76	25.153,06	
13	17.643,61	20.855,36	25.776,66	
14	17.643,61	20.855,36	25.776,66	
15	18.267,21	21.478,96	26.400,26	
16	18.267,21	21.478,96	26.400,26	
17	18.890,81	22.102,56	27.023,86	
18	19.141,19	22.352,94	27.274,24	
19	19.764,79	22.976,54	27.897,84	
20	19.764,79	22.976,54	27.897,84	
21	20.388,39	23.600,14	28.521,44	
22	20.388,39	23.600,14	28.521,44	
23	21.011,99	24.223,74	29.145,04	
24	21.262,37	24.474,12	29.395,42	
25	21.885,97	25.097,72	30.019,02	
26	21.885,97	25.097,72	30.019,02	
27	22.509,57	25.721,32	30.642,62	
28	22.509,57	25.721,32	30.642,62	
29	23.133,17	26.344,92	31.266,22	
30	23.383,55	26.595,30	31.516,60	

STUFE 1					
DIENSTRANG	A3	Abis	A2	A1	
Zeitlich gestufte Erhöhungen	3/1 x 623,60 10/2 x 1260,36	3/1 x 623,60 10/2 x 1608,27	3/1 x 623,60 10/2 x 1608,27	3/1 x 623,60 10/2 x 1608,27	3/1 x 623,60 10/2 x 1608,27
Sechsjahreserhöhungen	5/6 x 250,38	5/6 x 250,38	5/6 x 250,38	5/6 x 250,38	5/6 x 250,38
0	40.790,86	46.166,58	46.910,59	52.486,11	
1	41.414,46	46.790,18	47.534,19	53.109,71	
2	42.038,06	47.413,78	48.157,79	53.733,31	
3	42.661,66	48.037,38	48.781,39	54.356,91	
4	42.661,66	48.037,38	48.781,39	54.356,91	
5	43.922,02	49.645,65	50.389,66	55.965,18	
6	44.172,40	49.896,03	50.640,04	56.215,56	
7	45.432,76	51.504,30	52.248,31	57.823,83	
8	45.432,76	51.504,30	52.248,31	57.823,83	
9	46.693,12	53.112,57	53.856,58	59.432,10	
10	46.693,12	53.112,57	53.856,58	59.432,10	
11	47.953,48	54.720,84	55.464,85	61.040,37	
12	48.203,86	54.971,22	55.715,23	61.290,75	
13	49.464,22	56.579,49	57.323,50	62.899,02	
14	49.464,22	56.579,49	57.323,50	62.899,02	
15	50.724,58	58.187,76	58.931,77	64.507,29	
16	50.724,58	58.187,76	58.931,77	64.507,29	
17	51.984,94	59.796,03	60.540,04	66.115,56	
18	52.235,32	60.046,41	60.790,42	66.365,94	
19	53.495,68	61.654,68	62.398,69	67.974,21	
20	53.495,68	61.654,68	62.398,69	67.974,21	
21	54.756,04	63.262,95	64.006,96	69.582,48	
22	54.756,04	63.262,95	64.006,96	69.582,48	
23	56.016,40	64.871,22	65.615,23	71.190,75	
24	56.266,78	65.121,60	65.865,61	71.441,13	
25	56.266,78	65.121,60	65.865,61	71.441,13	
26	56.266,78	65.121,60	65.865,61	71.441,13	
27	56.266,78	65.121,60	65.865,61	71.441,13	
28	56.266,78	65.121,60	65.865,61	71.441,13	
29	56.266,78	65.121,60	65.865,61	71.441,13	
30	56.517,16	65.371,98	66.115,99	71.691,51	

STUFE 1			
DIENSTRANG	A4	A4S	
Zeitlich gestufte Erhöhungen	3/1 x 623,60 10/2 x 1260,36	3/1 x 623,60 10/2 x 1260,36	
Sechsjahreserhöhungen	5/6 x 250,38	5/6 x 250,38	
0	33.478,24	35.762,53	
1	34.101,84	36.386,13	
2	34.725,44	37.009,73	
3	35.349,04	37.633,33	
4	35.349,04	37.633,33	
5	36.609,40	38.893,69	
6	36.859,78	39.144,07	
7	38.120,14	40.404,43	
8	38.120,14	40.404,43	
9	39.380,50	41.664,79	
10	39.380,50	41.664,79	
11	40.640,86	42.925,15	
12	40.891,24	43.175,53	
13	42.151,60	44.435,89	
14	42.151,60	44.435,89	
15	43.411,96	45.696,25	
16	43.411,96	45.696,25	
17	44.672,32	46.956,61	
18	44.922,70	47.206,99	
19	46.183,06	48.467,35	
20	46.183,06	48.467,35	
21	47.443,42	49.727,71	
22	47.443,42	49.727,71	
23	48.703,78	50.988,07	
24	48.954,16	51.238,45	
25	48.954,16	51.238,45	
26	48.954,16	51.238,45	
27	48.954,16	51.238,45	
28	48.954,16	51.238,45	
29	48.954,16	51.238,45	
30	49.204,54	51.488,83	

STUFE 1					
DIENSTRANG	A6	A6S	A5	A5S	
Zeitlich gestufte Erhöhungen	3/1 x 623,60 10/2 x 957,68	3/1 x 623,60 10/2 x 957,68	3/1 x 623,60 10/2 x 1135,17	3/1 x 623,60 10/2 x 957,68	
Sechsjahreserhöhungen	5/6 x 250,38	5/6 x 250,38	5/6 x 250,38	5/6 x 250,38	
0	21.112,38	26.619,13	25.507,13	31.535,34	
1	21.735,98	27.242,73	26.130,73	32.158,94	
2	22.359,58	27.866,33	26.754,33	32.782,54	
3	22.983,18	28.489,93	27.377,93	33.406,14	
4	22.983,18	28.489,93	27.377,93	33.406,14	
5	23.940,86	29.447,61	28.513,10	34.363,82	
6	24.191,24	29.697,99	28.763,48	34.614,20	
7	25.148,92	30.655,67	29.898,65	35.571,88	
8	25.148,92	30.655,67	29.898,65	35.571,88	
9	26.106,60	31.613,35	31.033,82	36.529,56	
10	26.106,60	31.613,35	31.033,82	36.529,56	
11	27.064,28	32.571,03	32.168,99	37.487,24	
12	27.314,66	32.821,41	32.419,37	37.737,62	
13	28.272,34	33.779,09	33.554,54	38.695,30	
14	28.272,34	33.779,09	33.554,54	38.695,30	
15	29.230,02	34.736,77	34.689,71	39.652,98	
16	29.230,02	34.736,77	34.689,71	39.652,98	
17	30.187,70	35.694,45	35.824,88	40.610,66	
18	30.438,08	35.944,83	36.075,26	40.861,04	
19	31.395,76	36.902,51	37.210,43	41.818,72	
20	31.395,76	36.902,51	37.210,43	41.818,72	
21	32.353,44	37.860,19	38.345,60	42.776,40	
22	32.353,44	37.860,19	38.345,60	42.776,40	
23	33.311,12	38.817,87	39.480,77	43.734,08	
24	33.561,50	39.068,25	39.731,15	43.984,46	
25	33.561,50	39.068,25	39.731,15	43.984,46	
26	33.561,50	39.068,25	39.731,15	43.984,46	
27	33.561,50	39.068,25	39.731,15	43.984,46	
28	33.561,50	39.068,25	39.731,15	43.984,46	
29	33.561,50	39.068,25	39.731,15	43.984,46	
30	33.811,88	39.318,63	39.981,53	44.234,84	

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 15. Februar 2007 zur Abänderung verschiedener Bestimmungen bezüglich des Wallonischen öffentlichen Dienstes und zur Einführung eines besonderen Bewertungszyklus eingefügt zu werden.

Namur, den 15. Februar 2007

Der Minister-Präsident,

E. DI RUPO

Der Minister der inneren Angelegenheiten und des öffentlichen Dienstes,

Ph. COURARD

Anlage XIII. – Gehaltstabellen auf jährlicher Basis

Anlage C

STUFEN	STUFE 3		
	D3	D2	D1
Zeitlich gestufte Erhöhungen	3/1 x 140,09 5/2 x 194,67 6/2 x 266,78 2/2 x 419,35	3/1 x 140,09 5/2 x 194,67 6/2 x 266,78 2/2 x 419,35	3/1 x 140,09 5/2 x 194,67 6/2 x 266,78 2/2 x 419,35
Sechsjahreserhöhungen	5/6 x 250,38	5/6 x 250,38	5/6 x 250,38
0	12.768,75	15.444,96	18.749,62
1	12.908,84	15.585,05	18.889,71
2	13.048,93	15.725,14	19.029,80
3	13.189,02	15.865,23	19.169,89
4	13.189,02	15.865,23	19.169,89
5	13.383,69	16.059,90	19.364,56
6	13.634,07	16.310,28	19.614,94
7	13.828,74	16.504,95	19.809,61
8	13.828,74	16.504,95	19.809,61
9	14.023,41	16.699,62	20.004,28
10	14.023,41	16.699,62	20.004,28
11	14.218,08	16.894,29	20.198,95
12	14.468,46	17.144,67	20.449,33
13	14.663,13	17.339,34	20.644,00
14	14.663,13	17.339,34	20.644,00
15	14.929,91	17.606,12	20.910,78
16	14.929,91	17.606,12	20.910,78
17	15.196,69	17.872,90	21.177,56
18	15.447,07	18.123,28	21.427,94
19	15.713,85	18.390,06	21.694,72
20	15.713,85	18.390,06	21.694,72
21	15.980,63	18.656,84	21.961,50
22	15.980,63	18.656,84	21.961,50
23	16.247,41	18.923,62	22.228,28
24	16.497,79	19.174,00	22.478,66
25	16.764,57	19.440,78	22.745,44
26	16.764,57	19.440,78	22.745,44
27	17.183,92	19.860,13	23.164,79
28	17.183,92	19.860,13	23.164,79
29	17.603,27	20.279,48	23.584,14
30	17.853,65	20.529,86	23.834,52

STUFEN	STUFE 4		
	E3	E2	E1
Zeitlich gestufte Erhöhungen	3/1 x 112,97 10/2 x 58,17 2/2 x 124,89	3/1 x 112,97 10/2 x 58,17 2/2 x 124,89	3/1 x 112,97 10/2 x 58,17 2/2 x 124,89
Sechsjahreserhöhungen	5/6 x 250,38	5/6 x 250,38	5/6 x 250,38
0	12.359,09	13.257,38	15.053,95
1	12.472,06	13.370,35	15.166,92
2	12.585,03	13.483,32	15.279,89
3	12.698,00	13.596,29	15.392,86
4	12.698,00	13.596,29	15.392,86
5	12.756,17	13.654,46	15.451,03
6	13.006,55	13.904,84	15.701,41
7	13.064,72	13.963,01	15.759,58
8	13.064,72	13.963,01	15.759,58
9	13.122,89	14.021,18	15.817,75
10	13.122,89	14.021,18	15.817,75
11	13.181,06	14.079,35	15.875,92
12	13.431,44	14.329,73	16.126,30
13	13.489,61	14.387,90	16.184,47
14	13.489,61	14.387,90	16.184,47
15	13.547,78	14.446,07	16.242,64
16	13.547,78	14.446,07	16.242,64
17	13.605,95	14.504,24	16.300,81
18	13.856,33	14.754,62	16.551,19
19	13.914,50	14.812,79	16.609,36
20	13.914,50	14.812,79	16.609,36
21	13.972,67	14.870,96	16.667,53
22	13.972,67	14.870,96	16.667,53
23	14.030,84	14.929,13	16.725,70
24	14.281,22	15.179,51	16.976,08
25	14.406,11	15.304,40	17.100,97
26	14.406,11	15.304,40	17.100,97
27	14.531,00	15.429,29	17.225,86
28	14.531,00	15.429,29	17.225,86
29	14.531,00	15.429,29	17.225,86
30	14.781,38	15.679,67	17.476,24

STUFE 2+				
DIENSTRANG	B3	B2	B1	
Zeitlich gestufte Erhöhungen	3/1 x 252,18	3/1 x 252,18	3/1 x 252,18	
	1/2 x 292,59	1/2 x 292,59	1/2 x 292,59	
	1/2 x 390,03	1/2 x 390,03	1/2 x 390,03	
	2/2 x 672,31	2/2 x 672,31	2/2 x 672,31	
	9/2 x 588,30	9/2 x 588,30	9/2 x 588,30	
	5/6 x 250,38	5/6 x 250,38	5/6 x 250,38	
	0	15.849,72	19.345,74	24.986,67
	1	16.101,90	19.597,92	25.238,85
	2	16.354,08	19.850,10	25.491,03
3	16.606,26	20.102,28	25.743,21	
4	16.006,26	20.102,28	25.743,21	
5	16.898,85	20.394,87	26.035,80	
6	17.149,23	20.645,25	26.286,18	
7	17.539,26	21.035,28	26.676,21	
8	17.539,26	21.035,28	26.676,21	
9	18.211,57	21.707,59	27.348,52	
10	18.211,57	21.707,59	27.348,52	
11	18.883,88	22.379,90	28.020,83	
12	19.134,26	22.630,28	28.271,21	
13	19.722,56	23.218,58	28.859,51	
14	19.722,56	23.218,58	28.859,51	
15	20.310,86	23.806,88	29.447,81	
16	20.310,86	23.806,88	29.447,81	
17	20.899,16	24.395,18	30.036,11	
18	21.149,54	24.645,56	30.286,49	
19	21.737,84	25.233,86	30.874,79	
20	21.737,84	25.233,86	30.874,79	
21	22.326,14	25.822,16	31.463,09	
22	22.326,14	25.822,16	31.463,09	
23	22.914,44	26.410,46	32.051,39	
24	23.164,82	26.660,84	32.301,77	
25	23.753,12	27.249,14	32.890,07	
26	23.753,12	27.249,14	32.890,07	
27	24.341,42	27.837,44	33.478,37	
28	24.341,42	27.837,44	33.478,37	
29	24.929,72	28.425,74	34.066,67	
30	25.180,10	28.676,12	34.317,05	

STUFE 2				
STUFEN	C3	C2	C1	
Zeitlich gestufte Erhöhungen	3/1 x 267,31	3/1 x 267,31	3/1 x 267,31	
	1/2 x 267,31	1/2 x 267,31	1/2 x 267,31	
	1/2 x 356,34	1/2 x 356,34	1/2 x 356,34	
	2/2 x 712,64	2/2 x 712,64	2/2 x 712,64	
	9/2 x 623,60	9/2 x 623,60	9/2 x 623,60	
	5/6 x 250,38	5/6 x 250,38	5/6 x 250,38	
	0	13.668,39	16.880,14	21.801,44
	1	13.935,70	17.147,45	22.068,75
	2	14.203,01	17.414,76	22.336,06
3	14.470,32	17.682,07	22.603,37	
4	14.470,32	17.682,07	22.603,37	
5	14.737,63	17.949,38	22.870,68	
6	14.988,01	18.199,76	23.121,06	
7	15.344,35	18.556,10	23.477,40	
8	15.344,35	18.556,10	23.477,40	
9	16.056,99	19.268,74	24.190,04	
10	16.056,99	19.268,74	24.190,04	
11	16.769,63	19.981,38	24.902,68	
12	17.020,01	20.231,76	25.153,06	
13	17.643,61	20.855,36	25.776,66	
14	17.643,61	20.855,36	25.776,66	
15	18.267,21	21.478,96	26.400,26	
16	18.267,21	21.478,96	26.400,26	
17	18.890,81	22.102,56	27.023,86	
18	19.141,19	22.352,94	27.274,24	
19	19.764,79	22.976,54	27.897,84	
20	19.764,79	22.976,54	27.897,84	
21	20.388,39	23.600,14	28.521,44	
22	20.388,39	23.600,14	28.521,44	
23	21.011,99	24.223,74	29.145,04	
24	21.262,37	24.474,12	29.395,42	
25	21.885,97	25.097,72	30.019,02	
26	21.885,97	25.097,72	30.019,02	
27	22.509,57	25.721,32	30.642,62	
28	22.509,57	25.721,32	30.642,62	
29	23.133,17	26.344,92	31.266,22	
30	23.383,55	26.595,30	31.516,60	

NIVEAU 1					
DIENSTRANG	A3	Abis	A2	A1	
Zeitlich gestufte Erhöhungen	3/1 x 623,60 10/2 x 1260,36	3/1 x 623,60 10/2 x 1608,27	3/1 x 623,60 10/2 x 1608,27	3/1 x 623,60 10/2 x 1608,27	3/1 x 623,60 10/2 x 1608,27
Sechsjahreserhöhungen	5/6 x 250,38	5/6 x 250,38	5/6 x 250,38	5/6 x 250,38	5/6 x 250,38
0	40.790,86	46.166,58	46.910,59	52.486,11	
1	41.414,46	46.790,18	47.534,19	53.109,71	
2	42.038,06	47.413,78	48.157,79	53.733,31	
3	42.661,66	48.037,38	48.781,39	54.356,91	
4	42.661,66	48.037,38	48.781,39	54.356,91	
5	43.922,02	49.645,65	50.389,66	55.965,18	
6	44.172,40	49.896,03	50.640,04	56.215,56	
7	45.432,76	51.504,30	52.248,31	57.823,83	
8	45.432,76	51.504,30	52.248,31	57.823,83	
9	46.693,12	53.112,57	53.856,58	59.432,10	
10	46.693,12	53.112,57	53.856,58	59.432,10	
11	47.953,48	54.720,84	55.464,85	61.040,37	
12	48.203,86	54.971,22	55.715,23	61.290,75	
13	49.464,22	56.579,49	57.323,50	62.899,02	
14	49.464,22	56.579,49	57.323,50	62.899,02	
15	50.724,58	58.187,76	58.931,77	64.507,29	
16	50.724,58	58.187,76	58.931,77	64.507,29	
17	51.984,94	59.796,03	60.540,04	66.115,56	
18	52.235,32	60.046,41	60.790,42	66.365,94	
19	53.495,68	61.654,68	62.398,69	67.974,21	
20	53.495,68	61.654,68	62.398,69	67.974,21	
21	54.756,04	63.262,95	64.006,96	69.582,48	
22	54.756,04	63.262,95	64.006,96	69.582,48	
23	56.016,40	64.871,22	65.615,23	71.190,75	
24	56.266,78	65.121,60	65.865,61	71.441,13	
25	56.266,78	65.121,60	65.865,61	71.441,13	
26	56.266,78	65.121,60	65.865,61	71.441,13	
27	56.266,78	65.121,60	65.865,61	71.441,13	
28	56.266,78	65.121,60	65.865,61	71.441,13	
29	56.266,78	65.121,60	65.865,61	71.441,13	
30	56.517,16	65.371,98	66.115,99	71.691,51	

NIVEAU 1			
DIENSTRANG	A4	A4S	
Zeitlich gestufte Erhöhungen	3/1 x 623,60 10/2 x 1260,36	3/1 x 623,60 10/2 x 1260,36	3/1 x 623,60 10/2 x 1260,36
Sechsjahreserhöhungen	5/6 x 250,38	5/6 x 250,38	5/6 x 250,38
0	33.478,24	33.762,53	
1	34.101,84	36.386,13	
2	34.725,44	37.009,73	
3	35.349,04	37.633,33	
4	35.349,04	37.633,33	
5	36.609,40	38.893,69	
6	36.859,78	39.144,07	
7	38.120,14	40.404,43	
8	38.120,14	40.404,43	
9	39.380,50	41.664,79	
10	39.380,50	41.664,79	
11	40.640,86	42.925,15	
12	40.891,24	43.175,53	
13	42.151,60	44.435,89	
14	42.151,60	44.435,89	
15	43.411,96	45.696,25	
16	43.411,96	45.696,25	
17	44.672,32	46.956,61	
18	44.922,70	47.206,99	
19	46.183,06	48.467,35	
20	46.183,06	48.467,35	
21	47.443,42	49.727,71	
22	47.443,42	49.727,71	
23	48.703,78	50.988,07	
24	48.954,16	51.238,45	
25	48.954,16	51.238,45	
26	48.954,16	51.238,45	
27	48.954,16	51.238,45	
28	48.954,16	51.238,45	
29	48.954,16	51.238,45	
30	49.204,54	51.488,83	

STUFE 1					
DIENSTRANG	A6	A6S	A5	A5S	
Zeitlich gestufte Erhöhungen	3/1 x 623,60 10/2 x 957,68	3/1 x 623,60 10/2 x 957,68	3/1 x 623,60 10/2 x 1135,17	3/1 x 623,60 10/2 x 957,68	3/1 x 623,60 10/2 x 957,68
Sechsjahreserhöhungen	5/6 x 250,38	5/6 x 250,38	5/6 x 250,38	5/6 x 250,38	5/6 x 250,38
0	21.112,38	26.619,13	25.507,13	31.535,34	
1	21.735,98	27.242,73	26.130,73	32.158,94	
2	22.359,58	27.866,33	26.754,33	32.782,54	
3	22.983,18	28.489,93	27.377,93	33.406,14	
4	22.983,18	28.489,93	27.377,93	33.406,14	
5	23.940,86	29.447,61	28.513,10	34.363,82	
6	24.191,24	29.697,99	28.763,48	34.614,20	
7	25.148,92	30.655,67	29.898,65	35.571,88	
8	25.148,92	30.655,67	29.898,65	35.571,88	
9	26.106,60	31.613,35	31.033,82	36.529,56	
10	26.106,60	31.613,35	31.033,82	36.529,56	
11	27.064,28	32.571,03	32.168,99	37.487,24	
12	27.314,66	32.821,41	32.419,37	37.737,62	
13	28.272,34	33.779,09	33.554,54	38.695,30	
14	28.272,34	33.779,09	33.554,54	38.695,30	
15	29.230,02	34.736,77	34.689,71	39.652,98	
16	29.230,02	34.736,77	34.689,71	39.652,98	
17	30.187,70	35.694,45	35.824,88	40.610,66	
18	30.438,08	35.944,83	36.075,26	40.861,04	
19	31.395,76	36.902,51	37.210,43	41.818,72	
20	31.395,76	36.902,51	37.210,43	41.818,72	
21	32.353,44	37.860,19	38.345,60	42.776,40	
22	32.353,44	37.860,19	38.345,60	42.776,40	
23	33.311,12	38.817,87	39.480,77	43.734,08	
24	33.561,50	39.068,25	39.731,15	43.984,46	
25	33.561,50	39.068,25	39.731,15	43.984,46	
26	33.561,50	39.068,25	39.731,15	43.984,46	
27	33.561,50	39.068,25	39.731,15	43.984,46	
28	33.561,50	39.068,25	39.731,15	43.984,46	
29	33.561,50	39.068,25	39.731,15	43.984,46	
30	33.811,88	39.318,63	39.981,53	44.234,84	

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 15. Februar 2007 zur Abänderung verschiedener Bestimmungen bezüglich des Wallonischen öffentlichen Dienstes und zur Einführung eines besonderen Bewertungszyklus eingefügt zu werden.

Namur, den 15. Februar 2007

Der Minister-Präsident,

E. DI RUPO

Der Minister der inneren Angelegenheiten und des öffentlichen Dienstes,

Ph. COURARD

Anlage D – Muster der Funktions- und der Aufgabenbeschreibung

FUNKTIONSBESCHREIBUNG - GEMEINSAMES KONZEPT**Merkblatt betreffend die Stelle**

BITTE IN BLOCKSCHRIFT AUSFÜLLEN

Nr. der Stelle:
Abteilung:
Direktion:
Zelle / Dienststelle:

Inhaber der Stelle:
ULIS-KENNNR.:

A. Beschreibung der Stelle:

Stufe : 1 2+ 2 3 4

Beschreibung der Stelle: (Aufgaben / Verantwortlichkeiten):

Entsprechende Tätigkeiten:

B. Profil der Stelle:

Berufe, die dem Profil der Stelle entsprechen:

Anforderungen der Stelle: (über die Verpflichtungen hinaus, die in Art. 2 und 3 des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes und in der Charta für eine gute Verwaltungspraxis angegeben sind)

Kenntnisse:

Praktische Kompetenzen / Fähigkeiten:

➤ Verhalten / Haltung:

Gegenüber der Arbeit:

Gegenüber dem Zielpublikum:

Gegenüber den Arbeitskollegen:

Der Inhaber:
Bedienstete:

Der verantwortliche

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 15. Februar 2007 zur Abänderung verschiedener Bestimmungen bezüglich des Wallonischen öffentlichen Dienstes und zur Einführung eines besonderen Bewertungszyklus eingefügt zu werden.

Namur, den 15. Februar 2007

Der Minister-Präsident,
E. DI RUPO

Der Minister der inneren Angelegenheiten und des öffentlichen Dienstes,
Ph. COURARD

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAAELSE GEWEST

N. 2007 — 1560

[C — 2007/27041]

15 FEBRUARI 2007. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van diverse bepalingen betreffende de Waalse overheidsdiensten en tot invoering van een bijzondere evaluatiecyclus

De Waalse Regering,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 87, § 3, vervangen bij de bijzondere wet van 8 augustus 1988;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode, gewijzigd bij de besluiten van de Waalse Regering van 8 januari 2004, 1 april 2004, 27 mei 2004, 15 april 2005, 19 mei 2005 en 7 juli 2005;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 betreffende de voorwaarden van indienstneming en de administratieve en geldelijke toestand van de contractuele personeelsleden, inzonderheid op artikel 8;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 10 juli 2006;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 13 juli 2006;

Gelet op de instemming van de Minister van Ambtenarenzaken, gegeven op 9 februari 2007;

Gelet op protocol nr. 471 van Sectorcomité nr. XVI, opgesteld op 24 november 2006;

Gelet op protocol nr. 477 van Sectorcomité nr. XVI, opgesteld op 5 februari 2007;

Gelet op advies nr. 42.005/2 van de Raad van State, gegeven op 19 januari 2007 overeenkomstig artikel 84, § 1, lid 1, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Gelet op het decreet van 22 januari 1998 betreffende het statuut van het personeel van sommige instellingen van openbaar nut die onder het Waalse Gewest ressorteren, inzonderheid op artikel 2;

Op de voordracht van de Minister van Ambtenarenzaken;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. In artikel 19 van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode worden volgende wijzigingen aangebracht :

1° in 4° wordt het woord « medische » vervangen door het woord « lichamelijke »;

2° in 6° worden, in de Franse versie, de woorden « lors de » vervangen door het woord « par »;

3° in 7° worden de woorden « de afgevaardigd bestuurder van Selor » vervangen door de woorden « Selor ».

Art. 2. Artikel 23, lid 1, van hetzelfde besluit worden vervangen door volgend lid :

« De Secretaris-generaal benoemt de overeenkomstig de artikelen 116 tot en met 119 aangewezen geslaagde in de hoedanigheid van stagiair. ».

Art. 3. In artikel 29 van hetzelfde besluit worden volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1 worden leden 1 en 2 vervangen door volgende leden :

« De stagecommissie bestaat uit de secretarissen-generaal van de ministeries en de directeur-generaal waaronder de stagiair ressorteert of hun gemachtigde van minstens rang A3.

De commissie wordt voorgezeten door de secretaris-generaal van het ministerie van het Waalse Gewest of diens gemachtigde. »;

2° in § 2 wordt lid 1 vervangen door volgend lid :

« Zodra uit één van de twee verslagen blijkt dat de stagiair niet aan de stage voldoet, kan dat door de vormingsdirecteur aanhangig gemaakt worden bij de commissie. Als uit beide verslagen of uit het verslag betreffende de verlenging van de stage blijkt dat de stagiair niet aan de stage voldoet, wordt dat door de vormingsdirecteur aanhangig gemaakt bij de commissie. ».

Art. 4. In boek I, titel III, hoofdstuk III, van hetzelfde besluit worden volgende wijzigingen aangebracht :

1° het opschrift van het hoofdstuk wordt vervangen door volgend opschrift :

« Hoofdstuk III. - Lichamelijke geschiktheid »;

2° de opdeling van het hoofdstuk in afdelingen wordt geschrapt;

3° de artikelen 32 en 33 worden vervangen door volgende bepalingen :

« Art. 32 .De geslaagde die aangewezen wordt door de Directie Aanwerving van het ministerie van het Waalse Gewest wordt onderworpen aan een aan de stage voorafgaande gezondheidsbeoordeling uitgevoerd overeenkomstig de artikelen 26 tot en met 29 van het koninklijk besluit van 28 mei 2003 betreffende het gezondheidstoezicht op de werknemers.

Indien de geslaagde na afloop van de voorafgaande gezondheidsbeoordeling ongeschikt wordt verklaard voor een door de preventieadviseur-arbeidsgeneesheer bepaalde periode, wordt hij niet tot de stage toegelaten en de Directie Aanwerving wijst hem voor die periode af.

Indien de geslaagde na afloop van de voorafgaande gezondheidsbeoordeling definitief ongeschikt wordt verklaard door de preventieadviseur-arbeidsgeneesheer, wordt hij niet tot de stage toegelaten en de Directie Aanwerving sluit hem uit de reserve uit.

Art. 33. Indien de geslaagde nalaat om gevolg te geven aan twee opeenvolgende oproepingen van de preventieadviseur-arbeidsgeneesheer, waarbij de tweede oproeping bij ter post aangetekend schrijven is geschied, licht laatstgenoemde onverwijld de Directie Aanwerving in, die de geslaagde uit de reserve uitsluit, behoudens een toelaatbaar geachte reden. »;

4° de artikelen 34 tot en met 44 worden opgeheven.

Art. 5. Artikel 48, § 1, van hetzelfde besluit worden vervangen door volgende bepaling :

« Art. 48. § 1. De bevordering bij verhoging in graad is de benoeming in de onmiddellijk hogere graad van hetzelfde niveau als het niveau waartoe de ambtenaar behoort.

In afwijking van lid 1 kan evenwel :

1° een ambtenaar van niveau 1 door verhoging in graad bevorderd worden tot een graad van rang A4 of van rang A3 die niet aan een mandaat verbonden is;

2° een gegradueerde voor een staffunctie in de rang B1 door verhoging in graad bevorderd worden tot de graad van eerste gegradueerde;

3° een assistent voor een staffunctie in de rang C1 door verhoging in graad bevorderd worden tot de graad van eerste assistent. ».

Art. 6. In artikel 51*bis* van hetzelfde besluit worden volgende wijzigingen aangebracht :

1° in de eerste zin wordt het cijfer « 7 » vervangen door het cijfer « 8 »;

2° in lid 2 wordt het woord « van » vervangen door het woord « op » en het woord « tot » door de woorden « en op »;

3° lid 3 wordt aangevuld met volgende volzin : « De procedure voor de oproep tot de kandidaten mag niet opgestart worden tussen 15 juli en 31 augustus. »;

4° het volgend lid wordt ingevoegd tussen leden 3 en 4 : « De oproep tot de kandidaten omvat het functieprofiel, de selectiecriteria en de rangschikking. ».

Art. 7. Artikel 54 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van 15 april 2005, wordt vervangen door volgende bepaling :

« Art. 54. Het directiecomité, uitgebreid met de ambtenaar-generaal van rang A3 onder wie de in te vullen betrekking ressorteert, stelt, meer bepaald op grond van het competentieprofiel en de visie op de uitoefening van de opdracht verbonden aan de in te vullen betrekking van de kandidaten, een voorlopig voorstel van rangschikking op van de kandidaten die hij geschikt acht voor :

1° de mutatie binnen dezelfde personeelsformatie;

2° de bevordering door verhoging in graad binnen dezelfde personeelsformatie;

3° de mutatie vanuit een andere personeelsformatie;

4° de bevordering door verhoging in graad vanuit een andere personeelsformatie.

Het Directiecomité maakt slechts een voorstel op één van de wijzen bedoeld in lid 1, 2°, 3° en 4°, op bij uitblijven van kandidaturen voor de toewijzing van de betrekking op de vorige wijze of als de Regering beslist heeft de betrekking aan geen enkele kandidaat toe te wijzen.

Het voorlopige voorstel tot rangschikking of niet-rangschikking wordt gemotiveerd en aan de kandidaten medegedeeld.

Elke kandidaat mag binnen de vijftien dagen na mededeling zijn opmerkingen overmaken of een bezwaar indienen bij de voorzitter van het directiecomité. Het directiecomité spreekt zich over het bezwaar uit binnen één maand na ontvangst ervan, na de bezwaarindieners te hebben gehoord als laatstgenoemde dat verklaard heeft, dat te willen. De bezwaarindieners kan zich laten bijstaan door de persoon van zijn keuze.

De gemotiveerde beslissing van het directiecomité over de opmerkingen of het bezwaar wordt medegedeeld aan wie zijn opmerkingen heeft geuit of aan wie een bezwaar heeft ingediend.

Bij wijziging van het voorlopige voorstel wordt het definitieve gemotiveerde voorstel aan alle kandidaten medegedeeld. ».

Art. 8. « In artikel 55 van hetzelfde besluit wordt er een lid 2, luidend als volgt, toegevoegd :

Voor de staffuncties in de rangen B1 en C1 en in afwijking van lid 1, 2° en 4°, kunnen eveneens bevorderd worden door verhoging in graad :

1° in de graad van eerste gegradueerde, de gegradueerde;

2° in de graad van eerste assistent, de assistent. ».

Art. 9. In artikel 56 van hetzelfde besluit worden volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1 worden de woorden « Behalve voor de kaderfuncties in de rang A5 » vervangen door de woorden « Voor de andere betrekkingen dan de staffuncties »;

2° in § 2 worden volgende wijzigingen aangebracht :

a) de woorden « Voor de kaderfuncties in de rang A5 » vervangen door de woorden « Voor de staffuncties »;

b) 3° wordt aangevuld met volgende volzin : « geslaagd zijn voor minstens één proef voor de validering van de vaardigheden voor het betrokken beroep in het betrokken niveau. »;

c) 4° wordt aangevuld met volgende volzin : « zes jaar niveau-anciënniteit tellen; »;

d) er wordt een 5° toegevoegd, luidend als volgt : « geslaagd zijn voor een voor het betrokken niveau ingericht examen met betrekking tot de bekwaamheid in het leiding geven en in de vier jaar voor de vacantverklaring van de betrekking in dat niveau tewerkgesteld zijn; ».

e) er wordt een 6° toegevoegd, luidend als volgt : « een selectietest ondergaan om na te gaan of het profiel van de geslaagde in overeenstemming is met de in te vullen betrekking. ».

Art. 10. Artikel 58 van hetzelfde besluit wordt vervangen door volgende bepaling :

« Art. 58. De staffuncties worden toegewezen overeenkomstig de regels bepaald in artikel 54 onder voorbehoud van volgende leden.

Het Directiecomité, in voorkomend geval uitgebreid met de ambtenaar van rang A4 onder wie de in te vullen betrekking ressorteert wijst de staffuncties in de rang A5 toe en het strategisch comité uitgebreid met de ambtenaar van rang A4 en met de ambtenaar of de ambtenaren van niveau 1 onder wie de in te vullen betrekking ressorteert, de staffuncties in de rangen B1 en C1 toe.

De betrekking wordt toegewezen op grond van de test bedoeld in artikel 56, § 2, 6°, en, daarnaast, bij bevordering, op grond van de rangschikking bepaald door het examen bedoeld in artikel 56, § 2, 5°. In voorkomend geval wordt de oudste reserve bij voorrang aangesproken.

Bij ex aequo wordt de ambtenaar met de hoogste anciënniteit in de hoogste rang onder de bekwaam verklaarde geslaagden door verhoging in graad bevorderd tot de staffunctie. ».

Art. 11. In artikel 59, lid 1, 1°, wordt het woord « positieve » vervangen door het woord « gunstige ».

Art. 12. In artikel 63 van hetzelfde besluit worden de woorden « sinds minstens twee maanden » ingevoegd tussen de woorden « de titularis » en de woorden « afwezig is ».

Art. 13. In artikel 64 van hetzelfde besluit worden de woorden « A3 en » ingevoegd tussen de woorden « rang » en « A4 ».

Art. 14. In artikel 65, § 1, 4°, van hetzelfde besluit worden de woorden « A3 » ingevoegd tussen de woorden « rang » en « A4 ».

Art. 15. In artikel 70 van hetzelfde besluit worden volgende wijzigingen aangebracht :

1° de woorden « of A3 » worden geschrapt;

2° de woorden « artikel 345, § 3 » worden vervangen door de woorden « artikel 350, § 1 ».

Art. 16. In artikel 78*bis* van hetzelfde besluit worden volgende wijzigingen aangebracht :

1° lid 1 wordt vervangen door volgend lid : « De mutatie van ambtswege in het belang van de dienst is de overgang van een betrekking van een pool naar een betrekking van hetzelfde niveau en hetzelfde beroep in een andere pool. »;

2° volgende leden worden ingevoegd tussen lid 1 en lid 2 :

« Voor de staffuncties, de betrekkingen van directeur en inspecteur-generaal is de mutatie van ambtswege in het belang van de dienst de overgang van een staffunctie, een betrekking van directeur of inspecteur-generaal naar een andere staffunctie, een andere betrekking van directeur of inspecteur-generaal.

De mutatie van ambtswege in het belang van de dienst vindt binnen eenzelfde personeelsformatie of binnen een verschillende personeelsformatie plaats. ».

Art. 17. Artikel 83 van hetzelfde besluit wordt vervangen door volgende bepaling :

« Art. 83. De vergelijkende wervingsexamens en de overgangsexamens worden aangepast aan de dwingende omstandigheden in verband met de handicaps van de ingeschreven kandidaten.

De betrekkingen voorbehouden voor de gehandicapte personen worden bij voorrang toegewezen aan de personen die aan minstens één van de voorwaarden bepaald in artikel 82, 1° tot en met 6°, voldoen, in de volgorde van hun rangschikking. ».

Art. 18. In artikel 85 van hetzelfde besluit wordt het woord « arbeidsgeneesheer » vervangen door de woorden « preventieadviseur-geneesheer ».

Art. 19. In artikel 88, § 2, van hetzelfde besluit worden volgende wijzigingen aangebracht :

1° de eerste volzin wordt opgeheven;

2° in de tweede volzin worden de woorden « Hun bevoegdheden strekken zich over de ministeries en de instellingen uit via de uitoefening van volgende exclusieve opdrachten » vervangen door de woorden « Er bestaat in het ministerie van het Waalse Gewest een Directie Vorming die uitsluitend bevoegd is ten opzichte van alle ministeries en instellingen voor de uitoefening van volgende opdrachten : ».

Art. 20. In boek I, titel V, van hetzelfde besluit worden volgende wijzigingen aangebracht :

de woorden « Hoofdstuk II – De vormingsdirecteur » worden geschrapt;

2° in artikel 90 worden de woorden « de vormingsdirecteur » vervangen door de woorden « de Directie Vorming van het ministerie van het Waalse Gewest » en de woorden « Hij wordt » worden vervangen door de woorden « Zij wordt »;

2° de woorden « Hoofdstuk III – Vormingen » worden vervangen door de woorden « Hoofdstuk II – Vormingen ».

Art. 21. In artikel 91 van hetzelfde besluit worden de woorden « van het Ministerie van het Waalse Gewest » ingevoegd na de woorden « directie vorming ».

Art. 22. Er wordt een artikel 91*bis* in hetzelfde besluit ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 91*bis*. Onder loopbaanvorming wordt elke vorming verstaan voor het voldoen aan de evaluatiecriteria, alsmede de vormingen ter voorbereiding van de proeven voor het verkrijgen van het directie- en/of het managementsbrevet, de vormingen ter voorbereiding van de proeven voor de validering van de verworven vaardigheden en van de vergelijkende examens voor de overgang naar het hogere niveau. ».

Art. 23. Er wordt een artikel 91*ter* in hetzelfde besluit ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 91*ter*. § 1. De Minister neemt de inschrijvingskosten over voor de opleidingen bedoeld in dit hoofdstuk.

§ 2. De ambtenaren die gebruik maken van het openbaar vervoer om zich naar loopbaanvormingen te begeven, genieten een vergoeding berekend overeenkomstig de artikelen 523 tot en met 527.

De ambtenaren die gebruik maken van hun eigen voertuig om zich naar loopbaanvormingen te begeven, genieten de vergoeding bedoeld in artikel 535, lid 2.

De ambtenaren die zich op eigen initiatief naar andere vormingen begeven, genieten geen enkele vergoeding wegens reiskosten. ».

Art. 24. In artikel 92 van hetzelfde besluit worden de woorden « van het ministerie van het Waalse Gewest » ingevoegd na de woorden « directie vorming ».

Art. 25. Artikel 93 van hetzelfde besluit wordt vervangen door volgende bepaling :

« Art. 93. De secretaris-generaal keurt de vorming op initiatief van de dienst goed die niet georganiseerd wordt door de Directie Vorming van het Ministerie van het Waalse Gewest, na advies van laatstgenoemde. ».

Art. 26. Artikel 95 van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

Art. 27. In boek I, titel V, hoofdstuk III worden volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het opschrift van afdeling III wordt het woorddeel « loopbaan » geschrapt;

2° in artikel 96, § 1, worden de woorden « op eigen initiatief » ingevoegd tussen het woord « om » en de woorden « een vorming »;

3° artikel 96, § 2, wordt opgeheven;

2° in artikel 97 worden de woorden « goedgekeurd door een Ministerie of een instelling » ingevoegd tussen het woord « vorming » en het woord « volgt ».

Art. 28. Artikel 98 van hetzelfde besluit wordt vervangen door volgende bepaling :

« Art. 98. De vormingen bedoeld in bijlage XI zijn goedgekeurd. De secretaris-generaal keurt de andere vormingen op initiatief van de ambtenaar goed die niet georganiseerd worden door de Directie Vorming van het Ministerie van het Waalse Gewest, na advies van laatstgenoemde. ».

Art. 29. In artikel 100 van hetzelfde besluit worden volgende wijzigingen aangebracht :

1° in lid 3 worden de woorden « de vormingsdirecteur » vervangen door de woorden « de Directie Vorming van het Ministerie van het Waalse Gewest »;

2° lid 4 wordt opgeheven.

Art. 30. Artikel 103 van hetzelfde besluit wordt vervangen door volgende bepaling :

« Art. 103. Het totaal van de dienstvrijstellingen en verloven die de ambtenaar worden toegekend om vormingen te volgen, verplichte vormingen niet meegerekend, mag niet meer bedragen dan 120 uur per jaar voor daadwerkelijke diensten die volledige prestaties inhouden.

Ten opzichte van de ambtenaren die in een deeltijdse arbeidsregeling tewerkgesteld zijn, worden die honderdtwintig uur verhoudingsgewijs verminderd. ».

Art. 31. In artikel 104 van hetzelfde besluit wordt 6° opgeheven.

Art. 32. Artikel 105 van hetzelfde besluit wordt vervangen door volgende bepaling :

« Art. 105. In de maand waarin een vorming die niet door haar georganiseerd wordt, aanvangt of waarin de eerste taak van het afstandsonderwijs wordt opgestuurd, maakt de ambtenaar een inschrijvingsattest over aan de Directie Vorming.

In de maand waarin de vorming die niet door haar georganiseerd wordt, of het studieprogramma beëindigd wordt, maakt de ambtenaar een nauwgezetheidsbewijs aan de Directie Vorming over. ».

Art. 33. In artikel 106, § 2, lid 1, van hetzelfde besluit worden de woorden « de vormingsdirecteur » vervangen door de woorden « de Directie Vorming van het Ministerie van het Waalse Gewest ».

Art. 34. Artikel 107 van hetzelfde besluit wordt vervangen door volgende bepaling :

« Art. 107. De ambtenaar geeft schriftelijk kennis aan de Directie Vorming van het Ministerie van het Waalse Gewest dat hij de vorming opgeeft.

Bij afstandsonderwijs geeft de ambtenaar kennis aan de Directie Vorming van het Ministerie van het Waalse Gewest van elke onderbreking van meer dan twee maanden in het opsturen van de opgelegde taken, ongeacht of het om een onderbreking in één of meerdere keren gaat.

In beide gevallen maakt de ambtenaar het nauwgezetheidsbewijs aan de Directie Vorming van het Ministerie van het Waalse Gewest over.

De Directie Vorming van het Ministerie van het Waalse Gewest beëindigt het verlof op de datum van de kennisgevingen bedoeld in leden 1 en 2.

De opgave en het feit dat het versturen van de opgelegde taken definitief of tijdelijk onderbroken wordt, worden verantwoord op straffe van de sanctie bepaald in artikel 108. ».

Art. 35. In artikel 108, lid 2, van hetzelfde besluit worden de woorden « van de vormingsdirecteur » vervangen door de woorden « van de Directie Vorming van het Ministerie van het Waalse Gewest ».

Art. 36. Artikel 109 van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

Art. 37. Artikel 111 van hetzelfde besluit wordt vervangen door volgende bepaling :

« Art. 111. De programma's van de vergelijkende wervingsexamens worden opgesteld door de Regering op advies van Selor. De programma's van de vergelijkende examens voor overgang naar het hogere niveau worden opgesteld door de Regering. Die programma's dienen om na te gaan of de vorming en het profiel van de kandidaten beantwoorden aan de vereisten van de toe te wijzen betrekking. ».

Art. 38. Er wordt een artikel 112bis in hetzelfde besluit ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 112bis. Onverminderd artikel 511 genieten de voorzitter en de juryleden van een vergelijkend overgangsexamen of een bijkomende proef een toelage van 75 euro per halve dag, gekoppeld aan spilindex 138,01 op 1 januari 1990 en aan het indexcijfer gekoppeld overeenkomstig de regels van artikel 247. ».

Art. 39. In artikel 114, § 2, van hetzelfde besluit wordt, in de Franse tekst, het woord « multimédias » vervangen door het woord « multimédia ».

Art. 40. Artikel 115, § 1, 3°, van hetzelfde besluit worden vervangen door volgende bepaling :

« 3° in voorkomend geval, het maximaal aantal kandidaten die toegelaten worden op het einde van de eerste proef. Als meerdere kandidaten een gelijk puntenaantal hebben voor de toewijzing van de laatste plaats, wordt het maximaal aantal toegelaten kandidaten in hun voordeel verhoogd. ».

Art. 41. Artikel 116 van hetzelfde besluit wordt vervangen door volgende bepaling :

« Art.116. § 1. Er wordt door de afgevaardigd bestuurder van Selor proces-verbaal opgesteld na de basisproef/-proeven; hij stelt de lijst vast van de geslaagden die de reserve uitmaken.

Indien er een bijkomende proef georganiseerd wordt, behouden de geslaagden ervan hun aanvankelijke rangschikking in de reserve. Enkel de geslaagden van de bijkomende proef kunnen toegelaten worden tot de betrekkingen die er het voorwerp van uitmaken.

§ 2. Voor het proces-verbaal na de basisproef of -proeven afgesloten wordt, vergewist SELOR zich ervan dat de geslaagden voldoen aan de algemene toelaatbaarheidsvoorwaarde bedoeld bij artikel 19, 5°, en dat ze de vereiste studiediploma's of -getuigschriften bezitten en verklaart de geslaagden die aan die voorwaarden voldoen, toegelaten.

Het proces-verbaal van de bijkomende proef wordt afgesloten nadat is nagegaan of elke geslaagde de daarvoor vereiste diploma's en certificaten bezit.

§ 3. Vóór hun aanwijzing vergewist het Waalse Gewest zich ervan dat de geslaagden aan de algemene toelaatbaarheidsvoorwaarden voldoen bepaald bij artikel 19, 1° tot 4° en 6°.

Als een bijkomend onderzoek nodig blijkt bij het nagaan van de voorwaarden bepaald in artikel 19, 1° en 2°, wordt de geslaagde uit de reserve geschorst.

De geslaagde van wie na onderzoek vastgesteld is dat hij aan de voorwaarden voldoet en die voorbijgegaan is door een minder goed gerangschikte geslaagde, neemt bij zijn latere werving rang in op de datum van de werving van die minder goed gerangschikte geslaagde.

De geslaagde van wie na onderzoek vastgesteld is dat hij niet voldoet aan de voorwaarden, wordt uit de reserve geschorst zolang hij het bewijs niet voorgelegd heeft dat hij opgehouden heeft eraan te voldoen; hij wordt ervan uitgesloten als vaststaat dat hij er niet aan zal kunnen voldoen voor geen enkele betrekking waaraan de reserve toegang verleent.

De beslissing om een bijkomend onderzoek te verrichten en de beslissingen tot schorsing of uitsluiting uit de reserve worden door het Waalse Gewest getroffen en aan de geslaagde medegedeeld. ».

Art. 42. In artikel 117 van hetzelfde besluit worden volgende wijzigingen aangebracht :

1° lid 1 wordt vervangen door :

« De geslaagden die, na verstrijken van de termijn bepaald bij artikel 118 om in te gaan op aanbiedingen voor betrekkingen, voldoen aan alle toegangsvoorwaarden bedoeld in artikel 19, 6°, voor de in te vullen betrekking, worden in de volgorde van hun rangschikking tot de stage toegelaten. »;

2° er wordt een lid 3 ingevoegd, luidend als volgt :

« Indien vergelijkende examens op dezelfde datum worden afgesloten, worden de als eerste gerangschikte geslaagden van elk vergelijkend examen volgens hun leeftijd gerangschikt, te beginnen met de oudste en zo verder. ».

Art. 43. Artikel 118 van hetzelfde besluit wordt vervangen door volgende bepaling :

« Art. 118. § 1. De geslaagden mogen hun voorkeur voor één of meerdere welbepaalde betrekkingen kenbaar maken. Met hun wens wordt zoveel mogelijk en volgens hun rang in de rangschikking rekening gehouden.

De geslaagden die niet ingaan op een aanbod voor betrekkingen binnen de daarbij bepaalde termijn en de geslaagden die alle tegelijk aangeboden betrekkingen weigeren, verliezen het voordeel van hun rang in de rangschikking, tenzij ze binnen de termijn die hen toegestaan wordt om in te gaan op het aanbod voor een betrekking, het verzoek kenbaar maken om opnieuw geraadpleegd te worden.

De geslaagden die hun voorkeur kenbaar maken voor één of meerdere betrekkingen verbinden zich ertoe de hen toegewezen betrekking te aanvaarden. De secretaris-generaal van het ministerie van het Waalse Gewest deelt hun uitsluiting uit de reserve mee aan de geslaagden die na die aanvaarding weigeren om hun ambt op te nemen.

De geslaagden delen elke adresverandering mee aan de dienst toewijzingen van het Waalse Gewest. Elk aanbod wordt hen rechtsgeldig overgemaakt op het laatst opgegeven adres.

§ 2. De dienst toewijzingen heeft als opdrachten het beheer van de wervingsreserves met betrekking tot de vergelijkende examens georganiseerd door Selor voor de diensten van de Waalse Regering en de instellingen van openbaar nut van het Waalse Gewest en de aanwijzing van de geslaagden uit de wervingsreserves in vacant verklaarde betrekkingen voor de diensten van de Waalse Regering en de instellingen van openbaar nut die onder het Waalse Gewest ressorteren. ».

Art. 44. Artikel 119 van hetzelfde besluit wordt vervangen door volgende bepaling :

« Art. 119. Een wervingsreserve blijft geldig totdat de volgende reserve is samengesteld en ten minste vier jaar vanaf het proces-verbaal waarbij ze wordt samengesteld. ».

Art. 45. Artikel 120 van hetzelfde besluit wordt vervangen door volgende bepaling :

« Art. 120. In het niveau 1 wordt de overgang enkel georganiseerd voor het administratieve beroep.

In de niveaus 2+ en 2 wordt de overgang enkel georganiseerd voor de beroepen opgenomen in bijlage II, afdeling III.

In het niveau 3 wordt de overgang georganiseerd voor alle beroepen. ».

Art. 46. Artikel 121 van hetzelfde besluit wordt vervangen door volgende bepaling :

« Art. 121. De vergelijkende overgangsexamens worden minstens om de vier jaar gehouden. ».

Art. 47. Artikel 122, lid 1, van hetzelfde besluit wordt vervangen door volgend lid :

« De vergelijkende overgangsexamens waarmee overgangsreserves samengesteld worden, bevatten eliminerende basisproeven waarvan de inhoud opgenomen is in bijlage II, afdeling IV. Die basisproeven worden brevetten genoemd voor de vergelijkende examens voor overgang naar niveau 1. ».

Art. 48. In artikel 125 van hetzelfde besluit worden de woorden « de afgevaardigd bestuurder van Selor » vervangen door de woorden « de secretaris-generaal van het Ministerie van het Waalse Gewest ».

Art. 49. In artikel 139, lid 2, van hetzelfde besluit worden de woorden « artikel 20 van het Wetboek op de Inkomstenbelastingen » vervangen door de woorden « artikel 23 van het Wetboek op de Inkomstenbelastingen 1992 ».

Art. 50. Artikel 150 van hetzelfde besluit wordt vervangen door volgende bepaling :

« Art. 150. De Kamer van beroep brengt een gunstig advies of een beslissing tot vernietiging uit binnen één maand na aanhangmaking.

Het gemotiveerde advies wordt voor beslissing voorgelegd aan het Directiecomité en de gemotiveerde beslissing waarmee de toegewezen evaluatie van rechtswege vernietigd wordt, wordt overgemaakt aan de personen bedoeld in artikel 148, zodat een nieuwe evaluatie doorgevoerd kan worden na een periode van vier maanden vanaf de ontvangst ervan. Laatstgenoemden worden bijgestaan door een vertegenwoordiger van de afdeling personeel en een waarnemer die in voorkomend geval door de geëvalueerde persoon gekozen wordt uit de leden van een vakbeweging. Die tweede evaluatie kan niet door de kamer van beroep vernietigd worden.

De Secretaris-generaal deelt het personeelslid de toegewezen evaluatie mee. ».

Art. 51. In artikel 155 van hetzelfde besluit worden volgende wijzigingen aangebracht :

1° in de leden 1 en 4 wordt het woord « gemotiveerd » ingevoegd tussen het woord « een » en het woord « advies »;

2° volgende lid wordt ingevoegd tussen lid 2 en lid 3 :

« Het college maakt voor 1 mei een activiteitenverslag over het vorige jaar aan de Regering over. ».

Art. 52. Artikel 156 van hetzelfde besluit wordt vervangen door volgende bepaling :

« Art. 156. Het college kiest zijn voorzitter uit eigen kring voor een duur van ten minste zes maanden en hoogstens twee jaar. Het mandaat is verlengbaar. ».

Art. 53. In artikel 162 worden, in de Franse tekst, de woorden « ou secret médical » vervangen door de woorden « au secret médical ».

Art. 54. Artikel 184 van hetzelfde besluit wordt vervangen door volgende bepaling :

« Art. 184. Bij strafrechtelijke vervolging kan de tuchtprocedure voortgezet worden mits een gemotiveerde beslissing van de minister van Ambtenarenzaken.

De tuchtsanctie wordt door de Regering bevestigd, ingetrokken of aangepast binnen de zes maanden vanaf de dag waarop een rechterlijke beslissing in kracht van gewijsde is getreden. ».

Art. 55. In artikel 186 van hetzelfde besluit worden volgende wijzigingen aangebracht :

1° in 1° wordt volgende littera toegevoegd :

« e) elke evaluatie toegewezen aan een ambtenaar »;

2° in 2° worden de woorden « betreffende elke evaluatie toegewezen aan een ambtenaar » opgeheven;

3° er wordt een 3° toegevoegd, luidend als volgt :

« 3° onverminderd 1°, e), een beslissing uitbrengen tot vernietiging van elk beroep betreffende elke toegewezen evaluatie ».

Art. 56. In artikel 191, lid 2, wordt, in de Franse tekst, het woord « agréés » vervangen door het woord « agrées ».

Art. 57. Artikel 194 van hetzelfde besluit wordt vervangen door volgende bepaling :

« Art. 194. De griffier vraagt onmiddellijk het volledige dossier van de zaak op aan degene die de beslissing of het voorstel tot beslissing getroffen heeft, die het per kerende post aan de kamer overmaakt. De stukken en inlichtingen die bijkomend opgevraagd worden, worden eveneens per kerende post overgemaakt.

De voorzitter maakt één keer per jaar een overzicht over aan de secretaris-generaal van de termijnen waarin de dossiers en de bijkomende stukken en inlichtingen zijn overgemaakt. ».

Art. 58. Artikel 199, § 1, van hetzelfde besluit wordt vervangen door volgende bepaling :

« § 1. Het proces-verbaal van verhoor wordt aan de ambtenaar overgemaakt in de zeven dagen na verschijning, met het verzoek om het te ondertekenen en zijn eventuele opmerkingen mede te delen.

De ambtenaar verzendt het proces-verbaal, voorzien van zijn eventuele opmerkingen, binnen de vijftien dagen na overmaking. Bij ontstentenis wordt het proces-verbaal definitief. ».

Art. 59. In artikel 200, § 1, van hetzelfde besluit worden volgende wijzigingen aangebracht :

1° in lid 1 wordt het woord « zes » vervangen door het woord « vier »;

2° in lid 2 worden de woorden « de maand » vervangen door de woorden « de twee maanden »;

3° in lid 3 worden de woorden « de maand » vervangen door de woorden « de twee maanden ».

Art. 60. Artikel 220, § 1, van hetzelfde besluit wordt vervangen door volgende bepaling :

« § 1^{er}. Voor het berekenen van de niveau-anciënniteit vormen de werkelijke diensten die de ambtenaar als statutair en zonder vrijwillige onderbreking heeft verricht in de volgende instellingen toelaatbare diensten :

1° elke instelling van internationaal recht waarvan de federale Staat, een Gewest of een Gemeenschap lid is;

2° elke instelling, al dan niet opgericht als aparte rechtspersoon, die ressorteert onder de wetgevende, uitvoerende of gerechtelijke macht, van de federale Staat, een Gewest, een Gemeenschap of een Gemeenschapscommissie;

3° elke instelling die onder een provincie, een gemeente, een vereniging van gemeenten, een agglomeratie of een federatie van gemeenten ressorteert, en elke instelling die ressorteert onder een instelling die ondergeschikt is aan een provincie of een gemeente;

4° elke instelling van internationaal recht waarvan een andere Staat van de Europese Economische Ruimte lid is, of Zwitserland of een bestanddeel van één van die Staten die vergelijkbaar is met een Gewest of een Gemeenschap;

5° elke instelling van een andere Staat van de Europese Economische Ruimte of Zwitserland, vergelijkbaar met de instellingen bedoeld in 2° en 3°.

Voor de berekening van de niveau-anciënniteit vormen de daadwerkelijke diensten die de ambtenaar in vast dienstverband zonder vrijwillige onderbreking gepresteerd heeft bij elke onderwijsinstelling of –inrichting, vrij gesubventioneerde dienst voor school- of beroepsoriëntatie of psychologisch-medisch-sociaal centrum en bij elke vergelijkbare instelling of inrichting, dienst of centrum van een andere Staat van de Europese Economische Ruimte of Zwitserland, toelaatbare diensten.

Art. 61. Artikel 221 van hetzelfde besluit wordt vervangen door volgende bepaling :

« Art. 221. Voor de berekening van de rang-, niveau en dienstanciënniteit met een maximum van tien jaar vormen de diensten die gepresteerd zijn in statutair of dienstverband bij de overheid van een andere Staat dan die bedoeld in artikel 220, § 1, in de privé-sector en als zelfstandige, indien het diensten betreft die overeenkomen met een bij de werving vereiste beroepservaring, eveneens toelaatbare diensten. ».

Art. 62. Artikel 238 van hetzelfde besluit wordt vervangen door volgende bepaling :

« Art. 238. § 1. Voor de berekening van de geldelijke anciënniteit vormen de daadwerkelijke diensten die de ambtenaar in statutair dan wel contractueel dienstverband en zonder vrijwillige onderbreking uitgevoerd heeft bij volgende instellingen, eveneens toelaatbare diensten :

1° elke instelling van internationaal recht waarvan de federale Staat, een Gewest of een Gemeenschap lid zijn;

2° elke instelling, al dan niet opgericht als aparte rechtspersoon, die ressorteert onder de wetgevende, uitvoerende of gerechtelijke macht, van de federale Staat, een Gewest, een Gemeenschap of een Gemeenschapscommissie;

3° elke instelling die onder een provincie, een gemeente, een vereniging van gemeenten, een agglomeratie of een federatie van gemeenten ressorteert, en elke instelling die ressorteert onder een instelling die ondergeschikt is aan een provincie of een gemeente;

4° elke andere instelling van Belgisch recht die inspeelt op collectieve behoeften van algemeen of plaatselijk nut en waarvan de leiding vaststelbaar overwegend in handen is van de overheid;

5° elke instelling van internationaal recht waarvan een andere Staat van de Europese Economische Ruimte lid is, of Zwitserland of een onderdeel van één van die Staten dat vergelijkbaar is met een Gewest of een Gemeenschap;

6° elke instelling van een andere Staat van de Europese Economische Ruimte of Zwitserland, vergelijkbaar met de instellingen bedoeld in 2° en 4°;

7° elke onderwijsinstelling of –inrichting, vrij gesubventioneerde dienst voor school- of beroepsoriëntatie of psychologisch-medisch-sociaal centrum en elke vergelijkbare instelling of inrichting, dienst of centrum van een andere Staat van de Europese Economische Ruimte of Zwitserland.

§ 2. Voor de berekening van de geldelijke anciënniteit met een maximum van zes jaar vormen de diensten gepresteerd als werkloze tewerkgesteld bij de Belgische overheid en in een hoedanigheid die vergelijkbaar is met de hoedanigheid van werkloze tewerkgesteld in een andere Staat van de Europese Economische Ruimte of Zwitserland, eveneens toelaatbare diensten.

§ 3. Voor de berekening van de geldelijke anciënniteit met een maximum van zes jaar vormen de diensten gepresteerd in statutair of contractueel dienstverband bij de overheid van een andere Staat dan die bedoeld in § 1, in de privé-sector en als zelfstandige eveneens toelaatbare diensten. Die grens wordt op tien jaar gebracht indien het diensten betreft die overeenstemmen met een bij de werving vereiste beroepservaring. ».

Art. 63. In artikel 241, lid 2, wordt, in de Franse tekst, het woord « déterminé » vervangen door het woord « déterminée ».

Art. 64. Artikel 287 van hetzelfde besluit wordt vervangen door volgende bepaling : « Art. 287. Artikel 92 is van toepassing op de vormingen die deel uitmaken van het stageprogramma van de stagiair. ».

Art. 65. Artikel 306 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het regeringsbesluit van 15 april 2005, wordt vervangen door volgende bepaling :

« De dag van de akte of de gebeurtenis die het vertrekpunt uitmaakt van een termijn is daar niet in begrepen. De vervalddag wordt in de termijn meegerekend. Indien die dag evenwel een zaterdag, een zondag, een wettelijke feestdag, 27 september, 2 november, 15 november of 26 december is, wordt de vervalddag uitgesteld tot de eerstvolgende werkdag. Elke kennisgeving van het Waalse Gewest wordt bij ter post aangetekend schrijven gesteld. ».

Art. 66. Er wordt een artikel 309bis in hetzelfde besluit ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 309bis. Zolang de eerste proef voor de validering van de vaardigheden niet afgesloten is, wordt de voorwaarde bedoeld in artikel 56, § 1, 3°, vervangen door een voorwaarde van vier jaar ranganciënniteit.

Zolang de eerste proef voor de validering van de vaardigheden niet afgesloten is, is de voorwaarde bedoeld in artikel 56, § 2, 3°, niet vereist.

Voor de procedures die lopende zijn bij de inwerkingtreding van dit besluit, zijn de voorwaarden bedoeld in artikel 56, § 2, 5° en 6°, niet vereist.

Zolang de eerste vormingen voor het verwerven van de vaardigheden niet verstrekt zijn, wordt de voorwaarde bedoeld in artikel 56, § 3, lid 2, vervangen door een voorwaarde van vier jaar ranganciënniteit. ».

Art. 67. Artikel 313, § 1, van hetzelfde besluit wordt vervangen door volgende bepaling :

« § 1. Artikel 119 is van toepassing op de gewestelijke wervingsreserves samengesteld op grond van de bepalingen die van kracht waren voor dit besluit.

De Minister van Ambtenarenzaken stelt de lijst van die reserves op en bepaalt aan welk beroep of welke beroepen ze beantwoordt. Een reserve die meerdere beroepen verenigt, behoudt zijn rechtsgeldigheid ten overstaan van de beroepen waarvoor geen enkele nieuwe reserve is samengesteld; ze behoudt haar rechtsgeldigheid ten overstaan van alle beroepen waaraan ze beantwoordt, vier jaar vanaf het proces-verbaal waarbij ze samengesteld is.

Die reserves kunnen niet leiden tot betrekkingen in andere diensten dan de diensten die aangekondigd zijn in de berichten voor vergelijkende examens op grond waarvan ze samengesteld zijn. ».

Art. 68. Er wordt een artikel 313bis in hetzelfde besluit ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 313bis. De geslaagden van de reserves met als referte AFW9910A, AFW9926B, AFW9920C, AFW9930D, ADW9926D, ADW9920C, ADW9930D en AFW9940E die niet ingaan op een aanbieding voor een betrekking binnen de termijn bepaald in artikel 118, § 1, lid 2, worden uit de wervingsreserves uitgesloten. ».

Art. 69. Artikel 314, lid 2, 3° en 4°, van hetzelfde besluit wordt vervangen door volgend lid :

« 3° worden de houders van het brevet dat de goede afloop van een proef inzake de algemene vorming voor de overgang naar niveau 1 bevestigt, met inbegrip van degenen die dat brevet later zullen verkrijgen na een proef waarvoor de oproep tot de kandidaten bekend is gemaakt en niet afgesloten is, vrijgesteld van het algemene brevet waarin dit besluit voorziet voor de overgang naar niveau 1;

4° wat betreft de drie brevetten voor de controle van de kennis voorzien voor de overgang naar niveau 1 :

a) de brevetten verkregen voor materies die door de Vaste wervingssecretaris vastgelegd werden, blijven geldig;

b) de ambtenaar die drie van die brevetten bezit, mag zich inschrijven voor het eindbrevet voorzien voor de overgang naar niveau 1;

c) de ambtenaar die twee van die brevetten bezit, moet slagen in een brevet inzake kenniscontrole vooraleer hij zich mag inschrijven voor het eindbrevet voor de overgang naar niveau 1;

d) de ambtenaar die één van die brevetten bezit, moet slagen in twee brevetten inzake kenniscontrole vooraleer hij zich mag inschrijven voor het eindbrevet voor de overgang naar niveau 1;

e) de ambtenaar die het brevet « bestuursrecht » bezit, moet de proef « Bestuur » niet afleggen en de ambtenaar die het brevet « overheidsopdrachten » bezit, moet de proef « Financiën » niet afleggen;

f) onverminderd vorige littera moet de ambtenaar die één of twee brevetten inzake kenniscontrole moet afleggen, verplicht de proef « Bestuur » en/of de proef « Financiën » kiezen. Als hij reeds houder is van de twee overeenstemmende brevetten, zal hij het brevet « Instellingen » voorzien voor de overgang naar niveau 1 afleggen.

Art. 70. Artikel 317, lid 1, van hetzelfde besluit wordt vervangen door volgende leden :

« De ambtenaren die de voorbereidende opleiding hebben gevolgd voor de bevordering in de rangen A5, B2 en C2, overeenkomstig het besluit van de Waalse Regering van 17 november 1994 houdende het statuut van de ambtenaren van het Gewest worden geacht definitief geslaagd te zijn voor de proef voor de validatie van de vaardigheden bedoeld in dit besluit voor de betrokken rangen.

De ambtenaren die de voorbereidende opleiding hebben gevolgd voor de bevordering in de rangen D1, D2 en E1, overeenkomstig het besluit van de Waalse Regering van 17 november 1994 houdende het statuut van de ambtenaren van het Gewest, worden geacht definitief de opleidingen voor het verwerven van de vaardigheden bedoeld in dit besluit te hebben gevolgd, voor de betrokken rangen. ».

Art. 71. Er wordt een artikel 319bis in hetzelfde besluit ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 319bis. Zolang de voorwaarde bedoeld in artikel 56, § 1, 3° niet vereist is, zijn de ambtenaren die, overeenkomstig de artikelen 317 tot en met 319, geacht definitief geslaagd te zijn voor de test voor de validering van de vaardigheden voor de verhoging in graad, prioritair voor de verhoging in die graad. Op hen is artikel 309bis, lid 1, van toepassing.

Zolang de voorwaarde bedoeld in artikel 56, § 3, lid 2, niet vereist is, zijn de ambtenaren die, overeenkomstig artikel 317, lid 2, geacht zijn definitief de vormingen voor de verwerving van de vaardigheden voor de verhoging in graad te hebben gevolgd, prioritair voor de verhoging in die graad. Op hen is artikel 309bis, lid 3, van toepassing. ».

Art. 72. Artikel 372, lid 2, van hetzelfde besluit wordt vervangen door volgende bepaling :

« Als het verlof gespreid opgenomen wordt en als de ambtenaar daarom verzoekt, houdt dat verlof een ononderbroken periode van minstens twee weken in. ».

Art. 73. In artikel 373, § 1, van hetzelfde besluit worden volgende wijzigingen aangebracht :

1° in lid 2, 4°, worden de woorden « bedoeld in de artikelen 500 en volgende » vervangen door de woorden bedoeld in de artikelen 435 en volgende »;

2° lid 3 wordt vervangen door volgend lid :

« Als het aldus berekende aantal verlofdagen, vermeerderd met de compenserende en recuperatieverlofdagen bedoeld in artikel 375, geen geheel getal vormt, wordt het afgerond naar de hogere halve dag. ».

Art. 74. Artikel 375 van hetzelfde besluit wordt vervangen door volgende bepaling :

« Art. 375. De ambtenaar is met verlof op de dagen die zijn opgesomd in artikel 1 van het koninklijk besluit van 18 april 1974 tot bepaling van de algemene wijze van uitvoering van de wet van 4 januari 1974 betreffende de feestdagen, evenals op 27 september, 2 november, 15 november en 26 december.

Indien één van de dagen bedoeld in lid 1 samenvalt met een dag waarop de ambtenaar niet werkt krachtens de op hem toepasselijke arbeidsregeling, krijgt de ambtenaar een compenserende verlofdag die onder dezelfde voorwaarden opgenomen kan worden als het jaarlijkse vakantieverlof.

De ambtenaar die krachtens de op hem toepasselijke arbeidsregeling of wegens de dienstvereisten verplicht is te werken op één van de dagen bedoeld in lid 1, krijgt een recuperatieverlofdag die opgenomen kan worden onder dezelfde voorwaarden als het jaarlijkse vakantieverlof.

De duur van de verloven bedoeld in de leden 1 tot en met 3 wordt verhoudingsgewijs verminderd voor de ambtenaren op wie een deeltijdse arbeidsregeling van toepassing is.

De verloven bedoeld in leden 1 tot en met 3 worden gelijkgesteld met een periode van dienstactiviteit.

Als de ambtenaar evenwel op één van de dagen bedoeld in lid 1 wegens een andere reden met verlof is of als hij in non-activiteit of in disponibiteit is, blijft zijn bestuurlijke positie bepaald overeenkomstig de op hem toepasselijke regelgevende bepalingen. ».

Art. 75. In artikel 379, § 1, van hetzelfde besluit worden volgende wijzigingen aangebracht :

1° het punt 2° wordt vervangen door volgend punt :

« 2° bij ziekte, ongeval of ziekenhuisopname van één van de volgende personen die niet onder hetzelfde dak als hij wonen : een bloed- of aanverwant in de eerste graad. »;

2° de paragraaf wordt aangevuld als volgt :

« In de gevallen bedoeld in lid 1, 1° en 2°, bewijst een doktersattest de noodzakelijke aanwezigheid van de ambtenaar. ».

Art. 76. In artikel 383, § 2, lid 2, van hetzelfde besluit worden de woorden « de dienstvrijstelling » vervangen door de woorden « het verlof ».

Art. 77. In artikel 388 van hetzelfde besluit worden volgende wijzigingen aangebracht :

1° in de Franse versie wordt het woord « féminin » ingevoegd tussen de woorden « l'agent » en de woorden « se trouve »;

2° het woord « zeventien » wordt vervangen door het woord « negentien »;

3° er wordt een lid 2 ingevoegd, luidend als volgt :

« De bezoldiging die verschuldigd is voor de verlenging van nabevallingsrust toegekend overeenkomstig artikel 391bis, mag niet meer dan vierentwintig weken dekken. ».

Art. 78. In artikel 389 van hetzelfde besluit worden volgende wijzigingen aangebracht :

1° in lid 1 wordt het woord « zes » vervangen door het woord « vijf »;

2° in lid 2 wordt het woord « acht » vervangen door het woord « zeven ».

Art. 79. In artikel 391 van hetzelfde besluit worden volgende wijzigingen aangebracht :

1° in lid 1 :

a) worden de woorden « achtste », « zevende » en « negende » respectievelijk vervangen door de woorden « negende », « zesde » en « achtste »;

b) worden de woorden « zij is blijven werken » vervangen door de woorden « hij is blijven werken »;

c) wordt, in de Franse tekst, het woord « lesquelles » vervangen door het woord « lesquels »;

b) worden de woorden « zij gewerkt heeft » vervangen door de woorden « hij gewerkt heeft »;

2° er wordt een lid 3 ingevoegd, luidend als volgt :

« Bij een meervoudige geboorte wordt de arbeidsonderbrekingsperiode na de negende week, eventueel verlengd overeenkomstig de bepalingen van lid 2, verlengd met een maximumperiode van twee weken. ».

Art. 80. Er wordt een artikel 391bis in hetzelfde besluit ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 391bis. In de gevallen waarin de pasgeborene in de ziekenhuisinrichting dient te blijven na de eerste zeven dagen na de geboorte, kan de nabevallingsrust op verzoek van de ambtenaar verlengd worden met een periode die even lang duurt als de periode waarin het kind in het ziekenhuis is gebleven na de eerste zeven dagen. De duur van die verlenging mag de vierentwintig weken niet overschrijden. Daartoe maakt de ambtenaar aan de overheid waaronder hij ressorteert, het volgende over :

1° op het einde van de periode van de nabevallingsrust, een attest van de ziekenhuisinrichting waaruit blijkt dat de pasgeborene na de eerste zeven dagen na de geboorte in het ziekenhuis is gebleven, en waarin de duur van het ziekenhuisverblijf wordt aangegeven;

2° in voorkomend geval, op het einde van de verlengingsperiode voortvloeiende uit de bepalingen van dit lid, een nieuw attest van de ziekenhuisinrichting waaruit blijkt dat de pasgeborene de ziekenhuisinrichting nog niet verlaten heeft en waarin de duur van het ziekenhuisverblijf wordt aangegeven. ».

Art. 81. Artikel 395 van hetzelfde besluit wordt vervangen door volgende bepaling :

« Art. 395. De artikelen 387 tot en met 389 zijn niet van toepassing bij een miskraam dat voorgevallen is vóór de énéntachtigste zwangerschapsdag. ».

Art. 82. Artikel 396, § 5, van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

Art. 83. In artikel 400 van hetzelfde besluit worden volgende wijzigingen aangebracht :

1° in lid 1 wordt het woorddeel « maximum » geschrapt;

2° er wordt een lid 2 ingevoegd, luidend als volgt :

« Op verzoek van de ambtenaar wordt het voltijdse verlof per maand opgesplitst. Het halftijdse verlof kan niet worden opgesplitst. ».

Art. 84. Er wordt een artikel 400*bis* in hetzelfde besluit ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 400*bis*. Er wordt na de geboorte, de adoptie of de plaatsing van een kind in een pleeggezin in het kader van de pleegzorg een ouderschapsverlof van maximum drie maanden toegekend aan de ambtenaar in dienstactiviteit. Dat volzijdse verlof dient opgenomen te worden voor het kind de leeftijd van tien jaar heeft bereikt. Op verzoek van de ambtenaar wordt het verlof in maanden opgedeeld. Dat verlof is onbezoldigd. Voor het overige wordt het gelijkgesteld met een periode van dienstactiviteit. ».

Art. 85. « Er wordt een artikel 410*bis* in hetzelfde besluit ingevoegd, luidend als volgt :

Om het aantal verlofdagen die de ambtenaar nog kan krijgen krachtens artikel 405 te bepalen, worden de ziekteverlofdagen die het gevolg zijn van pesten, ongewenste intimiteiten of geweldpleging op het werk niet in overweging genomen, voor zover het pesten, de ongewenste intimiteiten of de geweldpleging erkend zijn door de overheid of vastgesteld zijn bij een gerechtelijke beslissing die in kracht van gewijsde is getreden. ».

Art. 86. In artikel 427, lid 1, van hetzelfde besluit worden, in de Franse tekst, de woorden « pour retrait d'emploi » vervangen door de woorden « par retrait d'emploi ».

Art. 87. In artikel 432, lid 2, van hetzelfde besluit worden de woorden « artikel 414 » vervangen door de woorden « artikel 429 ».

Art. 88. In artikel 435, § 2, 2°, van hetzelfde besluit worden, in de Franse tekst, de woorden « la Commission communautaire commune » vervangen door de woorden « de la Commission communautaire commune ».

Art. 89. In artikel 442 van hetzelfde besluit wordt, in de Franse tekst, het woord « peut » vervangen door het woord « peutvent ».

Art. 90. In artikel 454, § 1, lid 4, 7°, van hetzelfde besluit worden de woorden « ainsi qu'aux » vervangen door de woorden « ainsi que les ».

Art. 91. In artikel 455, lid 1, 14°, worden, in de Franse tekst, de woorden « des agents » ingevoegd tussen de woorden « les syndicats » en de woorden « relevant de ces autorités ».

Art. 92. In artikel 472, lid 5, worden de woorden « artikel LIII.CXIV.25 » vervangen door de woorden « artikel 471 ».

Art. 93. In artikel 511, lid 2, van hetzelfde besluit worden de woorden « of de ministeriële besluiten » geschrapt.

Art. 94. Artikel 512 van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

Art. 95. In artikel 524, § 1, van hetzelfde besluit wordt, in de Franse tekst, het woord « elles » vervangen door het woord « ils ».

Art. 96. In artikel 530, § 1, van hetzelfde besluit wordt, in de Franse tekst, het woord « identiques » vervangen door het woord « identique ».

Art. 97. In artikel 531 van hetzelfde besluit worden volgende wijzigingen aangebracht :

1° in lid 1 wordt het bedrag van 0,20 euro vervangen door het bedrag 0,2841 euro;

2° er wordt een nieuw lid ingevoegd, luidend als volgt :

« In afwijking van artikel 514 wordt het bedrag van de kilometervergoeding jaarlijks op 1 juli verhoogd met een breukgetal waarvan de noemer het indexcijfer van de consumptieprijzen van de maand mei van het lopende jaar is en de noemer, het indexcijfer van de consumptieprijzen van de maand mei van het vorige jaar; het verkregen resultaat wordt tot en met de vierde decimaal bepaald. ».

Art. 98. In artikel 535 van hetzelfde besluit worden volgende wijzigingen aangebracht :

1° lid 1, 3°, wordt opgeheven;

2° in lid 2 worden, in de Franse tekst, de woorden « tel que défini » vervangen door de woorden « telle que définie ».

Art. 99. In artikel 547 van hetzelfde besluit worden de woorden « 88% van » geschrapt.

Art. 100. In artikel 548 van hetzelfde besluit worden de woorden « 88% van » geschrapt.

Art. 101. In artikel 549 van hetzelfde besluit worden de woorden « 88% van » geschrapt.

Art. 102. Artikel 551 van hetzelfde besluit wordt vervangen door volgende bepaling :

« Art. 551. Het Gewest kan evenwel met de openbare vervoersmaatschappijen overeenkomsten sluiten waarbij het rechtstreeks het bedrag van zijn bijdrage in de vervoerskosten van de ambtenaar betaalt. ».

Art. 103. In artikel 553 van hetzelfde besluit worden volgende wijzigingen aangebracht :

1 » in 1° worden de woorden « wat 1° betreft » vervangen door de woorden « wat artikel 552, 1° » betreft;

2 » in 2° worden de woorden « wat 2° betreft » vervangen door de woorden « wat artikel 552, 2° » betreft;

3 » in 3° worden de woorden « wat 3° betreft » vervangen door de woorden « wat artikel 552, 3° » betreft;

4 « in 4° worden de woorden « wat 4° betreft » vervangen door de woorden « wat artikel 552, 4° » betreft.

Art. 104. In artikel 568, § 1, van hetzelfde besluit worden de woorden « de personeelsleden en de leden van het contractuele personeel bedoeld in artikel 565 » vervangen door de woorden « de ambtenaren en de contractuele personeelsleden bedoeld in artikel 565 ».

Art. 105. In artikel 569 van hetzelfde besluit worden volgende wijzigingen aangebracht :

1° in lid 1 wordt, in de Franse tekst, het woord « ils » vervangen door het woord « elles »;

2° in lid 2 worden, in de Franse tekst, de woorden « Ils perdent » vervangen door de woorden « Elles perdent » en de woorden « ils sont restés éloignés » door de woorden « elles sont restées éloignées ».

Art. 106. Volgende wijzigingen worden aangebracht in bijlage II bij hetzelfde besluit :

1° in afdeling II, b), 1°, wordt, in de Franse tekst, het woorden « quelque » vervangen door het woord « quelle que »;

2° in afdeling III, rubriek 2+ B3, worden de woorden « 4° communicatie » en « 8° directiesecretariaat » opgeheven;

3° in afdeling III, rubriek 3 D3, wordt er een punt « 19° luchthavenbewaker » toegevoegd;

4° afdeling IV wordt vervangen door volgende bepalingen :

« Afdeling IV. — Basisproeven voor de vergelijkende overgangsexamens

Onderafdeling I. — Overgang naar niveau 1

De brevetten voor de overgang naar niveau 1 bevatten achtereenvolgens :

1° een eerste brevet, algemeen brevet genoemd, waarin één of meerdere basisproeven voorzien voor de aanwerving in niveau 1 opgenomen zijn;

2° drie brevetten voor de kenniscontrole (met een moeilijkheidsgraad die overeenstemt met het studieniveau vereist voor de aanwerving op niveau 1) met betrekking tot de materies in verband met de opdrachten van het Waalse Gewest, namelijk :

a) een brevet « Instellingen » (gewestelijke instellingen, verdeling van de bevoegdheden tussen de federale overheid en de deelgebieden, Europese instellingen);

b) een brevet « Bestuur » (bestuursrecht);

c) een brevet « Financiën » (overheidsfinanciën, begrotingsrecht, overheidsopdrachten);

3° een vijfde brevet, eindbrevet genoemd, dat erin bestaat een reëel praktisch geval op te lossen dat een ambtenaar van rang A6 die een beroep bekleedt overeenstemmende met het administratieve beroep, tegenkomt. De kandidaat moet in staat zijn om het reële praktische geval te analyseren, een oplossing uit te werken,

ze schriftelijk samen te vatten en mondeling uiteen te zetten.

Onderafdeling II. — Overgang naar niveau 2+

De basisproeven voor de overgang naar niveau 2+ bevatten achtereenvolgens :

1° een eerste proef, algemene proef genoemd, waarin de basisproeven voorzien voor de aanwerving in niveau 2+ opgenomen zijn;

2° een tweede proef voor de kenniscontrole (met een moeilijkheidsgraad die overeenstemt met het studieniveau vereist voor de aanwerving op niveau 2+) met betrekking tot de materies in verband met de studiecycclus die leidt tot het bekomen van het diploma of de diploma's vereist bij de aanwerving;

3° een derde proef, eindproef genoemd, die erin bestaat een reëel praktisch geval op te lossen dat een ambtenaar van rang B3 tegenkomt die een beroep bekleedt overeenstemmende met het beroep waartoe het vergelijkende examen leidt. De kandidaat moet in staat zijn om het reële praktische geval te analyseren, een oplossing uit te werken, ze schriftelijk samen te vatten en mondeling uiteen te zetten.

Onderafdeling III. — Overgang naar niveau 2

De basisproeven voor de overgang naar niveau 2 bevatten achtereenvolgens :

1° een eerste proef, algemene proef genoemd, waarin de basisproeven voorzien voor de aanwerving in niveau 2 opgenomen zijn;

2° een tweede proef voor de kenniscontrole (met een moeilijkheidsgraad die overeenstemt met het studieniveau vereist voor de aanwerving op niveau 2) met betrekking tot :

a) voor het administratieve beroep, algemene materies in verband met de opdrachten van het Waalse Gewest, namelijk elementen van het bestuursrecht en elementen van de overheidsfinanciën;

b) voor alle andere beroepen, op materies vervat in de studiecycclus die leidt tot het verkrijgen van de bij de aanwerving vereiste diploma's;

3° een derde proef, eindproef genoemd, die erin bestaat een reëel praktisch geval op te lossen dat een ambtenaar van rang C3 tegenkomt die een beroep bekleedt overeenstemmende met het beroep waartoe het vergelijkende examen leidt. De kandidaat moet in staat zijn om het reële praktische geval te analyseren, een oplossing uit te werken, ze schriftelijk samen te vatten en mondeling uiteen te zetten.

Onderafdeling IV. — Overgang naar niveau 3

De basisproeven voor de overgang naar niveau 3 zijn voor elk beroep gelijk aan de basisproeven voorzien voor de aanwerving. ».

Art. 107. In bijlage III, hoofdstuk I, wordt de bepaling opgenomen onder de rubriek Niveau 3 – Niveau 4 vervangen door volgende bepaling :

« Geen enkel diploma of studiegetuigscrift worden vereist. De Minister van Ambtenarenzaken kan evenwel na advies van Selor voor bepaalde beroepen eisen dat men over door Selor aangewezen diploma's of studiegetuigescriften beschikt indien die voorwaarde ingegeven wordt door het technische of gespecialiseerde karakter van het beroep. ».

Art. 108. Voor de periode van 1 januari 2006 tot en met 31 december 2006 wordt bijlage XIII bij hetzelfde besluit vervangen door bijlage A bij dit besluit.

Art. 109. Voor de periode van 1 januari 2007 tot en met 31 december 2007 wordt bijlage XIII bij hetzelfde besluit vervangen door bijlage B bij dit besluit.

Art. 110. Vanaf 1 januari 2008 wordt bijlage XIII bij hetzelfde besluit vervangen door bijlage C bij dit besluit.

Art. 111. Artikel 8 van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 betreffende de voorwaarden van indienstneming en de administratieve en geldelijke toestand van de contractuele personeelsleden wordt aangevuld met een § 3, luidend als volgt :

« § 3. De contractuele personeelsleden genieten dezelfde normale bezoldiging op de carensdag bedoeld in de artikelen 52 en 71 van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten. » »

Art. 112. Een bijzondere evaluatiecyclus wordt ingevoerd voor de personeelsleden die :

1° een evaluatie onder voorbehoud of een negatieve evaluatie kregen;

2° geen enkele evaluatie kregen;

3° overeenkomstig artikel 145 van de Ambtenarencode voor het eerst geëvalueerd moeten worden op 15 december 2006.

Art. 113. De artikelen 141 tot en met 152 van de Ambtenarencode zijn van toepassing op de bijzondere evaluatiecyclus, onverminderd de artikelen 113 tot en met 116.

Art. 114. Voorafgaandelijk aan het planningsonderhoud bedoeld in artikel 141, § 3, van de Ambtenarencode en uiterlijk op 15 april 2006 stelt de uitvoerder van de evaluatie, bepaald overeenkomstig artikel 146, § 1, lid 1, van de Ambtenarencode een functie- en taakomschrijving op van het personeelslid overeenkomstig het model opgenomen in bijlage D.

Art. 115. De functie- en taakomschrijving van het personeelslid wordt gevalideerd bij het planningsonderhoud bedoeld in artikel 141, § 3, van de Ambtenarencode, dat uiterlijk op 15 mei 2006 plaatsvindt.

Art. 116. Een functioneringsgesprek tussen de uitvoerder van de evaluatie en het personeelslid vindt plaats in de loop van de maand september 2006 om te oordelen over de graad van verwezenlijking van de doelstellingen en ze eventueel aan te passen.

Art. 117. Het evaluatiegesprek vindt plaats in de loop van de maand december 2006.

Art. 118. Dit besluit treedt in werking de eerste dag na bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad*, met uitzondering van :

1° de artikelen 91, 99, 100, 101 en 102, die uitwerking hebben vanaf 1 januari 2006;

2° artikel 111, dat uitwerking heeft vanaf 1 januari 2006;

3° de artikelen 112 tot en met 117, die uitwerking hebben op 14 februari 2006.

Art. 119. De Minister van Ambtenarenzaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 15 februari 2007.

De Minister-President,
E. DI RUPO

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,
Ph. COURARD

Bijlage XIII. — Weddeschalen op jaarbasis

Bijlage A

NIVEAU 4				NIVEAU 3			
SCHALEN	E3	E2	E1	SCHALEN	D3	D2	D1
Tussentijdse verhogingen	3/1 x 112,97 10/2 x 58,17 2/2 x 124,89	3/1 x 112,97 10/2 x 58,17 2/2 x 124,89	3/1 x 112,97 10/2 x 58,17 2/2 x 124,89	Tussentijdse verhogingen	3/1 x 140,09 5/2 x 194,67 6/2 x 266,78 2/2 x 419,35	3/1 x 140,09 5/2 x 194,67 6/2 x 266,78 2/2 x 419,35	3/1 x 140,09 5/2 x 194,67 6/2 x 266,78 2/2 x 419,35
Zesjarige verh.	5/6 x 250,38	5/6 x 250,38	5/6 x 250,38	Zesjarige verh.	5/6 x 250,38	5/6 x 250,38	5/6 x 250,38
0	12.359,09	13.257,38	15.053,95	0	12.768,75	15.444,96	18.749,62
1	12.472,06	13.370,35	15.166,92	1	12.908,84	15.585,05	18.889,71
2	12.585,03	13.483,32	15.279,89	2	13.048,93	15.725,14	19.029,80
3	12.698,00	13.596,29	15.392,86	3	13.189,02	15.865,23	19.169,89
4	12.698,00	13.596,29	15.392,86	4	13.189,02	15.865,23	19.169,89
5	12.756,17	13.654,46	15.451,03	5	13.383,69	16.059,90	19.364,56
6	13.006,55	13.904,84	15.701,41	6	13.634,07	16.310,28	19.614,94
7	13.064,72	13.963,01	15.759,58	7	13.828,74	16.504,95	19.809,61
8	13.064,72	13.963,01	15.759,58	8	13.828,74	16.504,95	19.809,61
9	13.122,89	14.021,18	15.817,75	9	14.023,41	16.699,62	20.004,28
10	13.122,89	14.021,18	15.817,75	10	14.023,41	16.699,62	20.004,28
11	13.181,06	14.079,35	15.875,92	11	14.218,08	16.894,29	20.198,95
12	13.431,44	14.329,73	16.126,30	12	14.468,46	17.144,67	20.449,33
13	13.489,61	14.387,90	16.184,47	13	14.663,13	17.339,34	20.644,00
14	13.489,61	14.387,90	16.184,47	14	14.663,13	17.339,34	20.644,00
15	13.547,78	14.446,07	16.242,64	15	14.929,91	17.606,12	20.910,78
16	13.547,78	14.446,07	16.242,64	16	14.929,91	17.606,12	20.910,78
17	13.605,95	14.504,24	16.300,81	17	15.196,69	17.872,90	21.177,56
18	13.856,33	14.754,62	16.551,19	18	15.447,07	18.123,28	21.427,94
19	13.914,50	14.812,79	16.609,36	19	15.713,85	18.390,06	21.694,72
20	13.914,50	14.812,79	16.609,36	20	15.713,85	18.390,06	21.694,72
21	13.972,67	14.870,96	16.667,53	21	15.980,63	18.656,84	21.961,50
22	13.972,67	14.870,96	16.667,53	22	15.980,63	18.656,84	21.961,50
23	14.030,84	14.929,13	16.725,70	23	16.247,41	18.923,62	22.228,28
24	14.281,22	15.179,51	16.976,08	24	16.497,79	19.174,00	22.478,66
25	14.406,11	15.304,40	17.100,97	25	16.764,57	19.440,78	22.745,44
26	14.406,11	15.304,40	17.100,97	26	16.764,57	19.440,78	22.745,44
27	14.531,00	15.429,29	17.225,86	27	17.183,92	19.860,13	23.164,79
28	14.531,00	15.429,29	17.225,86	28	17.183,92	19.860,13	23.164,79
29	14.531,00	15.429,29	17.225,86	29	17.603,27	20.279,48	23.584,14
30	14.781,38	15.679,67	17.476,24	30	17.853,65	20.529,86	23.834,52

NIVEAU 2+				
RANGEN	B3	B2	B1	
Tussentijdse verhogingen	3/1 x 252,18 1/2 x 292,59 1/2 x 390,03 2/2 x 672,31 9/2 x 588,30	3/1 x 252,18 1/2 x 292,59 1/2 x 390,03 2/2 x 672,31 9/2 x 588,30	3/1 x 252,18 1/2 x 292,59 1/2 x 390,03 2/2 x 672,31 9/2 x 588,30	5/6 x 250,38
Zesjarige verh.	5/6 x 250,38	5/6 x 250,38	5/6 x 250,38	5/6 x 250,38
0	15.599,72	19.095,74	24.986,67	24.986,67
1	15.851,90	19.347,92	25.238,85	25.238,85
2	16.104,08	19.600,10	25.491,03	25.491,03
3	16.356,26	19.852,28	25.743,21	25.743,21
4	16.356,26	19.852,28	25.743,21	25.743,21
5	16.648,85	20.144,87	26.035,80	26.035,80
6	16.899,23	20.395,25	26.286,18	26.286,18
7	17.289,26	20.785,28	26.676,21	26.676,21
8	17.289,26	20.785,28	26.676,21	26.676,21
9	17.961,57	21.457,59	27.348,52	27.348,52
10	17.961,57	21.457,59	27.348,52	27.348,52
11	18.633,88	22.129,90	28.020,83	28.020,83
12	18.884,26	22.380,28	28.271,21	28.271,21
13	19.472,56	22.968,58	28.859,51	28.859,51
14	19.472,56	22.968,58	28.859,51	28.859,51
15	20.060,86	23.556,88	29.447,81	29.447,81
16	20.060,86	23.556,88	29.447,81	29.447,81
17	20.649,16	24.145,18	30.036,11	30.036,11
18	20.899,54	24.395,56	30.286,49	30.286,49
19	21.487,84	24.983,86	30.874,79	30.874,79
20	21.487,84	24.983,86	30.874,79	30.874,79
21	22.076,14	25.572,16	31.463,09	31.463,09
22	22.076,14	25.572,16	31.463,09	31.463,09
23	22.664,44	26.160,46	32.051,39	32.051,39
24	22.914,82	26.410,84	32.301,77	32.301,77
25	23.503,12	26.999,14	32.890,07	32.890,07
26	23.503,12	26.999,14	32.890,07	32.890,07
27	24.091,42	27.587,44	33.478,37	33.478,37
28	24.091,42	27.587,44	33.478,37	33.478,37
29	24.679,72	28.175,74	34.066,67	34.066,67
30	24.930,10	28.426,12	34.317,05	34.317,05

NIVEAU 2				
SCHALEN	C3	C2	C1	
Tussentijdse verhogingen	3/1 x 267,31 1/2 x 267,31 1/2 x 356,34 2/2 x 712,64 9/2 x 623,60	3/1 x 267,31 1/2 x 267,31 1/2 x 356,34 2/2 x 712,64 9/2 x 623,60	3/1 x 267,31 1/2 x 267,31 1/2 x 356,34 2/2 x 712,64 9/2 x 623,60	5/6 x 250,38
Zesjarige verh.	5/6 x 250,38	5/6 x 250,38	5/6 x 250,38	5/6 x 250,38
0	13.668,39	16.880,14	21.801,44	21.801,44
1	13.935,70	17.147,45	22.068,75	22.068,75
2	14.203,01	17.414,76	22.336,06	22.336,06
3	14.470,32	17.682,07	22.603,37	22.603,37
4	14.470,32	17.682,07	22.603,37	22.603,37
5	14.737,63	17.949,38	22.870,68	22.870,68
6	14.988,01	18.199,76	23.121,06	23.121,06
7	15.344,35	18.556,10	23.477,40	23.477,40
8	15.344,35	18.556,10	23.477,40	23.477,40
9	16.056,99	19.268,74	24.190,04	24.190,04
10	16.056,99	19.268,74	24.190,04	24.190,04
11	16.769,63	19.981,38	24.902,68	24.902,68
12	17.020,01	20.231,76	25.153,06	25.153,06
13	17.643,61	20.855,36	25.776,66	25.776,66
14	17.643,61	20.855,36	25.776,66	25.776,66
15	18.267,21	21.478,96	26.400,26	26.400,26
16	18.267,21	21.478,96	26.400,26	26.400,26
17	18.890,81	22.102,56	27.023,86	27.023,86
18	19.141,19	22.352,94	27.274,24	27.274,24
19	19.764,79	22.976,54	27.897,84	27.897,84
20	19.764,79	22.976,54	27.897,84	27.897,84
21	20.388,39	23.600,14	28.521,44	28.521,44
22	20.388,39	23.600,14	28.521,44	28.521,44
23	21.011,99	24.223,74	29.145,04	29.145,04
24	21.262,37	24.474,12	29.395,42	29.395,42
25	21.885,97	25.097,72	30.019,02	30.019,02
26	21.885,97	25.097,72	30.019,02	30.019,02
27	22.509,57	25.721,32	30.642,62	30.642,62
28	22.509,57	25.721,32	30.642,62	30.642,62
29	23.133,17	26.344,92	31.266,22	31.266,22
30	23.383,55	26.595,30	31.516,60	31.516,60

NIVEAU 1					
RANGEN	A3	Abis	A2	A1	
Tussentijdse verhogingen	3/1 x 623,60 10/2 x 1260,36	3/1 x 623,60 10/2 x 1608,27	3/1 x 623,60 10/2 x 1608,27	3/1 x 623,60 10/2 x 1608,27	3/1 x 623,60 10/2 x 1608,27
Zesjarige verh.	5/6 x 250,38	5/6 x 250,38	5/6 x 250,38	5/6 x 250,38	5/6 x 250,38
0	40.790,86	46.166,58	46.910,59	52.486,11	
1	41.414,46	46.790,18	47.534,19	53.109,71	
2	42.038,06	47.413,78	48.157,79	53.733,31	
3	42.661,66	48.037,38	48.781,39	54.356,91	
4	42.661,66	48.037,38	48.781,39	54.356,91	
5	43.922,02	49.645,65	50.389,66	55.965,18	
6	44.172,40	49.896,03	50.640,04	56.215,56	
7	45.432,76	51.504,30	52.248,31	57.823,83	
8	45.432,76	51.504,30	52.248,31	57.823,83	
9	46.693,12	53.112,57	53.856,58	59.432,10	
10	46.693,12	53.112,57	53.856,58	59.432,10	
11	47.953,48	54.720,84	55.464,85	61.040,37	
12	48.203,86	54.971,22	55.715,23	61.290,75	
13	49.464,22	56.579,49	57.323,50	62.899,02	
14	49.464,22	56.579,49	57.323,50	62.899,02	
15	50.724,58	58.187,76	58.931,77	64.507,29	
16	50.724,58	58.187,76	58.931,77	64.507,29	
17	51.984,94	59.796,03	60.540,04	66.115,56	
18	52.235,32	60.046,41	60.790,42	66.365,94	
19	53.495,68	61.654,68	62.398,69	67.974,21	
20	53.495,68	61.654,68	62.398,69	67.974,21	
21	54.756,04	63.262,95	64.006,96	69.582,48	
22	54.756,04	63.262,95	64.006,96	69.582,48	
23	56.016,40	64.871,22	65.615,23	71.190,75	
24	56.266,78	65.121,60	65.865,61	71.441,13	
25	56.266,78	65.121,60	65.865,61	71.441,13	
26	56.266,78	65.121,60	65.865,61	71.441,13	
27	56.266,78	65.121,60	65.865,61	71.441,13	
28	56.266,78	65.121,60	65.865,61	71.441,13	
29	56.266,78	65.121,60	65.865,61	71.441,13	
30	56.517,16	65.371,98	66.115,99	71.691,51	

NIVEAU 1					
RANGEN	A4	A4S	A4	A4S	
Tussentijdse verhogingen	3/1 x 623,60 10/2 x 1260,36	3/1 x 623,60 10/2 x 1260,36	3/1 x 623,60 10/2 x 1260,36	3/1 x 623,60 10/2 x 1260,36	
Zesjarige verh.	5/6 x 250,38	5/6 x 250,38	5/6 x 250,38	5/6 x 250,38	
0	33.478,24	35.762,53	34.101,84	36.386,13	
1	34.101,84	36.386,13	34.725,44	37.009,73	
2	34.725,44	37.009,73	35.349,04	37.633,33	
3	35.349,04	37.633,33	35.349,04	37.633,33	
4	35.349,04	37.633,33	35.349,04	37.633,33	
5	36.609,40	38.893,69	36.609,40	38.893,69	
6	36.859,78	39.144,07	36.859,78	39.144,07	
7	38.120,14	40.404,43	38.120,14	40.404,43	
8	38.120,14	40.404,43	38.120,14	40.404,43	
9	39.380,50	41.664,79	39.380,50	41.664,79	
10	39.380,50	41.664,79	39.380,50	41.664,79	
11	40.640,86	42.925,15	40.640,86	42.925,15	
12	40.891,24	43.175,53	40.891,24	43.175,53	
13	42.151,60	44.435,89	42.151,60	44.435,89	
14	42.151,60	44.435,89	42.151,60	44.435,89	
15	43.411,96	45.696,25	43.411,96	45.696,25	
16	43.411,96	45.696,25	43.411,96	45.696,25	
17	44.672,32	46.956,61	44.672,32	46.956,61	
18	44.922,70	47.206,99	44.922,70	47.206,99	
19	46.183,06	48.467,35	46.183,06	48.467,35	
20	46.183,06	48.467,35	46.183,06	48.467,35	
21	47.443,42	49.727,71	47.443,42	49.727,71	
22	47.443,42	49.727,71	47.443,42	49.727,71	
23	48.703,78	50.988,07	48.703,78	50.988,07	
24	48.954,16	51.238,45	48.954,16	51.238,45	
25	48.954,16	51.238,45	48.954,16	51.238,45	
26	48.954,16	51.238,45	48.954,16	51.238,45	
27	48.954,16	51.238,45	48.954,16	51.238,45	
28	48.954,16	51.238,45	48.954,16	51.238,45	
29	48.954,16	51.238,45	48.954,16	51.238,45	
30	49.204,54	51.488,83	49.204,54	51.488,83	

NIVEAU 1					
RANGEN	A6	A6S	A5	A5S	
Tussentijdse verhogingen	3/1 x 623,60 10/2 x 957,68	3/1 x 623,60 10/2 x 957,68	3/1 x 623,60 10/2 x 1135,17	3/1 x 623,60 10/2 x 957,68	
Zesjarige verh.	5/6 x 250,38	5/6 x 250,38	5/6 x 250,38	5/6 x 250,38	
0	21.112,38	26.619,13	25.507,13	31.535,34	
1	21.735,98	27.242,73	26.130,73	32.158,94	
2	22.359,58	27.866,33	26.754,33	32.782,54	
3	22.983,18	28.489,93	27.377,93	33.406,14	
4	22.983,18	28.489,93	27.377,93	33.406,14	
5	23.940,86	29.447,61	28.513,10	34.363,82	
6	24.191,24	29.697,99	28.763,48	34.614,20	
7	25.148,92	30.655,67	29.898,65	35.571,88	
8	25.148,92	30.655,67	29.898,65	35.571,88	
9	26.106,60	31.613,35	31.033,82	36.529,56	
10	26.106,60	31.613,35	31.033,82	36.529,56	
11	27.064,28	32.571,03	32.168,99	37.487,24	
12	27.314,66	32.821,41	32.419,37	37.737,62	
13	28.272,34	33.779,09	33.554,54	38.695,30	
14	28.272,34	33.779,09	33.554,54	38.695,30	
15	29.230,02	34.736,77	34.689,71	39.652,98	
16	29.230,02	34.736,77	34.689,71	39.652,98	
17	30.187,70	35.694,45	35.824,88	40.610,66	
18	30.438,08	35.944,83	36.075,26	40.861,04	
19	31.395,76	36.902,51	37.210,43	41.818,72	
20	31.395,76	36.902,51	37.210,43	41.818,72	
21	32.353,44	37.860,19	38.345,60	42.776,40	
22	32.353,44	37.860,19	38.345,60	42.776,40	
23	33.311,12	38.817,87	39.480,77	43.734,08	
24	33.561,50	39.068,25	39.731,15	43.984,46	
25	33.561,50	39.068,25	39.731,15	43.984,46	
26	33.561,50	39.068,25	39.731,15	43.984,46	
27	33.561,50	39.068,25	39.731,15	43.984,46	
28	33.561,50	39.068,25	39.731,15	43.984,46	
29	33.561,50	39.068,25	39.731,15	43.984,46	
30	33.811,88	39.318,63	39.981,53	44.234,84	

Gezien om gevoegd te worden bij het besluit van de Waalse Regering van 15 februari 2007 tot wijziging van diverse bepalingen betreffende de Waalse overheidsdiensten en tot invoering van een bijzondere evaluatiecyclus

Namen, 15 februari 2007.

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,

Ph. COURARD

Bijlage XIII. – Weddeschalen op jaarbasis

Bijlage B

NIVEAU 4				NIVEAU 3			
SCHALEN	E3	E2	E1	SCHALEN	D3	D2	D1
Tussentijdse verhogingen	3/1 x 112,97 10/2 x 58,17 2/2 x 124,89	3/1 x 112,97 10/2 x 58,17 2/2 x 124,89	3/1 x 112,97 10/2 x 58,17 2/2 x 124,89	3/1 x 140,09 5/2 x 194,67 6/2 x 266,78 2/2 x 419,35	3/1 x 140,09 5/2 x 194,67 6/2 x 266,78 2/2 x 419,35	3/1 x 140,09 5/2 x 194,67 6/2 x 266,78 2/2 x 419,35	3/1 x 140,09 5/2 x 194,67 6/2 x 266,78 2/2 x 419,35
Zesjarige verh.	5/6 x 250,38	5/6 x 250,38	5/6 x 250,38	5/6 x 250,38	5/6 x 250,38	5/6 x 250,38	5/6 x 250,38
0	12.359,09	13.257,38	15.053,95	12.768,75	15.444,96	18.749,62	18.749,62
1	12.472,06	13.370,35	15.166,92	12.908,84	15.585,05	18.889,71	18.889,71
2	12.585,03	13.483,32	15.279,89	13.048,93	15.725,14	19.029,80	19.029,80
3	12.698,00	13.596,29	15.392,86	13.189,02	15.865,23	19.169,89	19.169,89
4	12.698,00	13.596,29	15.392,86	13.189,02	15.865,23	19.169,89	19.169,89
5	12.756,17	13.654,46	15.451,03	13.383,69	16.059,90	19.364,56	19.364,56
6	13.006,55	13.904,84	15.701,41	13.634,07	16.310,28	19.614,94	19.614,94
7	13.064,72	13.963,01	15.759,58	13.828,74	16.504,95	19.809,61	19.809,61
8	13.064,72	13.963,01	15.759,58	13.828,74	16.504,95	19.809,61	19.809,61
9	13.122,89	14.021,18	15.817,75	14.023,41	16.699,62	20.004,28	20.004,28
10	13.122,89	14.021,18	15.817,75	14.023,41	16.699,62	20.004,28	20.004,28
11	13.181,06	14.079,35	15.875,92	14.218,08	16.894,29	20.198,95	20.198,95
12	13.431,44	14.329,73	16.126,30	14.468,46	17.144,67	20.449,33	20.449,33
13	13.489,61	14.387,90	16.184,47	14.663,13	17.339,34	20.644,00	20.644,00
14	13.489,61	14.387,90	16.184,47	14.663,13	17.339,34	20.644,00	20.644,00
15	13.547,78	14.446,07	16.242,64	14.929,91	17.606,12	20.910,78	20.910,78
16	13.547,78	14.446,07	16.242,64	14.929,91	17.606,12	20.910,78	20.910,78
17	13.605,95	14.504,24	16.300,81	15.196,69	17.872,90	21.177,56	21.177,56
18	13.856,33	14.754,62	16.551,19	15.447,07	18.123,28	21.427,94	21.427,94
19	13.914,50	14.812,79	16.609,36	15.713,85	18.390,06	21.694,72	21.694,72
20	13.914,50	14.812,79	16.609,36	15.713,85	18.390,06	21.694,72	21.694,72
21	13.972,67	14.870,96	16.667,53	15.980,63	18.656,84	21.961,50	21.961,50
22	13.972,67	14.870,96	16.667,53	15.980,63	18.656,84	21.961,50	21.961,50
23	14.030,84	14.929,13	16.725,70	16.247,41	18.923,62	22.228,28	22.228,28
24	14.281,22	15.179,51	16.976,08	16.497,79	19.174,00	22.478,66	22.478,66
25	14.406,11	15.304,40	17.100,97	16.764,57	19.440,78	22.745,44	22.745,44
26	14.406,11	15.304,40	17.100,97	16.764,57	19.440,78	22.745,44	22.745,44
27	14.531,00	15.429,29	17.225,86	17.183,92	19.860,13	23.164,79	23.164,79
28	14.531,00	15.429,29	17.225,86	17.183,92	19.860,13	23.164,79	23.164,79
29	14.531,00	15.429,29	17.225,86	17.603,27	20.279,48	23.584,14	23.584,14
30	14.781,38	15.679,67	17.476,24	17.853,65	20.529,86	23.834,52	23.834,52

NIVEAU 2+				
RANGEN	B3	B2	B1	
Tussentijdse verhogingen	3/1 x 252,18 1/2 x 292,59 1/2 x 390,03 2/2 x 672,31 9/2 x 588,30	3/1 x 252,18 1/2 x 292,59 1/2 x 390,03 2/2 x 672,31 9/2 x 588,30	3/1 x 252,18 1/2 x 292,59 1/2 x 390,03 2/2 x 672,31 9/2 x 588,30	3/1 x 252,18 1/2 x 292,59 1/2 x 390,03 2/2 x 672,31 9/2 x 588,30
Zesjarige verh.	5/6 x 250,38	5/6 x 250,38	5/6 x 250,38	5/6 x 250,38
0	15.699,72	19.195,74	24.986,67	24.986,67
1	15.951,90	19.447,92	25.238,85	25.238,85
2	16.204,08	19.700,10	25.491,03	25.491,03
3	16.456,26	19.952,28	25.743,21	25.743,21
4	16.456,26	19.952,28	25.743,21	25.743,21
5	16.748,85	20.244,87	26.035,80	26.035,80
6	16.999,23	20.495,25	26.286,18	26.286,18
7	17.389,26	20.885,28	26.676,21	26.676,21
8	17.389,26	20.885,28	26.676,21	26.676,21
9	18.061,57	21.557,59	27.348,52	27.348,52
10	18.061,57	21.557,59	27.348,52	27.348,52
11	18.733,88	22.229,90	28.020,83	28.020,83
12	18.984,26	22.480,28	28.271,21	28.271,21
13	19.572,56	23.068,58	28.859,51	28.859,51
14	19.572,56	23.068,58	28.859,51	28.859,51
15	20.160,86	23.656,88	29.447,81	29.447,81
16	20.160,86	23.656,88	29.447,81	29.447,81
17	20.749,16	24.245,18	30.036,11	30.036,11
18	20.999,54	24.495,56	30.286,49	30.286,49
19	21.587,84	25.083,86	30.874,79	30.874,79
20	21.587,84	25.083,86	30.874,79	30.874,79
21	22.176,14	25.672,16	31.463,09	31.463,09
22	22.176,14	25.672,16	31.463,09	31.463,09
23	22.764,44	26.260,46	32.051,39	32.051,39
24	23.014,82	26.510,84	32.301,77	32.301,77
25	23.603,12	27.099,14	32.890,07	32.890,07
26	23.603,12	27.099,14	32.890,07	32.890,07
27	24.191,42	27.687,44	33.478,37	33.478,37
28	24.191,42	27.687,44	33.478,37	33.478,37
29	24.779,72	28.275,74	34.066,67	34.066,67
30	25.030,10	28.526,12	34.317,05	34.317,05

NIVEAU 2				
SCHALEN	C3	C2	C1	
Tussentijdse verhogingen	3/1 x 267,31 1/2 x 267,31 1/2 x 356,34 2/2 x 712,64 9/2 x 623,60	3/1 x 267,31 1/2 x 267,31 1/2 x 356,34 2/2 x 712,64 9/2 x 623,60	3/1 x 267,31 1/2 x 267,31 1/2 x 356,34 2/2 x 712,64 9/2 x 623,60	3/1 x 267,31 1/2 x 267,31 1/2 x 356,34 2/2 x 712,64 9/2 x 623,60
Zesjarige verh.	5/6 x 250,38	5/6 x 250,38	5/6 x 250,38	5/6 x 250,38
0	13.668,39	16.880,14	21.801,44	21.801,44
1	13.935,70	17.147,45	22.068,75	22.068,75
2	14.203,01	17.414,76	22.336,06	22.336,06
3	14.470,32	17.682,07	22.603,37	22.603,37
4	14.470,32	17.682,07	22.603,37	22.603,37
5	14.737,63	17.949,38	22.870,68	22.870,68
6	14.988,01	18.199,76	23.121,06	23.121,06
7	15.344,35	18.556,10	23.477,40	23.477,40
8	15.344,35	18.556,10	23.477,40	23.477,40
9	16.056,99	19.268,74	24.190,04	24.190,04
10	16.056,99	19.268,74	24.190,04	24.190,04
11	16.769,63	19.981,38	24.902,68	24.902,68
12	17.020,01	20.231,76	25.153,06	25.153,06
13	17.643,61	20.855,36	25.776,66	25.776,66
14	17.643,61	20.855,36	25.776,66	25.776,66
15	18.267,21	21.478,96	26.400,26	26.400,26
16	18.267,21	21.478,96	26.400,26	26.400,26
17	18.890,81	22.102,56	27.023,86	27.023,86
18	19.141,19	22.352,94	27.274,24	27.274,24
19	19.764,79	22.976,54	27.897,84	27.897,84
20	19.764,79	22.976,54	27.897,84	27.897,84
21	20.388,39	23.600,14	28.521,44	28.521,44
22	20.388,39	23.600,14	28.521,44	28.521,44
23	21.011,99	24.223,74	29.145,04	29.145,04
24	21.262,37	24.474,12	29.395,42	29.395,42
25	21.885,97	25.097,72	30.019,02	30.019,02
26	21.885,97	25.097,72	30.019,02	30.019,02
27	22.509,57	25.721,32	30.642,62	30.642,62
28	22.509,57	25.721,32	30.642,62	30.642,62
29	23.133,17	26.344,92	31.266,22	31.266,22
30	23.383,55	26.595,30	31.516,60	31.516,60

NIVEAU 1					
RANGEN	A3	Abis	A2	A1	
Tussentijdse verhogingen	3/1 x 623,60 10/2 x 1260,36	3/1 x 623,60 10/2 x 1260,36	3/1 x 623,60 10/2 x 1608,27	3/1 x 623,60 10/2 x 1608,27	3/1 x 623,60 10/2 x 1608,27
Zesjarige verh.	5/6 x 250,38	5/6 x 250,38	5/6 x 250,38	5/6 x 250,38	5/6 x 250,38
0	40.790,86	46.166,58	46.910,59	52.486,11	
1	41.414,46	46.790,18	47.534,19	53.109,71	
2	42.038,06	47.413,78	48.157,79	53.733,31	
3	42.661,66	48.037,38	48.781,39	54.356,91	
4	42.661,66	48.037,38	48.781,39	54.356,91	
5	43.922,02	49.645,65	50.389,66	55.965,18	
6	44.172,40	49.896,03	50.640,04	56.215,56	
7	45.432,76	51.504,30	52.248,31	57.823,83	
8	45.432,76	51.504,30	52.248,31	57.823,83	
9	46.693,12	53.112,57	53.856,58	59.432,10	
10	46.693,12	53.112,57	53.856,58	59.432,10	
11	47.953,48	54.720,84	55.464,85	61.040,37	
12	48.203,86	54.971,22	55.715,23	61.290,75	
13	49.464,22	56.579,49	57.323,50	62.899,02	
14	49.464,22	56.579,49	57.323,50	62.899,02	
15	50.724,58	58.187,76	58.931,77	64.507,29	
16	50.724,58	58.187,76	58.931,77	64.507,29	
17	51.984,94	59.796,03	60.540,04	66.115,56	
18	52.235,32	60.046,41	60.790,42	66.365,94	
19	53.495,68	61.654,68	62.398,69	67.974,21	
20	53.495,68	61.654,68	62.398,69	67.974,21	
21	54.756,04	63.262,95	64.006,96	69.582,48	
22	54.756,04	63.262,95	64.006,96	69.582,48	
23	56.016,40	64.871,22	65.615,23	71.190,75	
24	56.266,78	65.121,60	65.865,61	71.441,13	
25	56.266,78	65.121,60	65.865,61	71.441,13	
26	56.266,78	65.121,60	65.865,61	71.441,13	
27	56.266,78	65.121,60	65.865,61	71.441,13	
28	56.266,78	65.121,60	65.865,61	71.441,13	
29	56.266,78	65.121,60	65.865,61	71.441,13	
30	56.517,16	65.371,98	66.115,99	71.691,51	

NIVEAU 1					
RANGEN	A4	A4S	A4	A4S	
Tussentijdse verhogingen	3/1 x 623,60 10/2 x 1260,36	3/1 x 623,60 10/2 x 1260,36	3/1 x 623,60 10/2 x 1260,36	3/1 x 623,60 10/2 x 1260,36	
Zesjarige verh.	5/6 x 250,38	5/6 x 250,38	5/6 x 250,38	5/6 x 250,38	
0	33.478,24	35.762,53	34.101,84	36.386,13	
1	34.101,84	36.386,13	34.725,44	37.009,73	
2	34.725,44	37.009,73	35.349,04	37.633,33	
3	35.349,04	37.633,33	35.972,64	38.256,93	
4	35.972,64	38.256,93	36.596,24	38.880,53	
5	36.596,24	38.880,53	37.219,84	39.504,13	
6	36.859,78	39.144,07	37.473,38	39.757,67	
7	38.120,14	40.404,43	38.733,74	41.018,03	
8	38.120,14	40.404,43	38.733,74	41.018,03	
9	39.380,50	41.664,79	39.994,10	42.278,39	
10	39.380,50	41.664,79	39.994,10	42.278,39	
11	40.640,86	42.925,15	40.254,46	43.538,75	
12	40.891,24	43.175,53	40.504,84	43.789,13	
13	42.151,60	44.435,89	41.765,20	45.049,49	
14	42.151,60	44.435,89	41.765,20	45.049,49	
15	43.411,96	45.696,25	43.025,56	46.309,85	
16	43.411,96	45.696,25	43.025,56	46.309,85	
17	44.672,32	46.956,61	44.285,92	47.570,21	
18	44.922,70	47.206,99	44.536,30	47.820,59	
19	46.183,06	48.467,35	45.796,66	49.080,95	
20	46.183,06	48.467,35	45.796,66	49.080,95	
21	47.443,42	49.727,71	47.057,02	50.341,31	
22	47.443,42	49.727,71	47.057,02	50.341,31	
23	48.703,78	50.988,07	48.317,38	51.601,67	
24	48.954,16	51.238,45	48.567,76	51.852,05	
25	48.954,16	51.238,45	48.567,76	51.852,05	
26	48.954,16	51.238,45	48.567,76	51.852,05	
27	48.954,16	51.238,45	48.567,76	51.852,05	
28	48.954,16	51.238,45	48.567,76	51.852,05	
29	48.954,16	51.238,45	48.567,76	51.852,05	
30	49.204,54	51.488,83	48.818,14	52.102,43	

NIVEAU 1					
RANGEN	A6	A6S	A5	A5S	
Tussentijdse verhogingen	3/1 x 623,60 10/2 x 957,68	3/1 x 623,60 10/2 x 957,68	3/1 x 623,60 10/2 x 1135,17	3/1 x 623,60 10/2 x 957,68	
Zesjarige verh.	5/6 x 250,38	5/6 x 250,38	5/6 x 250,38	5/6 x 250,38	
0	21.112,38	26.619,13	25.507,13	31.535,34	
1	21.735,98	27.242,73	26.130,73	32.158,94	
2	22.359,58	27.866,33	26.754,33	32.782,54	
3	22.983,18	28.489,93	27.377,93	33.406,14	
4	22.983,18	28.489,93	27.377,93	33.406,14	
5	23.940,86	29.447,61	28.513,10	34.363,82	
6	24.191,24	29.697,99	28.763,48	34.614,20	
7	25.148,92	30.655,67	29.898,65	35.571,88	
8	25.148,92	30.655,67	29.898,65	35.571,88	
9	26.106,60	31.613,35	31.033,82	36.529,56	
10	26.106,60	31.613,35	31.033,82	36.529,56	
11	27.064,28	32.571,03	32.168,99	37.487,24	
12	27.314,66	32.821,41	32.419,37	37.737,62	
13	28.272,34	33.779,09	33.554,54	38.695,30	
14	28.272,34	33.779,09	33.554,54	38.695,30	
15	29.230,02	34.736,77	34.689,71	39.652,98	
16	29.230,02	34.736,77	34.689,71	39.652,98	
17	30.187,70	35.694,45	35.824,88	40.610,66	
18	30.438,08	35.944,83	36.075,26	40.861,04	
19	31.395,76	36.902,51	37.210,43	41.818,72	
20	31.395,76	36.902,51	37.210,43	41.818,72	
21	32.353,44	37.860,19	38.345,60	42.776,40	
22	32.353,44	37.860,19	38.345,60	42.776,40	
23	33.311,12	38.817,87	39.480,77	43.734,08	
24	33.561,50	39.068,25	39.731,15	43.984,46	
25	33.561,50	39.068,25	39.731,15	43.984,46	
26	33.561,50	39.068,25	39.731,15	43.984,46	
27	33.561,50	39.068,25	39.731,15	43.984,46	
28	33.561,50	39.068,25	39.731,15	43.984,46	
29	33.561,50	39.068,25	39.731,15	43.984,46	
30	33.811,88	39.318,63	39.981,53	44.234,84	

Gezien om gevoegd te worden bij het besluit van de Waalse Regering van 15 februari 2007 tot wijziging van diverse bepalingen betreffende de Waalse overheidsdiensten en tot invoering van een bijzondere evaluatiecyclus

Namen, 15 februari 2007.

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,

Ph. COURARD

Bijlage XIII. — Weddeschalen op jaarbasis

Bijlage C

NIVEAU 4					NIVEAU 3				
SCHALEN	E3	E2	E1	SCHALEN	D3	D2	D1		
Tussentijdse verhogingen	3/1 x 112,97 10/2 x 58,17 2/2 x 124,89	3/1 x 112,97 10/2 x 58,17 2/2 x 124,89	3/1 x 112,97 10/2 x 58,17 2/2 x 124,89	Tussentijdse verhogingen	3/1 x 140,09 5/2 x 194,67 6/2 x 266,78 2/2 x 419,35	3/1 x 140,09 5/2 x 194,67 6/2 x 266,78 2/2 x 419,35	3/1 x 140,09 5/2 x 194,67 6/2 x 266,78 2/2 x 419,35		
Zesjarige verh.	5/6 x 250,38	5/6 x 250,38	5/6 x 250,38	Zesjarige verh.	5/6 x 250,38	5/6 x 250,38	5/6 x 250,38		
0	12.559,09	13.257,38	15.053,95	0	12.768,75	15.444,96	18.749,62		
1	12.472,06	13.370,35	15.166,92	1	12.908,84	15.585,05	18.889,71		
2	12.585,03	13.483,32	15.279,89	2	13.048,93	15.725,14	19.029,80		
3	12.698,00	13.596,29	15.392,86	3	13.189,02	15.865,23	19.169,89		
4	12.698,00	13.596,29	15.392,86	4	13.189,02	15.865,23	19.169,89		
5	12.756,17	13.654,46	15.451,03	5	13.383,69	16.059,90	19.364,56		
6	13.006,55	13.904,84	15.701,41	6	13.634,07	16.310,28	19.614,94		
7	13.064,72	13.963,01	15.759,58	7	13.828,74	16.504,95	19.809,61		
8	13.064,72	13.963,01	15.759,58	8	13.828,74	16.504,95	19.809,61		
9	13.122,89	14.021,18	15.817,75	9	14.023,41	16.699,62	20.004,28		
10	13.122,89	14.021,18	15.817,75	10	14.023,41	16.699,62	20.004,28		
11	13.181,06	14.079,35	15.875,92	11	14.218,08	16.894,29	20.198,95		
12	13.431,44	14.329,73	16.126,30	12	14.468,46	17.144,67	20.449,33		
13	13.489,61	14.387,90	16.184,47	13	14.663,13	17.339,34	20.644,00		
14	13.489,61	14.387,90	16.184,47	14	14.663,13	17.339,34	20.644,00		
15	13.547,78	14.446,07	16.242,64	15	14.929,91	17.606,12	20.910,78		
16	13.547,78	14.446,07	16.242,64	16	14.929,91	17.606,12	20.910,78		
17	13.605,95	14.504,24	16.300,81	17	15.196,69	17.872,90	21.177,56		
18	13.856,33	14.754,62	16.551,19	18	15.447,07	18.123,28	21.427,94		
19	13.914,50	14.812,79	16.609,36	19	15.713,85	18.390,06	21.694,72		
20	13.914,50	14.812,79	16.609,36	20	15.713,85	18.390,06	21.694,72		
21	13.972,67	14.870,96	16.667,53	21	15.980,63	18.656,84	21.961,50		
22	13.972,67	14.870,96	16.667,53	22	15.980,63	18.656,84	21.961,50		
23	14.030,84	14.929,13	16.725,70	23	16.247,41	18.923,62	22.228,28		
24	14.281,22	15.179,51	16.976,08	24	16.497,79	19.174,00	22.478,66		
25	14.406,11	15.304,40	17.100,97	25	16.764,57	19.440,78	22.745,44		
26	14.406,11	15.304,40	17.100,97	26	16.764,57	19.440,78	22.745,44		
27	14.531,00	15.429,29	17.225,86	27	17.183,92	19.860,13	23.164,79		
28	14.531,00	15.429,29	17.225,86	28	17.183,92	19.860,13	23.164,79		
29	14.531,00	15.429,29	17.225,86	29	17.603,27	20.279,48	23.584,14		
30	14.781,38	15.679,67	17.476,24	30	17.853,65	20.529,86	23.834,52		

NIVEAU 2+			
RANGEN	B3	B2	B1
Tussentijdse verhogingen	3/1 x 252,18 1/2 x 292,59 1/2 x 390,03 2/2 x 672,31 9/2 x 588,30	3/1 x 252,18 1/2 x 292,59 1/2 x 390,03 2/2 x 672,31 9/2 x 588,30	3/1 x 252,18 1/2 x 292,59 1/2 x 390,03 2/2 x 672,31 9/2 x 588,30
Zesjarige verth.	5/6 x 250,38	5/6 x 250,38	5/6 x 250,38
0	15.849,72	19.345,74	24.986,67
1	16.101,90	19.597,92	25.238,85
2	16.354,08	19.850,10	25.491,03
3	16.606,26	20.102,28	25.743,21
4	16.006,26	20.102,28	25.743,21
5	16.898,85	20.394,87	26.035,80
6	17.149,23	20.645,25	26.286,18
7	17.539,26	21.035,28	26.676,21
8	17.539,26	21.035,28	26.676,21
9	18.211,57	21.707,59	27.348,52
10	18.211,57	21.707,59	27.348,52
11	18.883,88	22.379,90	28.020,83
12	19.134,26	22.630,28	28.271,21
13	19.722,56	23.218,58	28.859,51
14	19.722,56	23.218,58	28.859,51
15	20.310,86	23.806,88	29.447,81
16	20.310,86	23.806,88	29.447,81
17	20.899,16	24.395,18	30.036,11
18	21.149,54	24.645,56	30.286,49
19	21.737,84	25.233,86	30.874,79
20	21.737,84	25.233,86	30.874,79
21	22.326,14	25.822,16	31.463,09
22	22.326,14	25.822,16	31.463,09
23	22.914,44	26.410,46	32.051,39
24	23.164,82	26.660,84	32.301,77
25	23.753,12	27.249,14	32.890,07
26	23.753,12	27.249,14	32.890,07
27	24.341,42	27.837,44	33.478,37
28	24.341,42	27.837,44	33.478,37
29	24.929,72	28.425,74	34.066,67
30	25.180,10	28.676,12	34.317,05

NIVEAU 2			
SCHALEN	C3	C2	C1
Tussentijdse verhogingen	3/1 x 267,31 1/2 x 267,31 1/2 x 356,34 2/2 x 712,64 9/2 x 623,60	3/1 x 267,31 1/2 x 267,31 1/2 x 356,34 2/2 x 712,64 9/2 x 623,60	3/1 x 267,31 1/2 x 267,31 1/2 x 356,34 2/2 x 712,64 9/2 x 623,60
Zesjarige verth.	5/6 x 250,38	5/6 x 250,38	5/6 x 250,38
0	13.668,39	16.880,14	21.801,44
1	13.935,70	17.147,45	22.068,75
2	14.203,01	17.414,76	22.336,06
3	14.470,32	17.682,07	22.603,37
4	14.470,32	17.682,07	22.603,37
5	14.737,63	17.949,38	22.870,68
6	14.988,01	18.199,76	23.121,06
7	15.344,35	18.556,10	23.477,40
8	15.344,35	18.556,10	23.477,40
9	16.056,99	19.268,74	24.190,04
10	16.056,99	19.268,74	24.190,04
11	16.769,63	19.981,38	24.902,68
12	17.020,01	20.231,76	25.153,06
13	17.643,61	20.855,36	25.776,66
14	17.643,61	20.855,36	25.776,66
15	18.267,21	21.478,96	26.400,26
16	18.267,21	21.478,96	26.400,26
17	18.890,81	22.102,56	27.023,86
18	19.141,19	22.352,94	27.274,24
19	19.764,79	22.976,54	27.897,84
20	19.764,79	22.976,54	27.897,84
21	20.388,39	23.600,14	28.521,44
22	20.388,39	23.600,14	28.521,44
23	21.011,99	24.223,74	29.145,04
24	21.262,37	24.474,12	29.395,42
25	21.885,97	25.097,72	30.019,02
26	21.885,97	25.097,72	30.019,02
27	22.509,57	25.721,32	30.642,62
28	22.509,57	25.721,32	30.642,62
29	23.133,17	26.344,92	31.266,22
30	23.383,55	26.595,30	31.516,60

NIVEAU 1					
RANGEN	A3	Abis	A2	A1	
Tussentijdse verhogingen	3/1 x 623,60 10/2 x 1260,36	3/1 x 623,60 10/2 x 1260,36	3/1 x 623,60 10/2 x 1608,27	3/1 x 623,60 10/2 x 1608,27	3/1 x 623,60 10/2 x 1608,27
Zesjarige verh.	5/6 x 250,38	5/6 x 250,38	5/6 x 250,38	5/6 x 250,38	5/6 x 250,38
0	40.790,86	46.166,58	46.910,59	46.910,59	52.486,11
1	41.414,46	46.790,18	47.534,19	47.534,19	53.109,71
2	42.038,06	47.413,78	48.157,79	48.157,79	53.733,31
3	42.661,66	48.037,38	48.781,39	48.781,39	54.356,91
4	42.661,66	48.037,38	48.781,39	48.781,39	54.356,91
5	43.922,02	49.645,65	50.389,66	50.389,66	55.965,18
6	44.172,40	49.896,03	50.640,04	50.640,04	56.215,56
7	45.432,76	51.504,30	52.248,31	52.248,31	57.823,83
8	45.432,76	51.504,30	52.248,31	52.248,31	57.823,83
9	46.693,12	53.112,57	53.856,58	53.856,58	59.432,10
10	46.693,12	53.112,57	53.856,58	53.856,58	59.432,10
11	47.953,48	54.720,84	55.464,85	55.464,85	61.040,37
12	48.203,86	54.971,22	55.715,23	55.715,23	61.290,75
13	49.464,22	56.579,49	57.323,50	57.323,50	62.899,02
14	49.464,22	56.579,49	57.323,50	57.323,50	62.899,02
15	50.724,58	58.187,76	58.931,77	58.931,77	64.507,29
16	50.724,58	58.187,76	58.931,77	58.931,77	64.507,29
17	51.984,94	59.796,03	60.540,04	60.540,04	66.115,56
18	52.235,32	60.046,41	60.790,42	60.790,42	66.365,94
19	53.495,68	61.654,68	62.398,69	62.398,69	67.974,21
20	53.495,68	61.654,68	62.398,69	62.398,69	67.974,21
21	54.756,04	63.262,95	64.006,96	64.006,96	69.582,48
22	54.756,04	63.262,95	64.006,96	64.006,96	69.582,48
23	56.016,40	64.871,22	65.615,23	65.615,23	71.190,75
24	56.266,78	65.121,60	65.865,61	65.865,61	71.441,13
25	56.266,78	65.121,60	65.865,61	65.865,61	71.441,13
26	56.266,78	65.121,60	65.865,61	65.865,61	71.441,13
27	56.266,78	65.121,60	65.865,61	65.865,61	71.441,13
28	56.266,78	65.121,60	65.865,61	65.865,61	71.441,13
29	56.266,78	65.121,60	65.865,61	65.865,61	71.441,13
30	56.517,16	65.371,98	66.115,99	66.115,99	71.691,51

NIVEAU 1					
RANGEN	A4	A4S	A4	A4S	
Tussentijdse verhogingen	3/1 x 623,60 10/2 x 1260,36	3/1 x 623,60 10/2 x 1260,36	3/1 x 623,60 10/2 x 1260,36	3/1 x 623,60 10/2 x 1260,36	3/1 x 623,60 10/2 x 1260,36
Zesjarige verh.	5/6 x 250,38	5/6 x 250,38	5/6 x 250,38	5/6 x 250,38	5/6 x 250,38
0	33.478,24	35.762,53	34.101,84	36.386,13	36.386,13
1	34.101,84	36.386,13	34.725,44	37.009,73	37.009,73
2	34.725,44	37.009,73	35.349,04	37.633,33	37.633,33
3	35.349,04	37.633,33	35.349,04	37.633,33	37.633,33
4	35.349,04	37.633,33	35.349,04	37.633,33	37.633,33
5	36.609,40	38.893,69	36.609,40	38.893,69	38.893,69
6	36.859,78	39.144,07	36.859,78	39.144,07	39.144,07
7	38.120,14	40.404,43	38.120,14	40.404,43	40.404,43
8	38.120,14	40.404,43	39.380,50	41.664,79	41.664,79
9	39.380,50	41.664,79	40.640,86	42.925,15	42.925,15
10	39.380,50	41.664,79	40.640,86	42.925,15	42.925,15
11	40.891,24	43.175,53	42.151,60	44.435,89	44.435,89
12	40.891,24	43.175,53	42.151,60	44.435,89	44.435,89
13	42.151,60	44.435,89	43.411,96	45.696,25	45.696,25
14	42.151,60	44.435,89	43.411,96	45.696,25	45.696,25
15	43.411,96	45.696,25	44.672,32	46.956,61	46.956,61
16	43.411,96	45.696,25	44.672,32	46.956,61	46.956,61
17	44.672,32	46.956,61	44.922,70	47.206,99	47.206,99
18	44.922,70	47.206,99	46.183,06	48.467,35	48.467,35
19	46.183,06	48.467,35	46.183,06	48.467,35	48.467,35
20	46.183,06	48.467,35	47.443,42	49.727,71	49.727,71
21	47.443,42	49.727,71	47.443,42	49.727,71	49.727,71
22	47.443,42	49.727,71	48.703,78	50.988,07	50.988,07
23	48.703,78	50.988,07	48.954,16	51.238,45	51.238,45
24	48.954,16	51.238,45	48.954,16	51.238,45	51.238,45
25	48.954,16	51.238,45	48.954,16	51.238,45	51.238,45
26	48.954,16	51.238,45	48.954,16	51.238,45	51.238,45
27	48.954,16	51.238,45	48.954,16	51.238,45	51.238,45
28	48.954,16	51.238,45	48.954,16	51.238,45	51.238,45
29	48.954,16	51.238,45	48.954,16	51.238,45	51.238,45
30	49.204,54	51.488,83	49.204,54	51.488,83	51.488,83

NIVEAU 1					
RANGEN	A6	A6S	A5	A5S	
Tussentijdse verhogingen	3/1 x 623,60 10/2 x 957,68	3/1 x 623,60 10/2 x 957,68	3/1 x 623,60 10/2 x 1135,17	3/1 x 623,60 10/2 x 957,68	3/1 x 623,60 10/2 x 957,68
Zesjarige verh.	5/6 x 250,38	5/6 x 250,38	5/6 x 250,38	5/6 x 250,38	5/6 x 250,38
0	21.112,38	26.619,13	25.507,13	31.535,34	31.535,34
1	21.735,98	27.242,73	26.130,73	32.158,94	32.158,94
2	22.359,58	27.866,33	26.754,33	32.782,54	32.782,54
3	22.983,18	28.489,93	27.377,93	33.406,14	33.406,14
4	22.983,18	28.489,93	27.377,93	33.406,14	33.406,14
5	23.940,86	29.447,61	28.513,10	34.363,82	34.363,82
6	24.191,24	29.697,99	28.763,48	34.614,20	34.614,20
7	25.148,92	30.655,67	29.898,65	35.571,88	35.571,88
8	25.148,92	30.655,67	29.898,65	35.571,88	35.571,88
9	26.106,60	31.613,35	31.033,82	36.529,56	36.529,56
10	26.106,60	31.613,35	31.033,82	36.529,56	36.529,56
11	27.064,28	32.571,03	32.168,99	37.487,24	37.487,24
12	27.314,66	32.821,41	32.419,37	37.737,62	37.737,62
13	28.272,34	33.779,09	33.554,54	38.695,30	38.695,30
14	28.272,34	33.779,09	33.554,54	38.695,30	38.695,30
15	29.230,02	34.736,77	34.689,71	39.652,98	39.652,98
16	29.230,02	34.736,77	34.689,71	39.652,98	39.652,98
17	30.187,70	35.694,45	35.824,88	40.610,66	40.610,66
18	30.438,08	35.944,83	36.075,26	40.861,04	40.861,04
19	31.395,76	36.902,51	37.210,43	41.818,72	41.818,72
20	31.395,76	36.902,51	37.210,43	41.818,72	41.818,72
21	32.353,44	37.860,19	38.345,60	42.776,40	42.776,40
22	32.353,44	37.860,19	38.345,60	42.776,40	42.776,40
23	33.311,12	38.817,87	39.480,77	43.734,08	43.734,08
24	33.561,50	39.068,25	39.731,15	43.984,46	43.984,46
25	33.561,50	39.068,25	39.731,15	43.984,46	43.984,46
26	33.561,50	39.068,25	39.731,15	43.984,46	43.984,46
27	33.561,50	39.068,25	39.731,15	43.984,46	43.984,46
28	33.561,50	39.068,25	39.731,15	43.984,46	43.984,46
29	33.561,50	39.068,25	39.731,15	43.984,46	43.984,46
30	33.811,88	39.318,63	39.981,53	44.234,84	44.234,84

Gezien om gevoegd te worden bij het besluit van de Waalse Regering van 15 februari 2007 tot wijziging van diverse bepalingen betreffende de Waalse overheidsdiensten en tot invoering van een bijzondere evaluatiecyclus

Namen, 15 februari 2007.

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,

Ph. COURARD

Bijlage D. – Model voor de functie- en taakomschrijving

FUNCTIEOMSCHRIJVING – GEMEENSCHAPPELIJK STRAMIEN**Steekkaart betrekking**

IN HOOFDLETTERS INVULLEN AUB

Nr. Post:
Afdeling:
Directie:
Cel/Dienst:

Titularis van de betrekking:
ULIS NR.:

A. Omschrijving van de betrekking:

Niveau: 1 2+ 2 3 4

Omschrijving van de betrekking (Opdrachten/Verantwoordelijkheden) :

Overeenstemmende activiteiten:

B. Profiel van de betrekking:

Beroepen die overeenstemmen met het profiel van de betrekking:

Vereisten van de betrekking: **(bijkomend bij de verplichtingen bepaald in artikel 2 en 3 van de Waalse Ambtenarencode en die bepaald in het handvest van het goed bestuurlijk gedrag)**

Kennis:

Praktische vaardigheden / Bekwaamheden:

➤ Gedrag:

Ten opzichte van het werk:

Ten opzichte van het doelpubliek:

Ten opzichte van de collega's op het werk:

Titularis:

Verantwoordelijke:

Gezien om gevoegd te worden bij het besluit van de Waalse Regering van 15 februari 2007 tot wijziging van diverse bepalingen betreffende de Waalse overheidsdiensten en tot invoering van een bijzondere evaluatiecyclus.

Namen, 15 februari 2007.

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,

Ph. COURARD